

ÉTUDE

SUR LA

LOI DU 12 AVRIL 1906

CONCERNANT LA MINORITÉ PÉNALE

PAR

MAURICE RIGAUX

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 1^{er} Juin 1907, à 2 heures 1/2

Président : M. LE POITTEVIN, professeur

Suffragants { *MM. GARÇON, professeur*
TISSIER, professeur

PARIS (5^e)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

ÉTUDE

SUR LA

LOI DU 12 AVRIL 1906

CONCERNANT LA MINORITÉ PÉNALE

PAR

MAURICE RIGAUX

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 1^{er} Juin 1907, à 2 heures 1/2

Président : M. LE POITTEVIN, professeur

Suffragants { MM. GARÇON, professeur
TISSIER, professeur



PARIS (5^e)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1907

A MA MÈRE

ÉTUDE
SUR
LA LOI DU 12 AVRIL 1906
CONCERNANT LA MINORITÉ PÉNALE

INTRODUCTION

« La criminalité augmente ! » Tel est le cri d'alarme, poussé, depuis plusieurs années déjà, par ceux qu'intéressent les statistiques et les questions pénitentiaires.

On peut constater, en effet, que le mal étend de plus en plus ses ravages, et cela, chose navrante, particulièrement chez les enfants. Les crimes atroces sont souvent commis par des jeunes gens de 16 à 20 ans : l'assassinat, le meurtre, le viol, le vagabondage spécial lui-même, recrutent de plus en plus leurs adeptes parmi eux, sans parler du vagabondage ordinaire et du vol aux mille variétés. C'est ainsi, par exemple, que, l'année dernière, un enfant de 15 ans, habitant le populeux arrondissement de Montmartre, quittait sa famille, prenait gîte dans un hôtel, avec une petite fille de 9 ans, également vagabonde, et la violait, plus encore il la contaminait !

Ainsi, tous les jours, nous voyons des enfants, même tout jeunes, quitter leur famille pour les motifs les plus divers, quelquefois même sans aucun prétexte, et errer à l'aventure, jusqu'à ce qu'ils soient arrêtés, quelque jour, à bout de ressources et sans domicile...

La criminalité augmente : elle augmentera encore. Elle progresse avec la civilisation, dont elle est un corollaire malheureux, mais peut-être fatal.

L'idée maîtresse d'un ouvrage intitulé « Criminalité et progrès » (1) est d'après miss Mary Sayles, que, « parmi les peuples qui progressent, l'accroissement de la criminalité est une preuve manifeste et une cause même de civilisation plus avancée ». Pour l'auteur, le crime est toute action ou omission punie par la société comme nuisible à ses intérêts. Dès lors, à mesure qu'elle se civilise, une nation devient plus délicate et plus sévère ; elle distingue des délits qu'auparavant elle ignorait. L'auteur remarque que, d'une manière générale, le nombre des criminels a augmenté en Europe au xix^e siècle. Le délit, constate-t-il, progresse avec la science, qui est pour lui la plus féconde source d'occasions. Autrefois régnaient la violence, le vol à main armée, aujourd'hui c'est la fraude aux mille formes. Mais, dit-il, pourquoi s'en alarmer ? Les délits, s'ils sont plus nombreux de nos jours, sont aussi moins graves.

Pour d'autres auteurs. (Quetelet, Poletti, Durkeim) le

(1) *Crime and social progrès*, par Arthur Cleveland Hall.

crime, fruit naturel de la civilisation, serait plutôt un bien qu'un mal. Théorie évidemment paradoxale et réfutée par le bon sens lui-même.

Tel est l'avis de M. Vidal, professeur à la Faculté de droit de Toulouse. Avec Lombroso, M. Vidal constate que la civilisation n'a pas une action bien définie sur l'évolution de la criminalité et qu'elle lui fait plutôt subir une transformation (1). La fourberie dans bien des cas, a remplacé la violence. Les voleurs suivent le progrès. Ils ne dévalisent plus, comme autrefois, le voyageur attardé sur une route solitaire ; ils préfèrent employer les moyens nouveaux que les découvertes de la science mettent à leur disposition. Ils ont recours aux effractions savantes, s'attaquent aux coffres-forts plutôt qu'aux hommes ; quelquefois même ils s'enfuient dans un pays étranger, avec leur butin, et, à l'abri de toute poursuite, traitent, avec le volé, des conditions de la restitution. Le vol et l'escroquerie revêtent d'innombrables variétés, le chantage fait son apparition, et le juge, embarrassé, voit, de temps à autre, se dresser devant lui, entre deux textes, un nouveau délit qui ne tombe sous aucun, et qu'il sent pourtant la nécessité de punir.

L'auteur constate, d'autre part, que si, en France, la criminalité a subi l'influence intellectuelle par l'adaptation plus fréquente de la ruse et de la fraude aux moyens employés, la forme primitive et brutale, la violence, est

(1) Considérations sur l'état actuel de la criminalité en France et les caractères de la criminalité moderne.

loin d'avoir disparu. Les attentats sont restés aussi nombreux ; peut-être même le sont-ils davantage. Dans les séries rouges qu'ont eu, ces dernières années, à juger les assises, nous avons vu les crimes les plus atroces commis pour quelques pièces de monnaie ; les agressions nocturnes n'ont jamais été plus fréquentes et les rixes où interviennent le couteau et le revolver deviennent des banalités, dans certains arrondissements de Paris. Il ne faut donc pas se faire illusion : l'évolution n'a pas sensiblement adouci les mœurs et étouffé la violence ; celle-ci, d'ailleurs, est favorisée par les conditions même de la vie moderne, plus intense, plus fiévreuse, incomparablement plus semée de heurts et de froissements que la vie d'autrefois.

M. le comte d'Haussonville (1) avait déjà fait cette constatation et il en concluait que tout effort fait en vue d'augmenter le bien-être matériel d'un peuple ne portera que peu de fruits, au point de vue de la lutte contre le crime, s'il n'est pas accompagné d'un effort parallèle tendant à développer son éducation morale. Danton disait : « après le pain, l'instruction est le premier besoin d'un peuple ». Il eût mieux fait de dire « l'éducation morale » car, privée du concours de celle-ci, l'instruction conduit à la ruse, à l'habileté, mais non pas à l'habileté suprême... celle de vivre en honnête homme.

Or, à mesure qu'elle progresse, la civilisation tend à

(1) « Combat contre le vice », *Revue des Deux-Mondes*, avril 1897.

étouffer, ou tout au moins à paralyser les bons éléments que, chez un peuple, l'éducation morale pourrait fortifier. Avec ses raffinements s'affirme, toujours plus grand, le souci de l'intérêt individuel, malheureusement accompagné de l'égoïsme. L'individu, sans doute, est satisfait de voir son droit plus minutieusement protégé ; mais il n'entend pas, pour cela, mieux respecter celui des autres, et la voix du « moi » puisant une force toujours plus grande dans les sollicitations pressantes de besoins nouveaux, étouffe celle de la conscience et laisse le champ libre aux appétits.

En même temps se propage l'idée funeste qu'il importe peu de mal faire et qu'il suffit de ne pas être vu ; les mœurs se corrompent et les lois, trop bénévoles ou mollement appliquées, ne suffisent bientôt plus à endiguer le courant. C'est le triomphe de la criminalité, car Montesquieu a dit à juste titre : « de bonnes mœurs corrigent de mauvaises lois, mais de bonnes lois ne corrigent jamais de mauvaises mœurs ». C'est l'histoire d'Athènes, de Rome, de l'Egypte, et de toutes les nations, qui, croulant sous le poids de leurs mœurs corrompues, ont sombré dans le naufrage d'une civilisation trop avancée.

Mais pourquoi se décourager ? Mieux vaut combattre le mal que déplorer ses ravages, et, pour le vaincre, il faut en rechercher les origines.

Mauvaises mœurs et criminalité découlent de causes diverses et nombreuses, enfantées, comme nous l'avons dit,

par la société moderne, depuis celles qui atteignent et dégradent l'homme dans son corps, jusqu'à celles qui atrophiaient son intelligence et étouffent en lui le sens moral. L'alcoolisme — préoccupation du médecin, — la misère et les difficultés toujours plus grandes de la vie — souci des économistes — l'hérédité elle-même, quelquefois, sont de puissants recruteurs de l'armée du délit, au même titre que le goût du luxe, la paresse, l'égoïsme, l'affaiblissement du dévouement à la chose publique et du respect de l'autorité, l'abus du divorce et la dislocation de la famille... Mais le grand mal, celui qui inquiète les criminalistes au plus haut point, c'est que l'enfant, plus exposé aux chutes, n'est pas suffisamment protégé contre elles et se trouve la première victime. C'est par lui que le poison s'infiltre dans la société, car l'adolescent d'aujourd'hui est l'homme de demain, qui mettra en œuvre, dans la maturité de son intelligence, la perversion dont aura été saturé son esprit d'enfant. C'est donc en lui qu'il faut tuer le vice, quand il n'est encore qu'un germe ; c'est en immunisant l'enfant qu'on garantira la société.

Comme Hall, M. Joly (1) constate que la criminalité a progressé à peu près continuellement au xix^e siècle, avec cette aggravation, toutefois, qu'elle présente les caractères d'une précocité plus grande.

En France, de 1869 à 1895, c'est-à-dire en 26 ans, le nombre des prévenus a augmenté, d'abord chez les mi-

(1) *L'enfance coupable*, page 1 et suiv.

neurs de 16 ans ensuite — et surtout — chez les adolescents de 16 à 21 ans. Les résultats de la statistique publiée par le Ministère de la Justice en 1889 étaient les suivants : l'accroissement de la criminalité, en général, était de 133 0/0 ; mais il montait à 140 0/0 pour les mineurs de moins de 16 ans et à 247 0/0 pour les adolescents de 16 à 21 ans.

Sans doute, des causes diverses ont pu produire, ou tout au moins favoriser une progression aussi forte : des changements économiques considérables, la naissance de nouvelles industries occasionnant la ruine d'autres ou coïncidant avec elle, l'exode, vers les villes, d'une partie de la population rurale qui délaisse la terre ingrate pour se fixer dans les grands centres, où elle espère trouver un gain facile, où elle entre en contact avec une population composée des éléments les plus divers, l'émancipation hâtive de l'enfant, dont on cherche à se décharger, et qui, de son côté, veut, comme l'homme, gagner sa vie, être son maître et jouir de suite... Voilà de sérieuses considérations qui peuvent expliquer les fluctuations de la criminalité infantile.

Quoi qu'il en soit, voici les chiffres donnés par M. Joly dans son livre « L'Enfance coupable » :

En 1841, la totalité des délits des mineurs n'atteignait pas 13.500. En 1851, elle atteignait 21.000. De 1851 à 1861, le chiffre s'élève à 25.000. De 1861 à 1872 il monte à 28.000. De 1872 à 1881, il atteint 34.500, et en 1891, 36.000.

En 1900, la progression s'arrête : une diminution se

fait même sentir ; la totalité des délits des mineurs descend à 33.935. Il est vrai que l'année suivante, le mouvement en avant se poursuit et l'on enregistre 34.457 délits de mineurs.

Il s'agit ici des infractions commises par les mineurs de 16 ans et les adolescents de 16 à 21 ans. Mais, constate M. Joly, dans la recrudescence qui paraît caractériser l'année 1901, ce sont les mineurs de 16 ans qui jouent le plus grand rôle — ce qui, dit-il, n'a rien d'encourageant.

Examinons maintenant les chiffres donnés par les statistiques en ces dernières années.

En 1901 (1), le nombre des enfants mineurs de 16 ans, traduits en police correctionnelle, a été de 5.367, sur lesquels 160 ont fait l'objet d'ordonnances provisoires de garde.

En 1902 (2), le nombre des enfants âgés de moins de 16 ans, traduits en police correctionnelle, a été de 5.011. Sur ce nombre, 804 ont été envoyés en correction ; 1.540 ont fait l'objet d'ordonnances de non-lieu, et 199 d'ordonnances provisoires de garde. — En 1898, 6.646 enfants avaient été traduits en police correctionnelle, et 1278, seulement, avaient bénéficié d'un non-lieu.

Les renvois en police correctionnelle diminuent et les non-lieu augmentent. Le juge cherche à éviter à l'enfant la flétrissure d'une comparution devant les tribunaux.

(1) *Revue pénitentiaire*, février 1906, p. 307 et suiv.

(2) *Revue pénitentiaire*, nov. déc. 1904, p. 1189 et suiv.

Mais on voit poindre un danger : replacer l'enfant dans un mauvais milieu peut avoir de désastreux résultats.

De 1898 à 1902, 28.116 affaires de mineurs ont été soumises aux tribunaux. — 1.738 acquittements sont intervenus ; 13.026 remises aux parents ont été faites et 5.208 envois en correction ordonnés ; 6.250 condamnations ont été prononcées.

La solution prédominante est la remise aux parents, qui, d'ailleurs, tend à diminuer. Au nombre de 3.095 en 1898, ces remises tombent en 1902 au chiffre de 2.097. En outre, les envois en correction diminuent ; le chiffre, qui atteignait 1.242 en 1898, fléchit à 868 en 1901 et 804 en 1902. Au contraire, la loi de 1898 reçoit des applications de plus en plus nombreuses.

La statistique pénitentiaire de 1902 nous donne les résultats suivants (1) :

La population des établissements d'éducation correctionnelle était, au 31 décembre 1902, de 3.743 individus. Sur ce nombre, il y avait 3.182 garçons — il y en avait 3.568 en 1901 — et 561 filles — il y en avait 690 en 1901.

Pour les garçons, le groupe le plus nombreux comprend ceux de 12 à 14 ans — (32 0/0). — Pour les filles, c'est l'âge de 14 à 15 ans qui prédomine (30 0/0). La proportion est sensiblement la même qu'en 1901. Mais le groupe des filles de 12 à 14 ans est en hausse marquée : il représente 29 0/0, alors qu'en 1901, la proportion était seulement de 22 0/0.

(1) *Revue pénitentiaire*, nov.-déc. 1904, p. 1140 et suiv.

Les causes les plus fréquentes d'envoi en correction sont le vol et le vagabondage.

Le vol : 72 0/0 des garçons ; 10 0/0 des filles.

Le vagabondage : 44 0/0 des garçons : 17 0/0 des filles.

En ce qui concerne les antécédents judiciaires, la réciproque a été constatée chez 16 0/0 des garçons et 14 0/0 des filles.

En 1903 (1), 4.852 mineurs ont été traduits en-police correctionnelle. Sur ce nombre, 383 ont été acquittés, 2.238 ont été remis à leurs parents, soit 46 0/0 ; 854 ont été mis en correction, soit 17 0/0, et 445 décisions de garde sont intervenues, soit 9 0/0 ; 932 mineurs ont été condamnés, soit 19 0/0. Enfin, 231 ordonnances provisoires de garde ont été rendues, en vertu de l'art. 4 de la loi du 19 avril 1898.

Ces trois années — 1901 — 1902 — 1903, sont caractérisées par une diminution du nombre des poursuites ; une augmentation du nombre des envois en correction et un recours plus fréquent aux ordonnances provisoires de garde. Il faut, en outre, remarquer combien est fréquente la remise des jeunes délinquants à leurs parents, solution mauvaise dont on paraît commencer à s'écarter.

La statistique pénitentiaire de 1903 nous donne les résultats suivants (2) :

L'âge moyen des détenus au moment du délit est de 14 à 16 ans. La catégorie des délinquants de 10 à 12 ans

(1) *Revue pénitentiaire*, février 1906, p. 307 et suiv.

(2) *Revue pénitentiaire*, janvier 1906, p. 110 et suiv.

a diminué de 2 0/0 et celle des enfants de 12 à 14 ans de plus de 3 0/0. D'autre part, l'âge moyen des mineurs envoyés en correction tend à s'élever de plus en plus. La cause principale des envois en correction est le vol, dans toutes ses variétés : lui seul fournit le contingent énorme de 71 0/0 des garçons et de 50 0/0 des filles.

Au point de vue de l'état-civil, les enfants légitimes tiennent une très grande place : 90 0/0 des garçons, 80 0/0 des filles.

La population des établissements d'éducation correctionnelle était, au 31 décembre 1903, de 3.365 pensionnaires. Sur ce nombre, 513 garçons et 188 filles étaient issus de parents ayant encouru une ou plusieurs condamnations ; 1.075 garçons et 239 filles étaient orphelins, 89 étaient élevés par les hospices. Nombreux étaient les enfants de vagabonds, mendiants, prostituées, ou les enfants nés de parents inconnus ou disparus. Ajoutons que les récidivistes entraient dans la proportion de 21 0/0 pour les filles et de 17 0/0 pour les garçons, et remarquons qu'en 1902, la récidive était seulement de 14 0/0 pour les filles et de 16 0/0 pour les garçons.

En 1904, 4.800 mineurs ont été poursuivis, soit 52 de moins qu'en 1903 et 500 de moins qu'en 1902 ; 932 ont été envoyés en correction et 2.163 remis à leurs parents.

Consultons maintenant la statistique des mineurs (de 21 ans) arrêtés à Paris en 1905 (1) :

(1) *Revue pénitentiaire*, juin 1906, p. 922 et suiv.

Le nombre, pour les deux sexes, a été de 5.440. Sur ce total, 4.706 étaient du sexe masculin. L'ensemble des arrestations, pour délit de droit commun, était de 8.804, soit 407 unités de moins qu'en 1904.

Il y a eu 1.422 filles mineures arrêtées pour prostitution et 2.894 arrestations. Il n'y avait eu que 2.439 arrestations en 1904. Sur ce nombre, 133 mineures de moins de 16 ans ont été traduites en justice.

En ce qui concerne les mineurs de 16 ans, 816 garçons ont été arrêtés en 1905 ; 694 ont été déférés au Parquet, 422 relaxés ; 196 filles ont été arrêtées, parmi lesquelles 134 ont été déférées au Parquet et 59 relaxées.

Si nous recherchons les causes les plus fréquentes d'arrestations, pour les mineurs de 16 ans, la statistique de 1905 nous donne les résultats suivants :

Garçons

Vagabonds arrêtés	366
» constitués	40
Mendicité	53
Vols divers	242
Escroquerie	13

Filles

Vagabondes arrêtées	82
» constituées	7
Mendicité	11
Vols divers	39
Escroquerie	néant

Il est aisé de se rendre compte, par ces chiffres, que le vagabondage, le vol et la mendicité sont presque les seules

causes d'arrestation des mineurs : l'escroquerie, rare chez les garçons, fait défaut chez les filles.

Une dernière remarque au sujet de l'année 1905 : 266 garçons mineurs de 16 ans ont été remis, après traduction en justice, à la disposition de la Préfecture de Police : 96 mineures lui ont été remises dans les mêmes conditions. En 1904, 214 garçons et 78 filles seulement avaient fait l'objet de cette mesure.

Nous ne saurions passer sous silence deux rapports, l'un de M. Tarde, l'autre de M. Jules Joly, qui résument en quelque sorte les divers éléments recueillis sur la criminalité des enfants, dans une longue période d'années.

M. Tarde présentait à la Société Générale des Prisons, le 21 janvier 1903, un rapport sur la statistique criminelle des vingt années 1881-1900 (1). La même statistique avait été analysée par L. Kahn (2). En voici les résultats :

Le nombre des mineurs de 16 ans poursuivis a diminué dans l'ensemble ; en 1881, ils étaient au nombre de 5.587 ; en 1900 ils ne sont plus que 4.565.

Quelle est la cause de cette diminution ? C'est en grande partie la prudence avec laquelle sont exercées les poursuites contre les mineurs de 16 ans et la tendance qu'ont les juges à confier ces jeunes délinquants à des institutions charitables, avant même de les traduire en justice. Toutefois, il semble qu'il faille conclure à une diminution de la criminalité précoce, si on considère la diminution du

(1) *Revue pénitentiaire*, février 1903, p. 158 et suiv.

(2) *Revue pénitentiaire*, sept.-déc. 1902, p. 1148 et suiv.

nombre des décisions prononcées par les juges civils et autorisant, par voie de correction paternelle, l'arrestation des mineurs. Ce nombre est tombé de 1.103 à 627, de 1896 à 1900. Mais il est juste d'observer, par contre, que les parents, ayant peu de confiance dans l'efficacité des mesures de correction paternelle, répugnent de plus en plus à y recourir.

La proportion des mineurs de 16 ans envoyés en correction pour une durée de moins d'un an, a diminué ; celle des mineurs de 16 ans, rendus à leurs parents et acquittés, a augmenté.

M. Tarde ne pense pas que la diminution du nombre des envois en correction soit probante.

On peut l'attribuer, dit-il, au relâchement des liens de la famille, à l'affaiblissement de l'autorité paternelle, et aussi à l'inefficacité de la mesure, dûment reconnue.

Quant au mouvement de la criminalité infantile durant ces vingt dernières années, M. Tarde estime qu'on ne peut la connaître exactement : il faudrait, pour cela, que l'on connût le nombre des non-poursuivis.

Le rapporteur note, en passant, la tendance des tribunaux, acquittant un mineur comme ayant agi sans discernement, à remettre ce mineur à ses parents, au lieu de l'envoyer dans une maison de correction, contre laquelle se développe, dans la magistrature, une méfiance croissante. Ainsi, de 1881 à 1885, 1.837 mineurs acquittés étaient envoyés annuellement en correction ; de 1896 à 1900, la moyenne n'est plus que de 1.251. Au contraire,

dit-il, le nombre des mineurs remis aux parents s'est élevé de 1.903 à 3.291.

M. Tarde constate encore l'indulgence croissante pour les mineurs de 16 ans. La proportion des acquittements, en ce qui les concerne, est de 57 à 58 0/0. Pour les majeurs, la même proportion est de 5 à 7 0/0.

Dans la période antérieure à 1880, la proportion des mineurs de 16 ans acquittés était de 30 0/0. Elle a donc presque doublé.

Le 20 août 1904, M. Jules Joly présentait à la Société Générale des Prisons un rapport sur la même matière (1).

Au point de vue de l'état de la criminalité juvénile, M. J. Joly constatait que, depuis 70 ans, le nombre des enfants traduits en police correctionnelle avait considérablement augmenté.

En 1831, les tribunaux correctionnels jugent 2.852 enfants — (2.403 garçons — 449 filles). En 1901, ils en jugent près du double : 5.006 (4.357 garçons et 649 filles). Pendant cette période, la criminalité générale a également augmenté, et les mineurs de 16 ans figurent toujours à peu près pour la même proportion, soit 3 0/0, dans l'ensemble. Mais s'il n'y a pas augmentation proportionnelle, il y a augmentation absolue du chiffre des enfants délinquants, ce qui prouve que cette catégorie a participé au mouvement général de la criminalité.

(1) *Revue pénitentiaire*, mai 1904, p. 662.

Cependant, depuis 20 ans, les statistiques indiquent une diminution. En effet, en 1881 on trouve 6.287 enfants traduits en justice : 5.389 garçons et 898 filles ; il y en avait 5.006 seulement en 1901.

Toutefois, ces chiffres n'ont rien de probant, car les statistiques ne mentionnent que les enfants traduits en justice : or, les mineurs, nous le verrons, sont de moins en moins traduits en police correctionnelle, grâce aux lois du 24 juillet 1889, du 19 avril 1898. Non-lieu, remise aux parents, classement de l'affaire... voilà les solutions les plus fréquentes.

En outre, nous n'avons pas de statistiques pour la France, mais simplement pour Paris et la Seine : statistiques de la Préfecture de Police. Celles-ci accusent bien une diminution. Il y a quelques années, la moyenne du nombre des arrestations d'enfants était de 2.000 ; en 1903, 976 seulement. Mais ces statistiques ne visent que les arrestations suivies d'incarcération ; or, celle-ci ne se produit souvent qu'après de multiples arrestations.

D'autre part, la diminution des affaires soumises aux tribunaux correctionnels porte presque exclusivement sur le vagabondage et la mendicité ; or, c'est surtout dans ces hypothèses qu'interviennent des mesures d'hospitalisation, exclusives d'un renvoi en police correctionnelle.

D'ailleurs, d'autres faits indiquent un abaissement de la moralité chez les enfants :

1° L'augmentation des suicides. De 1831 à 1840, il y en a eu 49 ; en 1881, il y en avait 48 ; en 1901, 67.

2° L'augmentation de la récidive. Il y a vingt ans, en 1881, la proportion des récidivistes des deux sexes était de 11 0/0 pour les garçons, 9 0/0 pour les filles, en ce qui concerne les mineurs envoyés en correction.

En 1901, la proportion était de 16 0/0 et 14 0/0.

3° Le développement, véritablement inquiétant de la prostitution enfantine, dont nous parlerons ultérieurement.

Nous pouvons conclure des chiffres précédemment exposés que, depuis de nombreuses années, la criminalité infantile a manifesté une progression presque ininterrompue. Dès 1895, toutefois, un mouvement rétrograde se produit ; une diminution se révèle, qui semble se soutenir, de 1901 à 1904. Mais l'année 1905 se fait remarquer par une nouvelle impulsion en avant, ce qui prouve qu'un optimisme trop grand serait téméraire.

Bien plus, cette régression n'est qu'apparente et cache, en réalité, une progression constante.

Il faut d'abord tenir compte des statistiques relatives aux infractions qui échappent aux débats du prétoire, parce que les auteurs en sont restés inconnus. Les chiffres sont éloquentes. En 1880, 11 0/0 des affaires étaient dans ce cas, soit 55.633 dossiers. En 1900, la proportion atteignait 18 0/0, avec le total édifiant de 97.761.

Or, qui douterait que les délits des mineurs aient figuré, dans une large mesure, parmi ces méfaits restés impunis ? Quelle est l'infraction la plus difficile à découvrir ? Le vol, sans contredit : il se commet en un instant et, bien sou-

vent, si le voleur est habile, il ne laisse aucun indice compromettant derrière lui.

Or, sur les 97.761 affaires citées plus haut comme classées, en 1900, faute d'éléments de recherche, les vols comptaient pour 75.564. D'autre part, nous l'avons vu par l'étude des statistiques, le vol est précisément le délit favori de l'enfance.

D'ailleurs, s'il importe de connaître le nombre des mineurs poursuivis, il est beaucoup plus intéressant de rechercher celui des mineurs poursuivables.

Qu'importe que le chiffre des poursuites décroisse, si beaucoup d'infractions restent dépourvues de sanction ?

Nous assistons, depuis plusieurs années, à un énervement de la répression qui soulève d'unanimes protestations.

Cette tendance s'affirmait déjà, il y a quinze ou seize ans, notamment dans les questions relatives aux mineurs. On soutenait que l'enfant ne peut pas être considéré comme un coupable que l'on punit. Sans doute, à tout âge, disait-on, il peut être dangereux, mais, à tout âge, il devrait être soumis non à une pénalité, mais à des mesures d'éducation. Cette thèse était présentée au Congrès de Berne de l'Union internationale de droit pénal « comme résumant les opinions de la généralité des criminalistes modernes » (1). Et M. Garraud, à cette occasion, remarque que ce système manque d'opportunité, car il est proposé,

(1) *Bulletin de la société des Prisons*, 1890, p. 927.

dit-il, « au moment où les enfants affirment en France, par une série de crimes atroces, leur précocité inquiétante ».

M. Joly (1) proteste également contre cette mansuétude extraordinaire qu'il considère comme tout à fait néfaste.

Ainsi, fréquemment, dans une affaire de vol, d'escroquerie, d'abus de confiance, intervient une audition contradictoire des parties. Un accord se produit souvent : l'inculpé désintéresse le plaignant et l'affaire est classée. Non moins souvent, aussi, le procès-verbal, dressé par le commissaire de police, lui fait retour avec la mention suivante : « Inviter l'inculpé à désintéresser, dans le délai de... sous menaces de poursuites ». L'inculpé s'exécute presque toujours et le dossier est encore classé. Combien d'affaires finissent de la sorte ! Est-il besoin de dire que les statistiques sont muettes à leur sujet ?

Après le vol, les délits les plus communs sont le vagabondage et la mendicité. Or, à plusieurs reprises des circulaires ont paru, qui recommandaient « d'apporter un grand discernement dans les arrestations de vagabonds. » On invoquait, à cette occasion « l'esprit humanitaire ». Et l'on constate une diminution notable des arrestations et des poursuites.

Aussi M. le Garde des sceaux crut-il devoir protester contre cette tendance. « Les chiffres proportionnels des délits contre l'ordre public, dit M. Vallé (2), se sont abaissés.

(1) « De la corruption de nos Institutions. »

(2) Rapport Vallé. Compte général de la justice criminelle en 1900.

« C'est dans cette catégorie d'affaires que se classent les
« délits de vagabondage et mendicité. Or, le nombre des
« poursuites de cette nature a diminué de plus d'un tiers
« en quinze ans. Cette diminution s'explique, non pas,
« peut-être, par la décroissance du vagabondage et de la
« mendicité, mais par l'extrême indulgence des Parquets
« dans l'exercice de l'action publique, par le relâchement
« de la surveillance exercée à cet égard, enfin par la juris-
« prudence de certaines cours d'appel en ce qui touche
« l'impossibilité d'appliquer l'art. 274 du C. P. dans les
« arrondissements qui ne possèdent pas de dépôt de men-
« dicité. »

Nous voyons souvent aussi le Parquet, avec une indulgence extrême, ne pas poursuivre un délit, même caractérisé, surtout lorsqu'il s'agit de mineurs, et prescrire une « admonestation sévère » dont le résultat est presque toujours nul ; et cela, même lorsque le délinquant n'en est pas à ses débuts. Ainsi une jeune fille de 15 ans, arrêtée pour vol une troisième fois, était récemment admonestée au commissariat de son quartier. Cependant il était expressément indiqué, dans la procédure, que la délinquante avait été prise déjà deux fois en flagrant délit de vol.

Nous venons de parler d'affaires au sujet desquelles une procédure a été dressée et transmise, à la suite d'arrestation : dans ces hypothèses, le Parquet est intervenu et a statué. Mais nombreux sont les cas où l'affaire s'arrête au commissariat de police. Souvent le défaut de plainte, lorsque le délit est peu grave, donne lieu à une simple

note de main-courante qui servira, tout au plus, à éclairer le Parquet, en cas de nouvelle infraction, et, le cas échéant, les juges, si toutefois ils sont appelés à se prononcer.

Il ne sera pas rare, non plus, que l'enfant vagabond, arrêté par les gardiens, même longtemps après sa fugue du domicile paternel, soit réclamé par le père ou la mère, et remis directement à ceux-ci. Que reste-t-il de tout cela ? Peu de chose : un simple rapport d'agent, sur lequel est mentionnée la remise du jeune détenu à sa famille, et qui est, à l'instant, classé dans les affaires sans suite.

Pourtant, quelle différence établir entre cet enfant, dont la justice n'aura pas à s'occuper, et celui qu'interroge un juge d'instruction ? Le fait est le même : tous deux sont vagabonds : mais le premier restera ignoré de la justice, parce qu'il a été réclamé. Or, le jeune vagabond est presque toujours réclamé : les parents ont de la répugnance à le laisser détenir. Quelquefois même ils ont intérêt à demander qu'il leur soit rendu, parce que c'est sur leurs conseils, et pour leur profit, que l'enfant commet des délits. C'est ainsi qu'un jeune garçon, Henri L..., âgé de 12 ans, a été arrêté de nombreuses fois dans le quartier de Clignancourt, ou aux environs, et, chaque fois, réclamé par son père — ou sa mère — qui pourtant vivaient séparés. La mère n'avait aucun métier avouable ; le père était alcoolique ; et l'enfant, la dernière fois qu'il fut arrêté, se mit en colère et dit à son gardien qu'il était obligé de voler aux étalages pour ses parents, et qu'il apportait,

tantôt à l'un, tantôt à l'autre, le produit de ses larcins ; il ajoutait qu'il était las de vivre ainsi.

Il est difficile de parler de la criminalité sans parler aussi du vice ; ce dernier, en effet, est le point de départ du délit. Tant qu'il se dissimule, tant qu'il dort au fond de la pensée, il est invisible et ne peut être blâmé, car son existence même est ignorée. Mais combinez le vice avec un autre élément, le dommage social, et vous obtenez la criminalité.

Le jeune voleur, le jeune meurtrier, bien souvent, ne s'est pas vu glisser sur la pente fatale. Paresseux, il s'est laissé aller et a suivi son mauvais instinct. Il a d'abord quitté l'atelier pour jouer de temps en temps, puis régulièrement, à des jeux insignifiants ; ensuite, entraîné par d'autres paresseux, à des jeux d'argent, à la « passe anglaise ». Un jour, n'ayant pas de fonds, il a joué l'argent d'un autre et l'a perdu : dès lors il a convoité le bien d'autrui pour se tirer d'embarras, et le voilà voleur. Au cours de promenades désœuvrées, il s'est fourvoyé dans des fréquentations douteuses, s'est lié avec des femmes de mauvaise vie, avec lesquelles il va bientôt commettre des délits. Puis, sachant que ces femmes vivent de la débauche, il trouvera qu'il est commode de rester sans rien faire ; il partagera bientôt le produit de la prostitution, et le voilà souteneur. La malheureuse créature ne lui donne-t-elle pas de subsides ? Il la battra, la blessera. Le dénonce-t-elle pour se débarrasser de lui ? Il la tuera peut-être on la fera exécuter par la bande — et le voilà meurtrier.

Que dire de la jeune fille, mille fois plus faible et plus exposée, dès qu'elle a franchi le seuil paternel?

Or, ainsi que la criminalité, la débauche étend, ses ravages particulièrement chez les adolescents.

« Le nombre des filles mineures qui se livrent publiquement à la prostitution, disait Emile Richard, dans son rapport de 1890 au Conseil Municipal, est considérable à Paris. Nous n'essaierons pas de l'évaluer même d'une façon approximative... » La statistique ne peut tout saisir à cet égard ; le contingent formidable de la débauche clandestine échappe en effet à tout contrôle. Citons cependant quelques chiffres.

Voici, par exemple, d'après un document fourni à M. Georges Berry par la Préfecture de Police (Proposition de loi tendant à la répression de l'exploitation de l'enfance), le nombre des mineures de seize ans arrêtées de 1886 à 1891 par la police parisienne (1) :

En 1886	1.063
En 1887	888
En 1888	907
En 1889	1.178
En 1890	1.266

Ce fléau désole les grandes villes, et M. Georges Berry a constaté que de 1880 à 1896 on n'avait arrêté pour faits de mendicité que 6.877 mineures, tandis que, pour prostitution, 22.114 avaient été arrêtées. Pour cette catégorie, la

(1) Decourcelle, *Répertoire de police*, p. 1949 et suiv.

moyenne des dernières années était d'environ 1.500. Ceci est d'autant plus grave que ce sont les mineures qui contractent et propagent les pires formes du mal des « avariés ». En 1903, à Paris, 79 filles mineures de 16 ans ont été arrêtées — chiffre donné par M. Honnorat au Comité de Défense des Enfants traduits en justice (1); et, d'autre part, on constate un plus grand nombre de jeunes souteneurs de 14, 15 et 16 ans.

Un autre document plus triste encore est celui qui constate le nombre de ces malheureuses inscrites sur les contrôles de la débauche officielle, avant leur majorité.

Il n'est pas rare, aujourd'hui, de voir des fillettes de 14 et 15 ans, quelquefois plus jeunes, arrêtées pour excitations à la débauche. Bien plus, elles ne se cachent pas et vont par bandes. Le mal a fait de si grands ravages, que les tribunaux ont cherché par quel moyen détourné on pourrait prendre, vis-à-vis de ces mineures, des mesures de protection et de préservation. Sans doute des poursuites pourront être exercées, en cas de culpabilité des parents, contre ceux-ci, pour excitation habituelle de mineurs à la débauche, par application de l'article 334, § 2, C. P. et la déchéance de la puissance paternelle pourra être prononcée. Sans doute, la mineure qui s'est prostituée hors du domicile paternel pourra être placée sous la tutelle pénitentiaire. Le Parquet a bien la ressource de saisir le Tribunal correctionnel s'il y a mendicité ou vaga-

(1) *Revue pénitentiaire*, 1904, p. 466.

bondage : une peine sera prononcée si le discernement est reconnu : la mise en correction au cas contraire. Il n'est possible de mettre sous la tutelle de l'Assistance Publique les enfants de 16 ans que lorsque leur inconduite est accompagnée de mendicité, d'absence de domicile, de ressources, de profession...

Mais bien souvent la jeune prostituée n'aura pas abandonné le domicile de ses parents : elle n'aura pas quitté tout travail et pourra, de temps en temps présenter un salaire... peut-être même un certificat.

Les juristes, les écrivains, et le législateur lui-même s'inquiètent de plus en plus de ces deux graves problèmes : l'enfance coupable, l'enfance débauchée.

Plusieurs lois ont été votées, en ces dernières années, qui ont pour but de protéger plus efficacement le jeune âge et de veiller sur lui : ainsi la loi du 24 juillet 1889, sur les enfants maltraités ou moralement abandonnés, la loi du 19 avril 1898 qui protège l'enfant contre les mauvais traitements et consacre le principe de l'ordonnance provisoire de garde, pour les enfants auteurs ou victimes de crimes ou délits ; la loi du 3 avril 1903 qui punit « celui qui aura embauché, entraîné ou détourné, même avec son consentement, une fille mineure en vue de la débauche ».

Enfin a été votée, le 12 avril 1906, une loi qui recule la limite de la minorité pénale de 16 à 13 ans. Cette loi ne paraît-elle pas intempestive ? Ne donnera-t-elle pas à la jeunesse vicieuse un encouragement, en prolongeant de

deux ans la période pendant laquelle elle est, ou croit être à l'abri des rigueurs de la loi ?

Le résultat n'en sera-t-il pas néfaste, au moment où, nous l'avons vu, le flot de la criminalité monte sans cesse ?

Telle n'a pas été, du moins, l'intention du législateur, et ce raisonnement ne semble avoir de l'exactitude que l'apparence. En inscrivant cette loi à nos codes, le législateur, loin de vouloir donner un encouragement au vice, a voulu protéger le mineur délinquant contre lui-même, sachant bien que l'enfant est l'avenir de la nation, et que notre société moderne, pétrie d'égoïsme et de méfiance, ne pardonne pas une flétrissure. Les vues du législateur étaient éclairées et les sentiments qui l'ont guidé sont empreints de justice. Il est beau de chanter la grâce du jeune âge, la pureté de la jeune fille... Il est mieux d'aider l'enfant tombé à se relever de sa chute, à racheter une faute souvent irréfléchie, à reconquérir, pendant qu'il en est temps encore, son droit au soleil, à la vie honnête et laborieuse, à la considération...

PREMIERE PARTIE

LA MINORITÉ DE 16 ANS SOUS LE RÉGIME DU CODE PÉNAL

Imputabilité, responsabilité, culpabilité — ces trois mots contiennent en quelque sorte tout le droit pénal, et les idées qu'ils représentent ont entre elles des liens si étroits qu'on les emploie souvent l'un pour l'autre. Il y a lieu, cependant, de les distinguer.

L'imputabilité est une notion positive, qui n'est pas susceptible d'évaluation : elle est ou n'est pas. Tel fait est-il imputable à tel agent ? On ne peut répondre que oui ou non : une imputabilité partielle serait un non sens.

La responsabilité et la culpabilité, qui, le cas échéant, en découlent, sont, au contraire, susceptibles d'être mesurées.

La culpabilité ne saurait exister que lorsqu'il y a imputabilité constatée et responsabilité engagée. Or, la responsabilité naît de la réunion de deux éléments moraux distincts : la volonté et le discernement. L'agent voulait tuer, et non pas intimider ou blesser. Mais cela veut-il

dire qu'il a agi avec discernement ? En aucune façon : son intelligence a pu être obscurcie au point de ne pas distinguer nettement son acte, tout en voulant l'accomplir.

Ainsi toute circonstance qui anéantira soit l'imputabilité, soit la responsabilité, fera disparaître la culpabilité.

D'autre part, discernement et responsabilité étant susceptibles de plus ou de moins, il fallait donner au juge la possibilité de la mesurer, de la peser dans chaque espèce : d'où la théorie des causes d'atténuation et d'aggravation. L'âge est une des circonstances prévues par le Code pénal et considérées comme excluant les éléments dont la réunion est nécessaire pour faire apparaître la culpabilité.

Si nous examinons l'ensemble de la vie de l'homme depuis sa naissance jusqu'à son déclin, nous pouvons distinguer trois périodes.

La première est celle où l'homme est encore trop jeune pour avoir conscience des actes qu'il accomplit. S'il commet une action répréhensible, il peut être considéré comme agent volontaire, mais inconscient. Sa volonté est en quelque sorte quasi-animale, et, bien que le fait lui soit imputable, il n'en sera pas responsable, car son intelligence, tout à fait imparfaite, n'est encore qu'une sorte d'instinct auquel il obéit machinalement.

La deuxième est la période de doute. Il s'agit de l'enfant, chez lequel le discernement peut exister ou faire défaut. Quelle décision prendre s'il commet un acte délicieux ? Il convient ici d'être très prudent car souvent, de

deux enfants du même âge, paraissant avoir le même développement, le premier jouira d'un discernement qui manquera au deuxième.

La dernière période, la plus longue, est celle dans laquelle l'homme en général est complètement formé, et jouit d'un discernement suffisant. Il sera donc responsable de ses délits, à moins, toutefois, qu'il n'ait existé, au moment de l'acte, une cause accidentelle qui ait annihilé le discernement. La preuve de cette circonstance sera nécessaire.

Mais comment préciser les limites qui séparent ces périodes ? La question est difficile à résoudre, car une règle posée, si elle est juste dans certains cas, sera peut-être fautive dans d'autres. Le développement de la conscience, du sens moral, de l'intelligence, varie avec chaque individu. Il suit, le plus souvent, l'évolution de la nature. Que de causes peuvent retarder cette évolution, ou la hâter ! L'hérédité, l'éducation, l'influence du milieu, la maladie, les tares physiologiques...

On peut concevoir deux systèmes de législation.

1° Laisser au juge le droit de poursuivre tout individu, sans se préoccuper de la question de l'âge, sauf à se demander, dans chaque espèce : l'inculpé jouissait-il de son discernement ?

2° Poser des présomptions, comme l'a fait quelquefois la loi, présomptions dont le juge devra tenir compte pour formuler sa sentence.

Le premier système, évidemment, présentait de graves

inconvénients : il conduisait à l'arbitraire. Admettre cette solution, c'était conférer au juge une latitude dangereuse, celui-ci fût-il des plus scrupuleux. La sentence d'un juge est l'avis d'un seul : qui ne connaît l'adage *quot homines tot sensus* ? Il est bon, il est nécessaire que l'appréciation individuelle, fût-elle la plus éclairée, soit contenue dans des limites qu'elle ne peut franchir. « L'arbitraire, d'où qu'il vienne, disait M. Garçon (1) au 1^{er} Congrès national de droit pénal, est détestable : et celui du juge criminel est l'un des pires. »

Ces considérations ont prévalu, et c'est le 2^e système qu'a adopté le Code pénal.

Mais quelles présomptions poser ? Allait-on considérer, dans la vie humaine, trois périodes, et fixer dans la première un âge au-dessous duquel l'enfant ne saurait être poursuivi, parce qu'il est certain qu'il ne jouit pas encore du discernement ? La fixation d'un tel âge a été réclamée par plusieurs criminalistes : Chauveau, Hélie, Rossi, Ortolan, Lalou... (2)

Notons que certains pays ont posé un âge, au-dessous duquel l'enfant est couvert par une présomption de non discernement, contre laquelle ne peut prévaloir aucune preuve : c'est la présomption *juris et de jure*. Le Code pénal Egyptien, promulgué, en même temps qu'un Code d'Instruction criminelle, le 14 février 1904, édicte, dans

(1) *Revue pénitentiaire*, juin 1903.

(2) La loi pénale et les mineurs. *Journal des Parquets*, Paris, 1906.

les articles 59 à 67, les règles relatives à la poursuite des délits de mineurs : il décide qu'aucune poursuite ne peut être intentée si le délinquant n'a pas 7 ans (1).

Le législateur du Code pénal n'a pas suivi cette voie ; il a simplement distingué, dans la vie de l'homme, deux périodes, séparées par l'âge de 16 ans.

Jusqu'à 16 ans le mineur peut être poursuivi devant les tribunaux, mais il est sous la protection d'une présomption d'irresponsabilité. Sans doute, ce n'est pas une présomption absolue, la présomption *juris et de jure* du droit romain : elle peut tomber : mais il faudra que l'existence du discernement au moment de l'infraction soit prouvée. Le discernement a-t-il été reconnu ? Des mesures répressives seront prises ; a-t-il fait défaut ? les mesures répressives feront place à celles qui tendent à l'éducation et à la correction.

Au-dessus de 16 ans, la présomption est renversée. Le mineur est devenu majeur ; il est présumé responsable, et il faudra preuve contraire pour qu'il ne soit pas considéré comme tel.

Ce système, œuvre originale du Code pénal de 1791 est, en définitive, fort simple. Il établit deux présomptions, susceptibles, toutes deux, d'être combattues par la preuve contraire : l'une de non-culpabilité pour le mineur de 16 ans, l'autre de culpabilité pour le majeur.

Nous avons remarqué qu'il n'y a pas de période d'irres-

(1) *Revue pénitentiaire*, juin 1903.

ponsabilité absolue dans le Code pénal : Il n'a pas fixé d'âge au-dessous duquel toute poursuite est impossible. Pourtant, il est certain qu'un enfant en bas âge ne peut être rendu responsable du mal qu'il cause. Avec la règle du Code pénal, il peut cependant être poursuivi. Mais de ce qu'il puisse l'être, il ne s'en suit pas que cette poursuite soit une nécessité, un acquittement dut-il en résulter, car une telle poursuite, évidemment inutile au point de vue de la répression, pourrait être, en outre, nuisible à l'enfant, et il est bon que le ministère public puisse intervenir. D'autre part, il peut y avoir intérêt à ce qu'une poursuite soit engagée, ne serait-ce que pour enlever le jeune délinquant à une famille qui l'élève mal.

Constatons aussi que la majorité pénale précède la majorité civile. Cela semble d'ailleurs rationnel ; la notion du juste et de l'injuste, la voix de la conscience, parle plus tôt que la voix de l'intérêt.

La loi civile ne nous donne-t-elle pas une application de ce principe en décidant que le mineur est responsable de ses quasi-délits ou délits civils, alors que, s'il a subi quelque lésion dans les conventions consenties par lui, il sera restituable ? Mais, juste en théorie, ce raisonnement doit être interprété, dans la pratique, de la façon la plus large : l'homme et surtout l'enfant, subissent, sans s'en douter, tant d'influences dans notre société moderne !

Le Code pénal traite des questions relatives à la minorité dans les articles 66 à 69. Quatre règles se dégagent de ces articles.

1° Une présomption d'irresponsabilité couvre tous les mineurs de 16 ans ; le ministère public devra donc prouver qu'ils ont agi avec discernement et le tribunal saisi devra résoudre spécialement la question de discernement.

2° La réponse est-elle négative ? L'acquittement s'impose, quelles que soient la juridiction et l'infraction. Toutefois, s'il s'agit d'un crime ou d'un délit, les juges auront la faculté d'édicter contre le jeune prévenu des mesures d'éducation et de correction.

3° Le discernement a-t-il été reconnu ? Une condamnation sera prononcée, mais le jeune âge, s'il s'agit d'un crime ou d'un délit, sera une excuse atténuante qui mitigera la peine.

4° Le mineur est, en principe, justiciable des tribunaux correctionnels même pour les faits qui sont, en général, du ressort de la Cour d'assises. C'est une des rares immunités de juridiction qui subsistent dans notre droit. bien plus rationnelle que celles — et elles étaient nombreuses — qui compliquaient nos anciennes coutumes.

Examinons ces divers points.

1^{er} Règle. — Tout adulte est responsable, à moins qu'au moment de l'acte, le discernement n'ait été annihilé par une cause accidentelle, telle que la démence, et que ce fait ne soit prouvé. Inversement, l'enfant mineur de 16 ans et présumé irresponsable, à moins qu'il ne soit établi que le discernement du bien et du mal était suffisamment développé chez lui, lorsqu'il a commis l'acte qui lui est reproché. Sans doute la loi ne parle pas de présomption

d'irresponsabilité : ces mots ne se trouvent pas écrits dans les textes, qui disent : « s'il est décidé que le mineur a agi sans discernement... » Mais dans la pensée du législateur, une sorte de présomption existe, c'est la présomption que, au-dessous de 16 ans, l'enfant n'a qu'un développement encore incomplet, qui nécessite l'examen spécial de cette question : jouissait-il d'un discernement suffisant ? question à laquelle il pourra être répondu affirmativement ou négativement, selon le cas.

Au fond, ainsi que le constate M. Garraud, la question de discernement est la question de culpabilité. Pourtant un grand nombre de criminalistes estiment que le mineur ne saurait être considéré comme un coupable que l'on punit.

La question de discernement doit être examinée devant toute juridiction pénale, nous voulons parler des juridictions de jugement ; les juridictions d'instruction ne semblent pas compétentes pour l'examiner, car le renvoi de poursuite, motivé par l'absence de discernement, n'est pas pur et simple et les art. 66 et 68 du Code pénal ne paraissent pas donner aux juges d'instruction le pouvoir de prononcer un envoi en correction. Les arrêts et jugements devront, en outre, mentionner l'examen de cette question, et cette omission donnerait lieu à cassation.

Devant la Cour d'assises, le président doit, à peine de nullité, poser la question : « un tel a-t-il agi avec discernement ? » L'art. 340 du Code d'Instruction criminelle l'y oblige. En général, une seule question est posée au Jury : la question de culpabilité. C'est la règle toutes les fois

qu'il s'agit de majeurs. Dans ce cas la question de discernement est confondue avec celle de culpabilité, et si les jurés estiment qu'une circonstance accidentelle a détruit le discernement, ils répondront simplement « non », à la question de culpabilité. Mais, lorsqu'il s'agit d'un mineur, la loi ne se contente plus d'un sous-entendu ; une réponse implicite n'est pas claire ; elle peut voiler un oubli : il faut que l'attention soit attirée sur la question de l'âge, et que celle-ci soit résolue distinctement, par un oui ou non.

A lire l'art. 66 du Code pénal, il ne semble pas que cette formalité soit nécessaire devant le tribunal correctionnel. Il ne parle, en effet, que du mineur « accusé ». D'autre part, l'art. 340 du C. I. Cr. ne semble viser que les affaires soumises au jury.

Pourtant, lorsque le tribunal correctionnel examine un crime commis par un mineur, cet examen distinct du discernement s'impose, car l'art. 68 *in fine* dit que le mineur, dans ce cas, « sera jugé par les tribunaux correctionnels qui se conformeront aux deux articles ci-dessus. » Pourquoi donc en serait-il autrement en cas de délit ?

La question spéciale se pose-t-elle devant le tribunal de police ? Oui, à notre avis. Sans doute la contravention est encourue souvent sans intention, mais l'intention et le discernement sont deux choses distinctes.

2^e Règle. — La réponse à la question de culpabilité est négative. La conséquence en est un acquittement absolu. Aucune peine ne sera prononcée, cela est évident ; mais il ne sera pas même ordonné de mesure de déten-

tion ou d'éducation. En effet, la question de culpabilité a été résolue négativement; or, la question de discernement n'est que subsidiaire. Dans ce cas, comment pourrait-elle être posée? (1)

Il faut donc, pour examiner la question de discernement, que la culpabilité ait été reconnue.

Le mineur est donc coupable; a-t-il agi sans discernement? L'art. 66 dit qu'il sera acquitté. Nous n'examinerons par le caractère de cet acquittement, sur la nature, duquel on discute, mais nous ajouterons que, dans ce cas, s'il s'agit d'un crime ou d'un délit, le tribunal ou la cour peuvent, selon les circonstances, prendre, à l'égard du mineur, certaines mesures de correction et éducation, ou le remettre à sa famille.

Ces mesures de correction consistent dans l'envoi du mineur acquitté dans une maison de correction « pendant tel nombre d'années » que le jugement déterminera mais qui, en aucun cas, ne pourra excéder l'époque où il aura accompli sa vingtième année. La justification de cette mesure est évidente. L'enfant qui est y soumis a fait preuve d'un instinct pervers, de dispositions inquiétantes; or, il faut réagir contre cette tendance au vice, et, pour cela, isoler d'abord le délinquant du milieu où il a vécu jusque-là et dans lequel il s'est probablement corrompu. Aussi cette détention ne saurait-elle être considérée comme une peine; elle figurera, sans doute, au casier judiciaire n° 1, mais

(1) Le Poittevin, *Code de l'Enfance traduite en justice*. Garraud, Droit pénal.

non pas au *Bulletin* n° 2 (1) ou n° 3 — ; elle ne servira pas de base au calcul de la récidive, ne fera pas obstacle à l'obtention du sursis, accordé, en cas de nouvelle infraction, par la loi du 26 mars 1891.

Mais nous devons faire ici une restriction. En théorie, la mise en correction a pour but, comme l'indique son nom, de « corriger l'enfant ». Pratiquement, elle ne donne pas toujours de bons résultats, — ce qui ne veut pas dire qu'il faille éviter son emploi. Mais il faut remarquer que les enfants envoyés en maison de correction sont ceux que le tribunal juge les plus mauvais ; il n'est donc pas étonnant que les résultats laissent à désirer. D'autre part, le régime de ces maisons ne paraît pas produire l'effet attendu : bon nombre de parents, à qui cette mesure est conseillée, répondent : « il en sortira pire qu'il n'y sera entré », et j'ai personnellement remarqué que les jeunes délinquants dont l'attitude est la plus insolente sont, en général, ceux qui ont connu la maison de correction. M. Joly (2), à maintes reprises, signale les dangers de celle-ci, dont le résultat, le plus souvent, est de corrompre davantage celui qui y est entré.

(1) Le *Bulletin* n° 2 en fait cependant mention, lorsqu'il est délivré aux magistrats ou au préfet de police. La loi du 3 août 1899 a été précisément modifiée sur ce point par la loi du 11 juillet 1900, parce qu'elle avait laissé place à une interprétation fâcheuse. On avait cru nécessaire de délivrer le *Bulletin* n° 2 intégral aux autorités militaires, et les mineurs de l'art. 66 avaient été considérés à tort comme des condamnés, au point de vue des incapacités qu'édicte la loi militaire.

(2) *Enfance coupable*, *passim*.

Nous devons, en outre, adresser une critique à l'art. 66. Il parle de l'envoi en correction « pendant tel nombre d'années » Cette rédaction est défectueuse. Supposons un mineur âgé de plus de 19 ans au jour du jugement. Il est envoyé en correction. Mais la loi n'autorise cette mesure que jusqu'à la vingtième année révolue. Il faudra donc nécessairement prononcer une mise en correction inférieure à un an. Or, l'expression « pendant tel nombre d'années » semble indiquer que cette détention doit avoir un minimum d'un an. On dira, sans doute, que le délinquant n'est plus mineur ; qu'il a 19 ans passés ; mais cet âge est celui qu'il avait au jour du jugement, et nous importe peu ; ce qui nous intéresse, c'est l'âge qu'il avait au moment de l'infraction. Or, un pareil délai peut s'être écoulé, soit parce que l'auteur était longtemps resté inconnu, soit à cause des lenteurs de la procédure. — Nous constaterons que ce vice de rédaction s'est également introduit dans la loi du 12 avril 1906.

La loi dit que le mineur devra être « élevé » en même temps que détenu. Nous examinerons ce point ultérieurement.

Le tribunal peut aussi rendre le mineur à ses parents. Voilà une solution fréquemment employée : pourtant elle est loin d'être la meilleure. Notons que peu d'enfants naissent avec des instincts tellement pervers, qu'ils sont, pour ainsi dire, voués d'avance au mal. L'enfant est, assez souvent, ce que le font, ou au moins ce que le laissent devenir ses parents. On peut donc supposer, dans la généralité des

cas, que s'il a commis une infraction grave, sa famille s'est désintéressée de lui, ne l'a pas élevé, peut-être même l'a perverti.

C'est vraiment une solution étrange, que de replacer le jeune délinquant dans le milieu qui l'a perverti ou laissé pervertir. On ne prendrait pas un autre moyen pour l'encourager au vice, d'autant plus que l'enfant, ainsi rendu à sa famille, ne trouve aucun changement dans ses habitudes ; il s'imagine dès lors qu'il peut recommencer sans risque, tant que son père ou sa mère viendra le réclamer. Encore s'il ne s'agissait que des mineurs délinquants primaires ! Mais souvent de jeunes vauriens, arrêtés plusieurs fois, bénéficient de cette mesure.

M. Joly (1) constate cette tendance fâcheuse et signale le tribunal de Lille comme en donnant les plus fréquents exemples. Il traite ce procédé d'incohérent et d'irrational ; peut-être n'est-il pas loin de la vérité. Il faut toutefois se garder d'exagérer, car, dans certains cas, la famille sera pour l'enfant, vicieux de nature, le meilleur milieu de redressement.

Citons quelques exemples invoqués par M. Joly : — Emile L..., âgé de 15 ans, a été trois fois envoyé en correction pour vol, par défaut. On l'arrête une quatrième fois pour fraude. Il fait opposition, et, peu après, bien que cette nouvelle affaire soit un triste témoignage en faveur de son amendement, il est rendu à ses parents.

(1) *Enfance coupable*, p. 181.

— Le jeune D... est arrêté pour fraude, le lendemain de ses 16 ans. On découvre un ordre d'envoi en correction, prononcé contre lui, dans l'année, par défaut. Sur opposition, il est rendu à sa famille.

— Le jeune Emile L..., âgé de 12 ans et demi et déjà « capitaine » d'une bande, a été arrêté six fois — six fois rendu à ses parents. La septième fois qu'il est arrêté l'envoi en correction est prononcé, mais la Cour réforme.

— Louis D..., âgé de 14 ans, avait été placé deux fois à l'Assistance publique. On veut le confier encore à cette administration, mais la tentative n'ayant pas réussi, on le rend à ses parents.

— Trois jeunes vauriens, déjà poursuivis plusieurs fois dans la même année pour vol, sont remis à leurs familles, après avoir eu à répondre d'un nouveau vol, commis la nuit, en bande, avec effraction, le 27 septembre. Aussitôt rendus à leurs parents, ils récidivent le 10 octobre. Ils sont encore rendus à leurs parents.

— Un dernier exemple. La jeune B... habitant Saint-Ouen, avec sa mère, était surprise, au début de l'année dernière, en flagrant délit de vol chez un pharmacien du quartier de Clignancourt. Pendant que le commis cherchait dans les bocaux la commande de la jeune B..., celle-ci dérobait l'argent dans la caisse, assez maladroitement, cependant, pour se faire prendre. Procès-verbal fut dressé par le commissaire de police du quartier et transmis. La jeune B... fut rendue à sa mère. Trois semaines après, la jeune B... commettait un nouveau vol dans les mêmes

circonstances — cette fois c'était chez un mercier. Nouveau-procès verbal, nouvelle remise de la délinquante à sa mère, qui, en venant la réclamer, versa force larmes, et, une heure après, se consolait de l'inconduite de sa fille au bar voisin.

Enfin, dans les derniers jours de l'année 1906, la jeune B... était encore arrêtée pour vol ; il s'agissait, cette fois, d'un portemonnaie. Nouvelle procédure et remise de l'enfant à sa mère, pour la troisième fois. A noter que la jeune B... avait quitté celle-ci depuis quelque temps, qu'elle ne pouvait indiquer aucun travail, et, d'autre part, portait aux doigts plusieurs bagues d'origine suspecte à tous points de vue. Le procès-verbal, transmis avec une mention relatant les deux précédentes infractions, revenait du Parquet quelques jours après avec les instructions suivantes : « adresser à l'inculpée une sévère admonestation, en présence de sa mère, et l'aviser qu'elle sera poursuivie à son prochain méfait ». La jeune B... se souciait si peu de cette sanction qu'elle n'a pas même déféré à la convocation et sa mère ne s'en est pas préoccupée davantage.

La remise aux parents est donc, dans un assez grand nombre de cas, plutôt nuisible qu'utile ; le jeune délinquant retombe ainsi dans le milieu qui, souvent, l'a perverti, et duquel il aurait fallu le préserver avant tout. Or, les chiffres des statistiques sont éloquentes. Ainsi, de 1898 à 1902, le tribunal correctionnel a examiné 28.116 affaires de mineurs (1). Sur ce nombre, 13.026 ont été

(1) *Revue pénitentiaire*, nov.-déc. 1904, p. 1189 et suiv.

solutionnés par la remise de l'enfant aux parents, c'est-à-dire presque la moitié.

Pourtant cette pratique semble diminuer. Ainsi, en 1898 3.095 mineurs avaient été rendus à leur famille ; en 1902, 2.097 seulement ; en 1903, sur 4.852 enfants traduits en justice 2.230, soit 46 0/0, étaient remis à leurs parents, et, en 1904, sur 4.800 mineurs 2.163 bénéficiaient de cette mesure. La proportion, bien qu'elle tende à diminuer, est encore trop forte.

3^e Règle. — Lorsqu'il est décidé que le mineur a agi avec discernement, le jeune âge devient une excuse atténuante, mais seulement s'il s'agit d'un crime ou d'un délit. La culpabilité est diminuée et la peine mitigée.

En matière criminelle, l'âge modifie la nature des peines à prononcer : un emprisonnement correctionnel remplace les peines afflictives et infamantes ou infamantes seulement qui auraient été encourues si l'accusé avait été majeur.

Si le crime emportait peine de mort ou une peine afflictive perpétuelle, le mineur sera condamné à un emprisonnement, dans une maison de correction, de dix à vingt ans.

Si le crime emportait condamnation à une peine afflictive temporaire, le mineur sera détenu dans une maison de correction, pendant une durée égale à un tiers au moins et une moitié au plus « du temps pour lequel il aurait été condamné s'il avait été majeur ». Le tribunal devra donc déterminer la peine qui aurait été encourue par un majeur,

dans l'hypothèse examinée, et opérer sur cette peine la réduction prescrite.

En outre, dans ces deux cas, une interdiction de séjour de cinq à dix ans peut être prononcée contre le mineur coupable.

Si la peine encourue était simplement infamante, elle sera remplacée par un emprisonnement correctionnel de 4 à 5 ans.

La peine prononcée, nous l'avons vu, même pour crime, est simplement correctionnelle : elle ne saurait donc entraîner les incapacités résultant des condamnations à des peines afflictives et infamantes perpétuelles ou non, telles que l'interdiction légale, la dégradation civique, la double incapacité de disposer et recevoir à titre gratuit.

En matière correctionnelle, la durée seule de la peine est changée. L'art. 69 décide qu'elle sera réduite à « la moitié de celle à laquelle le mineur aurait pu être condamné s'il avait eu 16 ans. » Mais ainsi que les auteurs le remarquent, cette disposition ne vise que l'amende et l'emprisonnement ; ainsi la privation de certains droits, la confiscation spéciale ne subiraient pas l'influence de l'âge, car elles ont le caractère de peines complémentaires et leur but est spécial (1).

Devant le tribunal de simple police, l'âge ne sera pas une cause de mitigation de peine, car les textes sont

(1) D'ailleurs rien ne s'opposerait, en ce cas, à l'application de l'art. 463 du C. P. et à celle de la loi du 26 mars 1891, c'est-à-dire à l'admission des circonstances atténuantes ou du sursis.

muets sur la question, et l'art. 65 du Code pénal pose le principe qu'aucune excuse ne sera admise que lorsqu'un texte l'aura expressément déclaré. D'ailleurs, ces peines sont si légères, surtout lorsque le juge peut appliquer l'art. 463 !

4^e Règle. — En principe, même lorsqu'il s'agit de crimes, c'est le tribunal correctionnel qui jugera les mineurs. Introduite par la loi du 25 juin 1824, cette disposition a été incorporée en 1832, à l'article 68.

On veut épargner ainsi au mineur coupable la flétrissure de la Cour d'assises, et aussi ses lenteurs ; en outre, n'est-il pas rationnel de décider que le tribunal correctionnel devra seul être saisi, puisque, seules, des peines correctionnelles doivent être prononcées ? Excellente disposition, malheureusement détruite en partie par plusieurs exceptions.

Ainsi la Cour sera compétente :

1^o S'il s'agit d'un crime punissable de la peine de mort, travaux forcés à perpétuité, déportation ou détention.

2^o Si le mineur avait des co-auteurs ou complices présents, majeurs ou justiciables de la Cour d'assises.

3^o Enfin, s'il s'agit d'un délit de presse, il semble difficile de ne pas en attribuer la compétence à la Cour d'assises, car c'est en quelque sorte une garantie pour le jeune inculpé.

Tel est le système du Code pénal français en ce qui concerne les mineurs. D'autres nations s'en sont plus ou moins écartées. Les unes ont fixé la majorité pénale plus

tôt qu'à 16 ans ; d'autres plus tard. Certaines ont considéré dans la vie humaine deux périodes seulement, comme l'a fait notre loi pénale, d'autres trois. C'est ainsi que le nouveau Code pénal égyptien, promulgué en 1904, édicte sur cette matière des règles originales (1).

Avant sept ans, aucune poursuite ne peut être intentée. C'est la période qui, nous l'avons vu, fait défaut dans notre droit et est réclamé par un certain nombre de criminalistes, Ortolan, Rossi, Faustin Hélie...

M. Joly critique également cette lacune. « La loi française, dit-il, ne fixe pas de minimum d'âge. A notre avis, elle a tort, et ce n'est pas très honorable pour elle d'être seule avec la Turquie à n'avoir pas voulu fixer ce minimum. Bien des hommes distingués, je dois le dire, estiment que c'est inutile parce que, dès qu'un enfant a commis un acte fâcheux, il est bon que son cas soit instruit par un magistrat. Les lois nouvelles, — celle de 1898 entre autres —, donnent toutes facilités pour le diriger, s'il est nécessaire, vers une institution charitable. Soit ; mais, du moment où l'on admet qu'un enfant de 7 à 8 ans peut être jugé, on admet qu'il passe par les mains de la police, et qu'il couche même à la Roquette ou dans une maison d'arrêt ; c'est ce qui me paraît inadmissible. »

De 7 à 15 ans, le nouveau Code égyptien décide que le juge, sans envisager la question de discernement, peut choisir entre les diverses mesures qui suivent :

(1) *Revue pénitentiaire*, juin 1905, p. 772.

— Prononcer une peine afflictive, sous la réserve, toutefois, que, s'il s'agit d'un crime, l'emprisonnement seul sera applicable, avec un maximum de dix ans lorsque la peine encourue était des travaux forcés à perpétuité ou celle de la mort, et du tiers de la peine prévue s'il s'agissait des travaux forcés à temps ou de la détention ;

— Ne prononcer aucune peine, mais simplement le placement de l'enfant, dans une école de réforme, pendant une durée de deux à cinq ans ;

— Ordonner la peine du fouet si l'inculpé est du sexe masculin ;

— Remettre l'enfant aux parents ou tuteurs présents à l'audience ; ceux-ci se rendent alors, par écrit, responsables de sa conduite et si, dans le délai d'un an, l'enfant commet un nouveau méfait, les parents ou tuteurs encourront une amende.

A partir de 15 ans, le mineur tombe sous le droit commun. Toutefois, jusqu'à 17 ans, la mort et les travaux forcés perpétuels sont remplacés par la détention.

Enfin le Code d'Instruction Criminelle, promulgué également en 1904, reconnaît au mineur, comme notre droit, un privilège de juridiction. Mais, à la différence de la loi française, il ne prévoit qu'une exception à cette règle : la présence de co-auteurs ou complices majeurs.

Ainsi le Code pénal égyptien fixe un âge au-dessous duquel aucune poursuite n'est possible, semblant ainsi réaliser un progrès sur notre loi. Sans doute, dans l'ancien droit le principe d'un âge d'irresponsabilité était admis ; il

était entré dans la coutume, dans l'usage, et l'on se conformait à lui, en suivant, de plus ou moins près, les règles du droit romain sur la matière...

Mais c'était plutôt un usage qu'une loi, et, en tout cas, le Code pénal s'est écarté nettement du principe.

D'autre part, le Code égyptien néglige la question de discernement et la garantie qu'elle donne à la bonne administration de la justice, lorsqu'il s'agit d'un jeune délinquant ; il donne au juge une latitude qui touche de bien près à l'arbitraire et doit être, par conséquent, regardée comme dangereuse.

On pourrait aussi lui reprocher encore, mais ceci nous éloigne déjà de notre sujet, de ne pas tenir compte du principe fondamental d'après lequel une personne ne peut être punie pour le délit d'une autre, fût-elle responsable de celle-ci. Or, l'amende est une peine et le Code égyptien la prononce contre les parents ou tuteurs, à raison de la rechute de l'enfant qui leur a été remis.

Enfin ce Code fixe la majorité à 15 ans. Est-ce à tort ? Peut-être y a-t-il lieu de se montrer indulgent à cet égard, et de se souvenir de l'idée développée par Montesquieu, de l'influence des climats, et de la précocité que l'on constate aux pays chauds, idée dont il convient de tenir compte, toute exagération écartée.

En résumé, le système du Code pénal français est conforme à la logique et repose sur de bons principes. Mais il n'est pas à l'abri des critiques.

Quel sera le régime des maisons de correction, visées

dans l'art. 66, où un mineur sera renvoyé en cas de non-discernement, si le juge le trouve bon ?

Ces maisons sont-elles des établissements pénitentiaires de même nature que les maisons de correction (art. 40, C. P.) où doit être enfermé quiconque a été condamné à l'emprisonnement ?

D'autre part, le juge ne peut-il pas, en cas de non-discernement, confier le mineur à un tiers, au lieu de le remettre à une famille peut-être mauvaise, en tout cas suspecte, ou à une maison de correction peut-être corruptrice ? Pourquoi, encore, limiter l'envoi en correction à la vingtième année ?

Quant au système pénitentiaire, il est mauvais. Le mineur condamné pour avoir agi avec discernement encourt toujours la peine correctionnelle d'emprisonnement. Mais où subira-t-il cette peine ? Dans une maison de correction (art. 67, C. P.). Or, le Code prévoit : 1° Les maisons de correction où sont détenus les majeurs frappés de la peine d'emprisonnement (art. 40, C. P.) ; 2° celles où sont placés les mineurs acquittés (art. 66). Mettra-t-on les mineurs dans les premières ? Mais alors ils seront confondus avec les majeurs ; c'est illogique, car on ne doit pas traiter un mineur coupable comme un majeur ; si l'intimidation ne suffit pas, contre un majeur, s'il est bon, s'il est utile d'employer, même envers lui, des mesures de redressement et d'éducation, il est évident que ces mesures sont indispensables vis-à-vis des mineurs et que c'est elles seules qu'il faut envisager, ou que c'est tout au moins à

elles qu'il faut songer en premier lieu. — Les mettra-t-on dans les autres ? C'est encore illogique, car on confondra les mineurs coupables et les mineurs acquittés, bien qu'un régime pénitentiaire distinct doive être affecté à chaque catégorie.

Le Code pénal n'avait pas aperçu ces difficultés. Pourquoi ? Parce qu'il n'a envisagé que des abstractions, le délit envisagé comme entité juridique ; il s'est peu occupé du délinquant. C'est, en quelque sorte, un héritage des théories abstraites et *a priori* de l'époque révolutionnaire. Au début, la loi de 1791 avait institué des peines fixes ; puis le Code pénal avait établi des peines comportant un maximum et un minimum, mais dont les tribunaux ne pouvaient faire une adaptation juste à chaque coupable ; ils n'avaient pas, en effet, la latitude nécessaire pour individualiser la répression, et les circonstances atténuantes, ce moyen commode donné par l'art. 463 pour doser la peine et la mesurer avec précision, étaient inconnues.

Or, c'est la même conception abstraite qui a été suivie, lors de la rédaction des dispositions relatives aux mineurs. On a distingué deux classes de mineurs, en envisageant le discernement ; mais tous, sans distinction, sont destinés à la maison de correction.

Il n'y a aucune de ces sélections qui devraient exister, selon l'âge, le degré plus ou moins grand de perversité, le milieu...

Une lacune existait donc, au sujet des mesures à prendre en vue de l'éducation des mineurs délinquants. Elle appa-

rait d'autant mieux que notre droit a subi une évolution, et que, sans oublier le principe de l'intimidation par le châtement, le législateur, encouragé d'ailleurs par la doctrine, s'est préoccupé davantage de l'amendement possible du coupable, de son reclassement dans la société, de son retour à la vie honnête, et, pour l'enfant, de l'éducation, ce garde-fou qui l'empêchera peut-être, malgré un premier faux pas, de rouler dans l'abîme.

Théoriquement, le Code pénal voulait que le mineur fût simplement détenu, s'il était condamné ; élevé en même temps que détenu, s'il était acquitté. Mais, pratiquement, il fallut la loi du 5 août 1850 « sur l'éducation et le patronage des jeunes détenus » pour organiser l'exécution des mesures qu'avait en vue le législateur.

Cette loi a marqué un si grand progrès, elle a édicté des règles si sages que les nations voisines s'en sont inspirées.

Pour la première fois, cette loi posait le principe de l'éducation ; elle prenait soin d'écarter les enfants arrêtés ou condamnés de la promiscuité, reconnue si dangereuse, de la prison en commun. « Maison de correction, maison de corruption », avait-on dit ; désormais, dans toute maison d'arrêt ou de justice, un quartier spécial serait affecté aux jeunes détenus, qui seraient ainsi séparés des adultes, et entre lesquels des classifications seraient faites.

La loi décidait que, parmi les jeunes détenus, ceux qui avaient été acquittés comme ayant agi sans discernement, mais n'avaient pas été remis à leurs parents, seraient

placés dans une « colonie pénitentiaire » où ils recevraient « une éducation morale, religieuse et professionnelle ». Elle encourageait la création de ces colonies ou écoles par des particuliers, ou des sociétés libres, faisant ainsi un judicieux appel à l'initiative et à la bienveillance privées.

Elle décidait aussi la création de « colonies correctionnelles », plus sévères, spécialement destinées à recevoir les plus mauvais sujets ; ceux-ci y seraient d'abord soumis à la détention, puis admis à des travaux agricoles, lorsqu'ils auraient fait preuve d'amendement. Elle créait aussi des maisons pénitentiaires pour les filles mineures de toute catégorie : détenues par voie de correction paternelle, acquittées pour défaut de discernement, condamnées à l'emprisonnement.

En outre, la détention pouvait être abrégée ; des placements à l'extérieur étaient autorisés, qui mettraient l'enfant en libération conditionnelle ou provisoire ; enfin, à l'époque de sa libération, celui-ci devait rester trois ans au moins sous le patronage de l'Assistance Publique.

La loi de 1850 est excellente. Par l'élasticité de ses dispositions, elle a pu s'adapter aux progrès nouveaux ; des travaux industriels ont été installés à côté des travaux agricoles, pour certains enfants qui paraissaient peu aptes à ces derniers ; les colonies pénitentiaires ont été doublées en écoles de réforme, pour les mineurs de moins de 12 ans, et en écoles réservées aux plus âgés. La seule critique grave que l'on puisse lui adresser est d'avoir

été appliquée très tardivement ; les quartiers spéciaux, ainsi que les colonies correctionnelles, ont été vainement attendus durant de longues années.

La nécessité avait été sentie, et dès 1832, une circulaire ministérielle du 3 décembre recommandait l'application, aux jeunes détenus, du principe de la libération préparatoire ou conditionnelle. Quelques années plus tard, elle était appliquée aux mineurs de 16 ans enfermés à la Petite Roquette. L'expérience, commencée à Paris, eut un plein succès et fut continuée dans d'autres villes, notamment à Lyon. Aussi le projet de loi, voté en 1843 par la Chambre, prescrivait-il, à l'art. 28, que les enfants condamnés en vertu de l'art. 69 du Code pénal, ou détenus en vertu de l'art. 66, pourraient être placés en apprentissage avec réserve du droit, pour l'administration, de les réintégrer, le cas échéant, dans les maisons où ils étaient précédemment ; et cette disposition est devenue l'art. 9 de la loi de 1850.

La loi de 1850 avait aussi prononcé le mot de patronage, mais il s'agissait du Patronage de l'Assistance Publique, sur la nature duquel on ne s'accordait pas, et que devaient réglementer des dispositions ultérieures. Il était réservé à la loi du 14 août 1885 d'instituer le patronage, ce qu'elle a fait, en disposant, à l'art. 6, que l'administration peut charger les sociétés ou institutions de Patronage, de veiller sur la conduite des libérés ; cette loi stipulait en outre, à l'art. 7, que les sociétés ou institutions agréées par l'administration recevraient des subventions an-

nuelles, en rapport avec le nombre des libérés patronnés.

Ainsi le patronage interviendra entre l'enfant et la famille qui le délaisse ou la rue qui le corrompt. L'enfant sera suivi, dès sa sortie de l'école, dans la vie libre.

L'Institution du patronage a pris une extension inespérée et une foule de ces sociétés se sont formées, qui rendent les services les plus grands, les plus dévoués, à l'enfance coupable, en même temps qu'à la société.

Est-il besoin de citer le patronage pour la protection des Engagés Volontaires, celui qui surveille et organise les placements ou apprentissages des libérés de la Petite Roquette, le Comité de défense des Enfants traduits en justice, et ces nombreuses sociétés qui se sont constituées, dans tous les grands centres, ayant en vue un but commun : la protection de l'enfant tombé, et son reclassement dans la population honnête ?

Pourtant, on peut adresser un reproche à la loi de 1850. Elle n'établit que des sélections insuffisantes. C'est ainsi qu'elle confond dans les colonies pénitentiaires, les mineurs acquittés et les mineurs condamnés. Cette situation, vivement critiquée déjà (1), le sera plus encore le jour où la majorité sera reculée.

Il faut d'autres sélections, et la doctrine en a proposé.

M. P. Cuché (2) voudrait distinguer :

(1) E. Passez, « Du régime auquel doivent être soumis les mineurs de 18 ans acquittés comme ayant agi sans discernement », *Gaz. des trib.*, 16 mai 1906.

(2) Cuche, *Traité de science et de législation pénitentiaire*, n° 35.

1° Les anormaux, qui ne sont pas éducatibles ; ils constitueraient la première sélection.

2° Les autres enfants seraient ensuite classés selon leur âge et leur degré de perversité.

La première division serait faite par la loi ; la deuxième serait l'œuvre combinée du juge, qui peut apprécier les antécédents du mineur, et de l'administration pénitentiaire, qui pourra observer le moral et les instincts du jeune détenu.

La sélection par âge a été, pratiquement, réalisée en partie, depuis la loi de 1850, par la création des écoles de réforme pour les mineurs de 12 ans. Le Comité de défense des Enfants traduits en justice avait émis un vœu pour que cette pratique fût sanctionnée par la loi (1). Ce vœu indique, en outre, que les tribunaux devront faire une première sélection, *à priori*, selon l'âge ; au-dessus et au-dessous de 13 ans. Des établissements distincts seraient affectés à chacune de ces catégories.

Au surplus, cette sélection en deux groupes ne satisfait pas tous ceux qui étudient la question ; M. Cuche, notamment, en voudrait trois ; jusqu'à 12 ans ; de 12 à 15 ans ; de 15 à 18 ans (2) ; il les appelle la première enfance, l'âge ingrat et le début de l'adolescence. Un régime distinct serait appliqué à chaque âge. Ce système paraît, à M. Cuche, indiqué à la fois par les données de l'expérience et celles de la physiologie.

(1) *Revue pénitentiaire*, 1905, p. 818.

(2) *Traité de science et de législation pénitentiaire*, n° 40.

En ce qui concerne la sélection par degré de perversité, il y en a un premier essai dans la loi de 1850. Selon les pénalités encourues, les mineurs condamnés sont répartis dans des établissements différents : quartiers spéciaux des maisons d'arrêt ou de correction, colonies pénitenciaires et correctionnelles. Mais des perfectionnements seraient possibles.

Une première sélection pourrait être faite par le juge, sauf revision ultérieure de l'Administration, lorsqu'une observation suffisante aurait pu être faite. Le jury pourrait d'abord trancher la question suivante : Faut-il choisir le placement familial, l'école de préservation, la colonie pénitenciaire ? Puis l'administration — administration pénitenciaire ou Assistance Publique, selon le cas, — voudrait M. Cuhe, — pourrait modifier plus tard ces mesures, suivant la conduite de l'enfant. On obtiendrait ainsi une deuxième sélection ; celle des meilleurs et des pires. Pour ces derniers, on prononcerait l'internement dans une colonie correctionnelle ; on réserverait aux autres le placement familial, la mise en apprentissage, ou des quartiers de récompense qui auraient été créés dans les maisons de correction.

Ces vœux, ces théories émises prouvent d'abord l'insuffisance de la loi et le souci, de plus en plus grand, d'individualiser la peine et d'établir entre les mineurs délinquants des catégories plus nombreuses et surtout plus judicieusement délimitées.

Le dernier mot n'était pas dit ; l'intéressant problème

de l'Enfance coupable n'a pas cessé de préoccuper les esprits, et le législateur, suivant ce grand courant de l'opinion, a perfectionné, par l'adjonction de diverses lois, l'ensemble des mesures que nous venons d'indiquer.

C'est ainsi que la loi du 24 juillet 1889, sur la protection des Enfants maltraités ou moralement abandonnés, a délimité les cas de déchéance de la puissance paternelle, la procédure à suivre, l'organisation de la tutelle au cas où la déchéance serait prononcée, et, surtout, des mesures nouvelles de protection en faveur des mineurs placés — avec ou sans l'intervention des parents, — et recueillis, soit par des bienfaiteurs particuliers, soit par l'Assistance Publique.

C'est ainsi que la loi du 19 avril 1898, après avoir édicté, à l'art. 1, toute une série de dispositions ayant pour but de protéger l'enfant dans sa personne physique, et de punir les attentats dirigés contre elle, prévoit et punit la conduite odieuse de ceux qui, ayant autorité sur un enfant, ou en ayant la garde, l'auront livré, soit gratuitement, soit à prix d'argent, à des individus ne présentant aucune garantie morale, ou les auront placés sous la conduite de vagabonds, gens sans aveu ou faisant métier de mendicité, — ou de ceux qui auront déterminé des mineurs à quitter le domicile de leurs parents ou tuteurs pour suivre de tels individus...

Cette loi — c'est là sa disposition capitale — décide, dans l'article 4, que « dans les cas de délits ou de crimes commis par des enfants, ou sur des enfants, le juge d'instruction

commis pourra, en tout état de cause, ordonner, le ministère public entendu, que la garde de l'enfant sera provisoirement confiée, jusqu'à ce qu'il soit intervenu une décision définitive, à un parent, à une personne ou à une institution charitable qu'il désignera, ou, enfin, à l'Assistance Publique (1).

Dans l'article 5, elle ajoute : « Dans les mêmes cas, les Cours ou tribunaux saisis pourront, le ministère public entendu, statuer définitivement sur la garde de l'enfant.

Excellente disposition, qui permet désormais au juge d'éviter aux jeunes délinquants les risques de la maison de correction, et ceux, plus redoutables encore, de la remise à des parents souvent suspects : le mineur pourra être confié provisoirement par le juge d'instruction à un tiers présentant les garanties désirables, ou à une institution charitable, et les Cours ou tribunaux pourront statuer définitivement sur cette garde.

La tendance de la magistrature était déjà évidente lorsque le tribunal, par un subterfuge ingénieux, remettait l'affaire à une date ultérieure, espérant que, dans l'intervalle, une personne charitable se présenterait, qui solliciterait la garde de l'enfant. Désormais ce détour n'est plus nécessaire. Aussi voyons-nous la justice faire de la loi de 1898 des applications de plus en plus nombreuses.

(1) Avant la loi de 1898, il avait été jugé — et la solution était juste — que le tribunal ne pouvait ordonner la remise de l'enfant à une maison de patronage privé. Le Poittevin, *Code de l'enfance traduite en justice*, p. 71.

Ainsi, en 1898, 81 ordonnances provisoires de garde sont intervenues ; en 1901, le chiffre monte à 160, en 1902 à 199, en 1903 à 231. En cette dernière année il y avait eu 445 décisions de garde.

De 1898 à 1902, 1.624 décisions de cette nature ont été rendues. Pendant ces cinq années la garde des mineurs a été confiée :

A un particulier dans 77 cas ;

A une institution charitable dans 406 cas ;

A l'Assistance Publique dans 441 cas.

Ces dernières décisions vont en diminuant, à cause de difficultés financières ; au nombre de 275 en 1901, elles n'étaient plus que de 221 en 1902 (1).

Cette loi a été provoquée par les affaires « d'enfants martyrs » — notamment l'affaire Grégoire, en 1897. La loi du 24 juillet 1889, sur la déchéance de la puissance paternelle, ne suffisait pas, dans cette hypothèse, ou bien elle dépassait le but. C'est d'abord une procédure lente et compliquée. En outre, d'après la jurisprudence, la puissance paternelle est un bloc indivisible dont tous les attributs sont perdus à la fois, en cas de déchéance, et non pas seulement le droit de garde. De même, la déchéance a lieu vis-à-vis de tous les enfants, et non pas seulement de l'enfant maltraité. Il fallait une loi qui permit de mettre d'abord en sûreté l'enfant martyr, le plus rapidement possible ; d'enlever ensuite aux parents indignes, non tous

(1) *Revue pénitentiaire*, nov.-déc. 1904, p. 1189 et suiv.

les attributs de la puissance paternelle, mais seulement le droit de garde ; enfin, d'enlever ce droit, non sur tous les enfants, mais seulement sur l'enfant maltraité.

Aussi un projet de loi fut-il déposé, — qui est devenu la loi de 1898, dont l'art. 4 donne au juge d'instruction le droit de prendre des ordonnances provisoires de garde, et dont l'art. 5 donne le pouvoir, aux tribunaux, de maintenir définitivement ces ordonnances.

Il n'était question, jusque-là, que des enfants victimes de délits. Au cours de la discussion, on a pensé que les mesures prises en faveur des enfants maltraités pourraient être utilement appliquées aux mineurs auteurs de délits.

Aussi M. Béranger émit-il une proposition tendant à appliquer à ces derniers les dispositions des art. 4 et 5, et cette addition a été incorporée à la loi. Elle était inspirée, par cette idée, déjà mentionnée, que la protection et l'éducation doivent prédominer sur la répression lorsqu'il s'agit de mineurs (1).

Malheureusement, les dispositions de la loi rencontrent des difficultés. D'abord, lorsque le juge d'instruction rendra une ordonnance de non-lieu, elles seront inutiles, car l'ordonnance tombera *ipso facto*, et l'enfant sera rendu à sa famille, solution évidemment mauvaise puisque l'ordonnance de garde avait pour but de l'écarter de ce milieu.

(1) Joly, « Examen critique de la loi du 19 avril 1898, art. 4 et 5 », *Revue pénitentiaire*, 1903, p. 339.

Ensuite, diverses questions se posent : quelle est la situation juridique du tiers à qui la garde a été confiée ?

Peut-il intervenir devant le tribunal, soit pour réclamer la garde définitive, soit pour s'en faire décharger ? (1). D'autre part, la garde est-elle obligatoire pour lui (2) ?

Jusqu'à quel âge la garde peut-elle être prolongée ? Le terme sera-t-il 20 ans, comme pour l'envoi en correction, ou la majorité de 21 ans ?

Le tribunal, dessaisi après le jugement, pourra-t-il être saisi à nouveau d'une question relative à la garde d'un mineur ? Ainsi, en cas d'évasion du mineur, de refus du tiers, de sa mort, ou d'une impossibilité quelconque, telle que la folie...

Toutes ces questions, qui avaient échappé au législateur, ont, en pratique, entravé l'application de la loi (3).

De son côté, M. Cuche a pu conclure que le plus grave défaut de la loi de 1898 est d'avoir donné une satisfaction plutôt théorique au mouvement d'opinion que les lacunes du Code pénal avait provoqué (4).

Un remède était indiqué par les sociétés de patronage pour assurer l'application pratique de la loi ; c'était la création d'écoles de préservation. Dans un rapport au Comité de Défense des Enfants traduits en Justice, M. Manuel

(1) Ce droit d'intervention a été dénié à une société de patronage. Cass. Crim. 1^{er} déc. 1906. *Gaz. des trib.*, 1906, 1^{er} sem., 1, 67.

(2) P. Joly, *op. cit.*, p. 3340.

(3) P. Joly, *op. cit.*, p. 346.

(4) Cuche, *op. cit.*, n° 30, p. 85.

Fourcade conclut, à cet égard, qu'il faut organiser des établissements spéciaux, pour les mineurs délinquants, auxquels on appliquerait les dispositions de la loi de 1898, art. 4 et 5. Ces établissements relèveraient de l'Assistance Publique, non de l'administration pénitentiaire. Ils ne recevraient aucune dénomination publique, et, dans le classement administratif, seraient désignés sous le nom d'écoles de préservation.

L'instruction élémentaire serait donnée aux enfants par les instituteurs, l'enseignement serait surtout professionnel et l'éducation morale et religieuse serait employée comme moyen de réforme (1).

Mais, en attendant l'organisation des Ecoles dont il s'agit, le législateur a pourvu lui-même, dans une certaine mesure, à l'application pratique de la loi de 1898. Il a rendu obligatoire, pour l'Assistance Publique, la garde d'enfants que les tribunaux peuvent lui confier en exécution des prescriptions de ladite loi. L'art. 5, § 2, de la loi du 28 juin 1904, relative aux pupilles de l'Assistance Publique difficiles ou vicieux, porte que les enfants, auteurs de délits ou de crimes « dans les conditions du même article (art. 4 de la loi de 1898) dont la garde aura été confiée à l'Assistance Publique par les Tribunaux, restent à la charge de l'administration pénitentiaire. »

D'après le rapporteur de la loi à la Chambre, M. Bien-

(1) « De l'organisation des établissements destinés à assurer l'application des art. 4 et 5 de la loi du 19 avril 1898. » Manuel Fourcade, *R. pénitentiaire*, 1904, p. 887 et suiv.

venu Martin (1), le texte précité a eu pour but de faire cesser les difficultés nées de l'application des art. 4 et 5 de la loi de 1898, autorisant à confier la garde des enfants victimes ou auteurs de délits, à l'Assistance Publique. Ces enfants ne sont pas des Pupilles de l'Assistance ; ils sont seulement confiés à sa garde.

Qui supportera la charge de leur entretien ? S'ils sont auteurs de crimes ou de délits, ils sont à la charge de l'Administration pénitentiaire — c'est-à-dire de l'Etat. Désormais, en conséquence, aucune raison d'ordre financier ne s'opposera à ce que les tribunaux confient un mineur délinquant à l'Assistance Publique, par une application plus fréquente de la loi de 1898 (2). De cette façon, l'éducation hospitalière, peut-être moins corruptrice — en tout cas moins rigoureuse — pourra être utilement substituée à l'éducation correctionnelle.

Mais le législateur n'est-il pas tombé dans l'abus contraire à celui qu'il voulait éviter ? On a dit que pourraient être confiés à des tiers et à l'Assistance Publique, en vertu de la loi de 1898, non seulement les mineurs ayant agi sans discernement mais même ceux qui ont agi avec dis-

(1) Dalloz, 1903, 3, 24, note 4.

(2) Avant la loi du 28 juin 1904, la Cour de cassation avait jugé que l'Assistance Publique était obligée d'accepter la garde des enfants délinquants qui lui sont confiés par le juge d'instruction ou le tribunal, sans se préoccuper du refus de l'autorité préfectorale de se charger de l'enfant. Cass., 14 août 1902. *Gaz. des trib.*, du 20 août 1902. Mais les tribunaux de province résistaient. Autun, 27 oct. 1902. *Gaz. des trib.*, 1, 1903. La loi de 1904 a fait cesser ces résistances.

cernement. En effet, l'art. 4 de la loi de 1898 porte : « Dans tous les cas de délits ou de crimes commis par des enfants, la garde de ceux-ci peut être confiée à un tiers ». — C'est une disposition générale. Il en résulte que si les art. 66 et suiv. du C. P. imposent au juge l'obligation de rechercher le discernement, la loi de 1898 offre le moyen de s'en dispenser : il suffit de confier l'enfant à l'Assistance Publique. Jusqu'en 1904 le moyen n'était pas praticable, car les décisions de garde n'étaient pas obligatoires pour l'Assistance Publique. Aujourd'hui, elle est obligée de recevoir tous les enfants que les tribunaux lui confient — bons ou mauvais — ce qui est une confusion regrettable (1).

Si cela était vrai, les tribunaux auraient le moyen de se décharger sur le service des Enfants Assistés, du soin de statuer sur le sort d'un mineur délinquant. Ce serait à ce service qu'en reviendrait l'obligation ; à lui de se prononcer pour le placement familial, l'école professionnelle, ou la remise à l'Administration pénitentiaire.

D'autres auteurs ne pensent pas que la loi de 1898 puisse aboutir à ce résultat et dispenser les tribunaux d'examiner la question de discernement. Le législateur n'a pu avoir la pensée de permettre aux juges de substituer aux pénalités encourues par un mineur, ayant agi avec discernement, une mesure plus douce que l'envoi en correction : la remise de la garde à un tiers (2). Cette remise ne peut

(1) Brueyre, *Revue pénitentiaire*, 1904, p. 884.

(2) On s'est demandé si la combinaison de l'art 66 C. P. et de

donc être ordonnée que pour éviter l'envoi en correction, c'est-à-dire lorsque le discernement a fait défaut (1).

Malgré ces restrictions à l'application de la loi de 1898, on peut craindre un abus, même en limitant la portée aux enfants ayant agi sans discernement. Les tribunaux, en effet, en attribuant à l'Assistance Publique la garde d'un mineur, conformément à la loi de 1898, peuvent lui laisser le soin de fixer le sort du mineur. On peut craindre que la Magistrature, déjà si clémentes lorsqu'il s'agit d'enfants, n'ait tendance à perdre de vue les art. 66 et suivants du Code pénal et à leur substituer les dispositions de la loi du 19 avril 1898, devenue possible (2).

D'autre part, la loi du 28 juin 1904 décide que les pupilles, qui, en raison de leurs défauts de caractère, ne peuvent pas être confiés à des familles, sont placés dans une école professionnelle : ces écoles, industrielles ou agricoles, sont des établissements privés, ou départementaux.

L'art. 2 décide que lorsque le pupille aura donné des sujets de mécontentement très graves, le tribunal pourra le confier à l'Administration pénitentiaire, qui le placera

la loi de 1898 ne pourrait pas aboutir à la solution suivante : les juges confieraient l'enfant à une institution charitable (loi de 1898) en ordonnant, pour le cas d'évasion ou de mauvaise conduite, le placement en maison de correction (art. 66). La question est controversée. La Cour de cassation l'a tranchée par la négative, 11 avril 1902, B. cr., 138.

(1) P. Joly, *Revue pénitentiaire*, 1903, p. 340.

(2) Brueyre, *op. cit.*, p. 886.

dans des quartiers d'observation, jusqu'à ce que les renseignements recueillis puissent permettre de décider s'il doit être envoyé dans une maison ou colonie pénitentiaire, ou dans une colonie correctionnelle...

On le voit, le but cherché est l'éducation du mineur (1). Cette grande idée, qui apparaît dans la loi de 1850, a été, depuis, le souci constant du législateur. Faut-il ajouter qu'à côté de l'idée d'éducation, est apparue l'idée de préservation ? Les congrès nombreux où ont été agitées les questions relatives à la débauche des mineurs et à son exploitation, les interventions fréquentes de M. Béranger n'en sont-ils pas la preuve, ainsi que les sévérités croissantes de la loi du 3 avril 1903, contre les exploiters ou soutiens de la débauche de l'enfance ?

On a pensé qu'il fallait aller encore plus loin dans cette voie en reculant à 18 ans la limite jusqu'à laquelle le discernement pourra être nié. Cette réforme est l'œuvre de la loi du 12 avril 1906, dont nous abordons l'étude, persuadé que l'examen du droit antérieur était un fond nécessaire sur lequel paraîtront, plus en relief, les innovations et la portée de cette loi.

(1) A. Le Poittevin, *Code de l'enfance traduite en justice*.

DEUXIÈME PARTIE

LA LOI DU 12 AVRIL 1906

Beaucoup de criminalistes regrettaient que la question de discernement ne put être posée après l'âge de 16 ans, dans le système du Code pénal : la réponse négative à cette question permettait d'éviter au mineur une peine d'emprisonnement, souvent courte, rarement moralisatrice, et de prononcer contre lui l'envoi en correction, de plus longue durée et d'un meilleur résultat. Celui-ci, en effet, a un double avantage sur l'emprisonnement pénal ; il n'y a pas, en premier lieu, de condamnation ; par conséquent, aucune mention ne figure au *Bulletin* n° 3 du casier judiciaire, par application de l'art. 7 de la loi du 5 août 1899, ni déchéances civiles et politiques, ni incorporation aux bataillons d'Afrique, lors de l'appel sous les drapeaux, ni empêchement de contracter, à cette époque, un engagement volontaire dans l'armée. — L'envoi en correction est, en outre, plus long que l'emprisonnement, en général ; dès lors l'éducation devient possible, car elle

est l'œuvre du temps ; par contre, l'effet, souvent funeste, des courtes peines disparaît.

Il y a donc un sérieux intérêt à donner aux tribunaux la faculté de prononcer l'envoi en correction à l'égard d'un plus grand nombre de mineurs. Le législateur, nous le verrons, a usé, pour atteindre ce but, d'un moyen détourné. Il s'est servi de la question de discernement, qu'il a trouvée dans le Code pénal de 1810. Au lieu de permettre directement aux juges de prononcer l'envoi en correction contre des mineurs de 18 ans, le législateur de 1906 a prorogé jusqu'à 18 ans, l'âge durant lequel la question de discernement peut être posée. Mais, tandis que, dans le Code pénal de 1810, la question de discernement était posée pour elle-même, sauf à entraîner l'envoi en correction, le cas échéant, dans la pensée du législateur de 1906, elle n'intervient plus que comme moyen d'envoyer en correction les jeunes délinquants. Les magistrats qui jugent un jeune homme de 17 ans savent parfaitement qu'il a agi avec une conscience suffisante de ses actes ; il jouissait de son discernement — quel que soit le sens donné à ce mot ; — ils pourront néanmoins décider le contraire s'ils veulent l'envoyer en correction.

L'idée de la réforme n'était certes pas nouvelle. Déjà, en 1832, lors des discussions relatives aux modifications à introduire dans le Code pénal de 1810, un député, M. Teulon, avait agité la question. Le 12 mars 1870, M. Bournat la soulevait à son tour, à l'une des séances de la commission d'enquête sur le régime des établissements

pénitentiaires. Au congrès de Saint-Pétersbourg en 1890, M. le professeur Joly revenait sur ce sujet (1).

On soutenait déjà que, dans les décisions judiciaires concernant l'enfance, il fallait distinguer le châtiment et le redressement. La société doit moins songer à punir le jeune coupable qu'à l'amender. Le magistrat qui apprécie et qui juge doit toujours agir, avec des enfants, si dégradés qu'on les imagine, comme si la somme du mal pouvait toujours diminuer en eux et la somme du bien s'accroître toujours (2).

On ajoutait que, pour l'enfant, toute condamnation, à une simple amende, était une tache indélébile : or, les nécessités du bon ordre, dans le présent, ne devraient jamais, à l'égard de la jeunesse, être séparées des idées d'avenir.

Notons que cette idée ne comptait pas que des partisans : M. le professeur Joly, notamment, se montrait son adversaire, et lui opposait un fait indéniable et très important : le développement, de plus en plus précoce, des facultés sociales de la jeunesse. De nombreux vœux devaient bientôt demander la réforme (3).

(1) Au congrès de Saint-Pétersbourg, M. Rivière, secrétaire général adjoint de la société des prisons, avait également traité de l'extension de la minorité pénale, et avait fait valoir les arguments que trois ans plus tard devait présenter M. Lefuel. — *Actes du congrès de Saint-Pétersbourg*, tome I. *Bulletin de la société générale des prisons*, 1890, p. 895.

(2) M. Herbette, Le congrès et l'exposition spéciale de Saint Pétersbourg (nos du *Journ. Off.* des 10 et 11 sept. 1890).

(3) Revue *L'enfant*, 15 déc. 1906, n° 143, article de M. Nast,

Le 3 mai 1893 était lu, au Comité de Défense des Enfants traduits en justice, un rapport de M. Lefuel (1), substitut du Procureur de la République à Paris, sur la dix-huitième question du Programme d'études, ainsi formulée : « Y a-t-il lieu de prolonger au delà de 16 ans le bénéfice de l'art. 66 du Code pénal, d'une façon générale ou dans certains cas ? »

Après avoir fait remarquer que la question avait été déjà agitée, M. Lefuel faisait ressortir les inconvénients du système du Code pénal. Une première condamnation marquait le mineur d'une tache ineffaçable. De plus, voulait-il s'engager dans l'armée active ? Il ne pouvait le faire que pour un bataillon d'infanterie légère d'Afrique, où l'attendra une corruption presque fatale. Lors de son passage dans la réserve, il devait accomplir, en temps de paix, ses périodes d'exercices dans des compagnies spécialement désignées. A sa sortie du régiment, fût-il muni d'un certificat de bonne conduite, il trouvait devant lui, s'il postulait un emploi, toutes sortes de difficultés ; presque partout l'extrait du casier judiciaire, dont la production est exigée, faisait obstacle à son admission.

A ce regrettable état de choses, aucun remède, disait M. Lefuel, n'avait été apporté par la loi du 26 mars 1891. Aux termes de l'art. 2 de cet loi, « la suspension de la peine ne comprend par les peines accessoires et les incapa-

p. 400 et 403, *Journ. Off.*, docum. parlam., Chambre, annexes nos 2229, 2499, 3204 et Sénat, annexe n° 15.

(1) *Revue pénitentiaire*, juin 1893, p. 760.

cités résultant de la condamnation ». Or, l'incapacité de servir autrement que dans les bataillons d'Afrique avait été assimilée à une incapacité et M. de Freycinet avait déclaré (1) que le condamné, à qui était refusé l'exercice de ses droits civiques et électoraux, était atteint dans ses droits militaires et qu'il ne pouvait pas figurer dans les rangs de l'armée, au même titre que les jeunes gens dont le passé était intact (2). Le Sénat, à deux reprises, le 12 avril et le 1^{er} juillet 1892, avait ratifié cette décision.

Supposez au contraire un acquittement fondé sur le défaut de discernement ? Ces inconvénients graves disparaissent... M. Lefuel concluait qu'il était de l'intérêt général de reculer à 18 ans l'époque de la majorité pénale, d'autant plus, disait-il, que le juge, n'étant pas enchaîné par la règle nouvelle, aurait seulement la faculté de restreindre le nombre des malheureux qu'une peine doit perdre irrévocablement.

Quant à l'objection soulevée par M. Joly, et tirée du développement de plus en plus précoce de la jeunesse (3),

(1) *Journ. off.*, 13 avril 1892, Sénat, séance du 12 avril 1892.

(2) M. de Freycinet pensait que si, au cas de sursis, la peine prononcée est conditionnelle, cependant la condamnation est réelle pendant le délai de 5 ans ; poussé par un scrupule d'honneur et de délicatesse militaire, il s'était prononcé dans le sens que nous indiquons.

(3) En France, disait M. Joly, la population agricole diminue sans cesse : de 54 0/0 de la population totale, elle est tombée à 37 0/0 : la valeur de la propriété foncière diminue, les salaires baissent, le chômage et la grève paraissent. La population rurale est attirée à la ville, et les liens qui retenaient la jeunesse se

M. Lefuel n'en niait pas le bien fondé : mais, disait-il, ce phénomène n'est pas spécial à la France ; il a été constaté dans bien d'autres pays, notamment aux Etats-Unis (1) et dans les contrées d'Europe où l'agriculture est délaissée. Il reconnaissait que le crime semblait se porter du côté de la jeunesse, et que la précocité est « une des marques caractéristiques et un des traits douloureux de notre temps » (2). Aujourd'hui, disait-il, le vice cynique n'attend pas le nombre des années. On voit, par exemple, s'abaisser à 14 et 15 ans l'âge des garçons vivant de la prostitution des filles (3).

Mais, ajoutait M. Lefuel, il ne faut pas généraliser et, d'ailleurs, si les mineurs ont, communément à 16 ans, l'intelligence de leurs actions, ils n'ont que le discernement que comporte un âge encore bien jeune : leur perversité n'est pas doublée de l'expérience de la vie, comme l'a justement dit M. Puybaraud (4).

Ainsi que Rossi (5), M. Lefuel estimait qu'en cherchant relâchent : on trouve des métiers faciles où l'on gagne assez aisément un argent qui n'est pas épargné : la précocité de l'enfant est encouragée par une foule de circonstances, et bientôt la rue leur fait faire l'apprentissage du crime. On voit des souteneurs de 14 et 15 ans... Reculer la majorité, ce serait donner, disait M. Joly, au juge, la possibilité de ne pas punir des souteneurs de 17 ans : ce serait braver la conscience publique.

(1) M. le Dr Wines.

(2) M. le Dr Théophile Roussel.

(3) Enquête de 1884, déposition du préfet de police.

(4) La responsabilité des enfants. *Bull. de la soc. des prisons*, 1893.

(5) *Traité de droit pénal*.

à déterminer le point de séparation entre l'âge d'irresponsabilité et celui sur lequel pèse une présomption contraire, il fallait plutôt étendre la première période un peu au delà de la limite indiquée par l'observation et la statistique, car l'âge, à lui seul, ne constitue pas une donnée absolue et fatale. La règle fixée par la loi n'est, en réalité, qu'une formule générale, tirée d'un certain nombre de cas particuliers (1). Dès lors, le législateur doit laisser les chances d'erreur du côté de la présomption favorable.

D'ailleurs, ajoutait-il, les pays étrangers ne nous donnent-ils pas l'exemple ? l'âge de 13 ans a été fixé en Espagne, en Allemagne, en Danemark, dans les cantons de Bâle, de Vaud, de Neuchâtel, et par le projet autrichien ; la majorité est fixée à 20 ans dans le canton du Tessin, par le Code russe, par le Code de la République de Saint-Marin : Le canton du Valais l'a même fixée à 23 ans (2).

Cependant, disait, en terminant, M. Lefuel, « autant il est sage de se montrer indulgent pour celui qui peut être ramené au bien, autant il importe de paraître sévère envers ceux dont la perversité précoce enlève tout espoir d'amendement. La latitude laissée aux juges par les art. 67, 68, 69 du Code pénal est de nature à rassurer pleinement quiconque a le souci de la défense sociale. En en-

(1) Chauveau et Faustin Hélie, tome I, *Théorie du Code pénal*.

(2) Il est à remarquer qu'il n'y a aucune relation entre les climats et les divergences, quant à la majorité pénale : ainsi, en Suède, on est majeur à 15 ans ; on l'est à 18 ans en Espagne. Renseignements empruntés au Code pénal d'Italie. *Revue pénit.*, 1892, p. 159.

gageant le législateur à reporter à 18 ans accomplis l'époque de la majorité pénale, ce n'est pas à un acte de faiblesse qu'on le convie, c'est à une mesure fondée sur l'expérience, sur la justice et la raison. « Sauvez l'enfant, et il y aura moins d'hommes à corriger et à punir (1). » Cette opinion était d'ailleurs celle de M. Guillot.

A la suite de ce rapport était proposé au Comité le vœu suivant : « Il y a lieu de prolonger, d'une manière générale, jusqu'à l'âge de 18 ans accomplis, le bénéfice de l'art. 66 du Code pénal ».

Ce rapport était discuté à la séance du 7 juin (2). M. Joly estimait que la précocité de plus en plus grande s'opposait à l'adoption du vœu. Tout au plus, disait-il, pourrait-on atténuer les peines pour les mineurs de 16 à 18 ans. D'autre part, M. Petit réclamait le *statu quo* (3),

(1) La commission de revision du C. P. qui siégeait en ce moment à la chancellerie, sans s'écarter des règles du Code de 1810, considérait les individus de plus de 16 ans comme entrés dans l'âge de la pleine responsabilité. Cette décision créait un préjugé grave sur la question. *Revue pénit.*, 1893, p. 198.

(2) *Revue pénitentiaire*, juillet 1893, p. 965.

(3) Argument en faveur du *statu quo* : ne pas aggraver la contradiction qui existe déjà entre le C. P. et le C. civil. D'après ce dernier, l'émancipation est possible à 15 ans révolus, art. 477. A 16 ans, le testament est possible pour la moitié des biens (art. 904). Celui qui pourra faire ces actes sera-t-il présumé, par la loi pénale, ne pas discerner ce qui est licite ou défendu? Ce serait une anomalie.

Mais on peut répondre que le défaut de discernement n'est pas une conséquence obligée de l'âge : la capacité civile, dans le cas objecté, prouve et garantit la responsabilité pénale. La femme mariée mineure de 16 ans, par exemple, ne pourrait in-

faisant remarquer que, dans l'enquête faite en 1871, la Cour de cassation et la plupart des Cours d'appel l'avaient également demandé. Quelques Cours avaient même souhaité un abaissement de la majorité à 15 ans.

M. Guillot, au contraire, se rangeait à l'opinion de M. Lefuel, estimant qu'il fallait éviter le plus possible la peine, pour la remplacer par un régime éducateur. Un autre membre, M. Tommy Martin, proposait de reculer la majorité à 21 ans.

Quant à M. Voisin, il craignait que la détention jusqu'à 21 ans, dans une maison de correction, ne fût une entrave à l'engagement militaire, qui est le salut, et il se ralliait à l'opinion de M. Lefuel (1).

M. Brueyre répondait bien à ce dernier que son seul argument en faveur de la réforme était l'art. 59 de la loi militaire ; que les filles étaient donc en dehors de la question, ce qui restreignait beaucoup la valeur de l'argument : mais M. Lefuel ripostait par des chiffres. Sur 355 mineurs de 16 ans traduits devant le tribunal de la Seine, il y avait seulement 81 filles !

voquer l'art. 66, C. P. ; sa capacité résultant du mariage exclut le non discernement. La jurisprudence est certaine en ce sens. V. Dalloz, *Jur. gén. Adultère*, n° 117. La question, cependant, est discutable en droit, elle est d'ailleurs controversée.

(1) M. Voisin se déclarait partisan de ce vœu d'abord pour être sévère, ensuite pour sauver l'enfant. Le recul à 21 ans lui semblait excessif : 1° parce qu'il va manifestement à l'encontre de la vérité ; 2° parce que c'est inutile, puisqu'à partir de 18 ans l'engagement est possible ; ensuite, parce que de 18, 19, ou 20 ans à 21 ans, l'administration n'aurait pas le temps d'accomplir sa mission éducatrice.

Aussi le vœu, présenté par M. Lefuel, était-il adopté par 25 contre 5.

La question fut également agitée au 5^e Congrès pénitentiaire international de Paris, en 1895, à l'occasion duquel le Conseil de direction de la Société Générale des Prisons avait été saisi, dès le 6 avril 1891, de la proposition d'offrir aux savants étrangers, qui allaient prendre part au Congrès, un tableau général des Institutions pénales et pénitentiaires françaises. Les travaux préparatoires de ce Congrès durèrent de 1892 à janvier 1895, et l'intéressant sujet des mineurs de plus de 16 ans et de moins de 21 ans y trouva place.

Les mêmes raisons étaient invoquées : l'effet désastreux d'une condamnation, l'intérêt qu'il conviendra souvent d'attacher à la situation du mineur coupable, qui a commis un délit probablement parce qu'il a été abandonné dès son enfance, mal surveillé, peut-être même poussé au mal... Et, d'ailleurs, ajoutait-on, quel sera l'effet de la peine ? Condamné en province, le mineur sera le plus souvent confondu avec les autres condamnés, car le nombre des prisons cellulaires est encore restreint : inutile d'insister sur les conséquences funestes d'une peine subie dans ces conditions. Supposons même l'hypothèse contraire. Le jeune détenu s'assoupira en quelque sorte dans une vie toute matérielle : il trouvera sa nourriture, sinon succulente, du moins toute prête ; son lit lui paraîtra, tout rude qu'il soit, plus doux que les bancs des promenades, sur lesquels il dormait lorsqu'il vagabondait, sans feu ni lieu. Il sortira

de la prison avec une volonté amoindrie et une dignité avilie ; aucune moralisation ni intimidation n'auront été le résultat de la peine ; les réflexions du détenu l'amèneront simplement à cette conclusion qu'en somme, la prison n'a rien de bien dur, que son régime est supportable, et qu'on peut y revenir sans crainte.

C'est d'ailleurs ce qui l'attend, car la vie honnête est devenue bien plus difficile... Et l'on faisait ressortir les arguments déjà invoqués par M. Lefuel : casier judiciaire exigé partout, difficultés relatives à l'engagement militaire, stérilité des efforts des sociétés de patronage tendant à atténuer, à ce dernier point de vue, l'absolutisme de la loi...

On se demandait, par suite, s'il ne conviendrait pas de reporter, à l'exemple d'autres pays, la majorité pénale, sinon à l'âge de la majorité civile, comme l'ont proposé certains criminalistes, du moins à la dix-huitième année, date de l'engagement militaire devenu possible.

On rappelait que cette idée avait été émise en 1832 à l'occasion de la réforme du Code pénal, non par des théoriciens, mais par des hommes de pratique.

On s'appuyait aussi sur les travaux de la Commission, qui, en mars 1870, s'occupa du régime des établissements pénitentiaires, et l'on faisait remarquer que tous les hommes, mêlés à la pratique, soit comme magistrats, soit comme directeurs de patronages (1), avaient soutenu

(1) MM. Bournât, Demetz, l'abbé Crozes, le pasteur Martin, directeur de la colonie de Sainte-Foy, l'abbé Donat, directeur de la colonie de Cîteaux.

la thèse du recul de la majorité. Le rapport de la grande enquête de 1875 sur le régime pénitentiaire était également invoqué.

Sans doute, il faut une date à laquelle l'homme sorte de la minorité pour entrer dans l'âge de la pleine responsabilité ; mais à 16 ans, n'est-ce pas bien jeune ? « L'âge
« de 18 ans, au contraire, est-il dit dans les travaux pré-
« paratoires du Congrès, marque une période importante
« dans la capacité légale de l'adolescent. C'est à ce mo-
« ment qu'il peut être émancipé, que les lois du travail
« cessent de le protéger, et qu'il peut entrer dans l'armée.
« N'est-ce pas une contradiction injuste de dire qu'à
« 16 ans l'homme est tellement développé qu'il n'est plus
« temps de le soumettre à une éducation réformatrice, et
« qu'il n'y a plus qu'à le livrer à la prison des adultes, et
« de le considérer, d'autre part, comme si peu en posses-
« sion de ses forces morales et physiques que, jusqu'à
« 18 ans, la loi lui impose toutes sortes d'interdictions
« protectrices, et qu'il n'entre qu'à 21 ans dans sa pleine
« capacité légale (1) » ?

Le Congrès s'ouvrit le 30 juin 1895.

Le 4^e section (questions relatives à l'enfance et aux mineurs), examinait la première question posée. En ce qui concerne les jeunes garçons, ne convient-il pas de reculer la limite de la minorité pénale jusqu'à l'âge de

(1) *Les Institutions pénitentiaires de la France en 1895*. Tableau dressé par la Soc. gén. des prisons à l'occasion du V^e Congrès pénitentiaire international, p. 327 et suiv.

l'engagement militaire? — (On entendait par minorité pénale la période pendant laquelle le juge peut prononcer l'acquiescement pour manque de discernement, sauf envoi dans un établissement d'éducation correctionnelle (1).

La section adoptait à l'unanimité le vœu suivant :

« Il convient de fixer la minorité pénale à l'âge de 18 ans,
« à condition que les enfants envoyés dans une maison
« d'éducation correctionnelle après l'âge de 16 ans, ne
« seront pas confondus avec les autres. »

Onze rapports avaient été déposés sur la question.

M. Félix Voisin, rapporteur général, les résumait, en disant que, d'une part, les professeurs, jurisconsultes, magistrats, étaient d'avis de reculer la minorité pénale à 18 ans, mais que, les directeurs des Colonies pénitenciaires étaient, au contraire, effrayés à l'idée de recevoir dans leurs maisons des garçons ou filles de 16 à 18 ans qui y apporteraient leurs mauvais instincts et leurs vices. Il faudrait, concluait M. Voisin, accomplir la réforme, tout en tenant compte des vœux des directeurs des Colonies pénitenciaires. Il proposait le texte suivant : « Il convient de reculer la limite de la minorité pénale jusqu'à l'âge de 18 ans ». Cette formule ne vise pas l'engagement militaire et la résolution à laquelle on s'arrêterait, pourrait ainsi viser les filles comme les garçons.

La discussion s'engageait bientôt et diverses observations étaient émises.

(1) *Revue pénitentiaire*, 1895, p. 1047 et suiv.

Il faut maintenir le statu quo, disait M. Joly. Qu'on recueille, lorsqu'il en est temps encore, les enfants en danger moral, qu'on améliore les prisons des adultes ! Mais déclarer irresponsables les mineurs de 16 à 18 ans, les mettre dans des maisons d'éducation où l'on reçoit de plus jeunes enfants, c'est jeter inutilement le trouble dans ces maisons.

Il faut supprimer toute distinction de précocité et non précocité, de discernement et non discernement, disaient d'autres, notamment M. Von Jageman (Berlin), et M. le professeur Thiry (Liège). La question de discernement est délicate et difficile pour le juge. Jusqu'à un certain âge, on ne doit prendre que des mesures d'éducation ; dans la famille, dans une maison spéciale, ou à l'aide de placements individuels. La minorité pénale est la période pendant laquelle on ne peut prendre que des mesures d'éducation : lorsqu'on est obligé de prononcer une peine, on entre dans la majorité pénale. Mais jusqu'à quel âge durera la minorité ? Il ne faut pas dépasser 16 ans : c'est le maximum, dit M. Thiry. Passé cet âge, les mesures d'éducation sont inutiles ; il est trop tard, il faut recourir à l'intimidation, sauf au juge à être plus indulgent pour le mineur de 16 à 18 ans que pour l'adulte, et à lui faire une large application de la condamnation conditionnelle.

Il faut porter à 18 ans la majorité pénale, disaient M. Bonjean, et MM. les professeurs Berthelemy et Ugo Conti ; mais il faut réserver aux mineurs de 16 à 18 ans des maisons spéciales.

M. d'Haussonville proposait ensuite un amendement au vœu de M. Voisin, décidant formellement que les mineurs de 16 à 18 ans, filles ou garçons, ne seront pas confondus avec les autres enfants ; au cas contraire, M. d'Haussonville se déclarait partisan du statu quo.

M. Voisin acceptait l'amendement, puis, répondant à certaines critiques, affirmait qu'il n'avait pas la pensée d'énervier la répression. Bien au contraire, les mineurs craignent beaucoup la déclaration de non-discernement, et la maison d'éducation correctionnelle qui la suit ; ils se vieillissent afin d'y échapper, ne comprenant pas qu'elle est, pour eux, infiniment préférable à la prison même très courte, à cause de la marque indélébile de cette dernière. M. Voisin maintenait donc sa proposition : recul de la minorité jusqu'à l'âge de 18 ans, qui présente la ressource de faciles et bons placements pour les filles, et de l'engagement militaire pour les garçons.

Le vœu, après cet échange de vues, était adopté et M. Voisin était chargé de le présenter à l'Assemblée générale. Celle-ci eut lieu le 5 juillet (1).

M. Voisin, en exposant les vues de la section, expliquait que, dans la pensée de celle-ci, il y avait lieu de reculer de 16 à 18 ans le terme final de la demi-responsabilité des mineurs, parce que les mesures d'éducation ne sont pas

(1) Il résulte de l'ensemble de ces discussions que, dans la pensée des membres du Congrès, le recul de l'âge de la minorité pénale à 18 ans devait avoir pour conséquence l'extension de l'excuse de minorité au profit du mineur de 18 ans, sauf en cas de crime.

impuissantes sur les individus de cet âge. On objectera sans doute l'énervement de la répression, puisque la peine de mort ne sera plus applicable dans ces cas. Mais la grande criminalité est rare chez les enfants ; la peine capitale les effraie peut-être moins que les adultes.

M. le conseiller Petit protestait en raison de l'accroissement et de la précocité marquée de la criminalité infantile ; il voulait qu'en cas de crime le mineur de 16 à 18 ans fût traité comme majeur, et n'admettait l'extension de la demi-responsabilité de 16 à 18 ans qu'en cas de délit. L'Assemblée générale entra dans ces vues et admit, sans formuler de proposition à cet égard, que, dans le cas de crime, le majeur de 16 ans serait assimilé à l'adulte.

La réforme devait faire l'objet de nouvelles études au troisième Congrès international de patronage d'Anvers, dont la séance d'ouverture eut lieu le 1^{er} juin 1898 (1).

Parmi les questions à l'ordre du jour de la première section, présidée par M. Félix Voisin, figurait celle-ci : « L'intérêt du patronage n'exige-t-il pas que l'âge de la majorité soit reculé le plus possible, et, d'autre part, que la mise sous la tutelle administrative ne puisse être prononcée pour une durée prenant fin avant la majorité civile ? » Des rapports avaient été déposés par plusieurs membres, notamment MM. Lefuel, Paul Flandin, Stewens.

Les arguments déjà exposés étaient rappelés ; on se déclarait, d'une manière générale, partisan d'un recul de la

(1) *Revue pénitentiaire*, juill., août 1898, p. 983 et suiv.

majorité, sous la réserve, toutefois, de ne pas en faire bénéficier les jeunes gens auteurs de ces infractions graves, où se révèlent une science consommée du crime et de véritables raffinements de cruauté. « Il s'agit, disait-on, d'installer un meilleur système de répression, en essayant d'amender des jeunes gens âgés de plus de 16 ans et encore éducatibles ». On insistait sur ce point qu'il ne s'agissait pas d'imposer au juge l'obligation de poser la question de discernement lorsqu'il aura devant lui un mineur de 16 à 18 ans. Ce serait une simple faculté. M. Thiry, professeur à l'Université de Liège, ne partageait pas, toutefois, cet avis. Pour lui, l'âge de 16 ans constituait la limite extrême que l'on puisse donner, sans aller contre la vérité, à la minorité pénale. Cependant, entre 15 et 18 ans, existe, disait-il, une période intermédiaire à laquelle devrait correspondre une pénalité, mais non la pénalité ordinaire. Elle serait atténuée ; la privation de liberté aurait un caractère éducatif et répressif, et serait subie dans une maison spéciale ; la mise à la disposition du Gouvernement pourrait être prononcée jusqu'à 21 ans ; la libération conditionnelle pourrait être accordée.

M. le conseiller Flandin s'élevait, à son tour, contre le système des courtes peines, déplorable au point de vue de la répression, et au point de vue de l'enfant.

Enfin la section émettait le vœu de voir « reporter à 18 ans l'âge jusqu'auquel le juge aura la faculté, sous réserve, s'il y a lieu, de toute pénalité, conformément au droit commun, de mettre le mineur délinquant à la dispo-

sition du gouvernement ». L'Assemblée générale adhéraît à ce texte.

Ce vœu, après une courte discussion, était adopté dans son ensemble à la séance du 3 juin.

Du 29 juillet au 5 août 1900, se tenait, à Paris, le Congrès international d'assistance publique et de bienfaisance privée, sous la présidence de M. Casimir Périer.

Les congressistes étaient répartis en trois sections ayant pour objet : l'enfance — les indigents adultes — l'assistance par le travail. A la séance du 2 août était examinée la question suivante : Du traitement et de l'éducation des enfants recueillis par l'Assistance Publique ou la bienfaisance privée et auxquels ne convient pas, pour une cause de morale, le placement familial (Ecoles de réforme, de préservation, de redressement). A ce propos, M. Félix Voisin réclamait un vœu analogue à celui qu'avait émis le 5^e Congrès pénitentiaire international de 1895, pour reporter à 18 ans l'âge de la minorité pénale en France, comme cela existait dans plusieurs pays étrangers. — Le Congrès, à la suite de différentes dispositions, émettait le vœu suivant : « Le Congrès émet le vœu que, « dans un intérêt de protection, la minorité pénale, dans « les pays où elle est encore fixée au-dessous de 18 ans, « soit reculée jusqu'à cet âge (1) ».

Plus récemment, à la réunion du Comité de défense des Enfants traduits en justice du 4 mars 1903, présidée

(1) *Revue pénitentiaire*, juill., nov., 1900, p. 1124 et suiv.

par M. le bâtonnier Danet (1), M. Félix Voisin présentait un rapport relatif à la modification de l'art. 66, C. P.

La question du recul, à 18 ans, de la limite de la minorité était posée. Cette innovation permettrait aux magistrats de protéger un plus grand nombre de jeunes gens et de jeunes filles, en leur évitant la flétrissure d'une première condamnation. M. Voisin s'étendait sur les motifs de la réforme.

Jusqu'à 16 ans, disait-il, les tribunaux peuvent facilement sauver un enfant en lui évitant la peine, même légère, encourue pour un délit minime. Une déclaration de non-discernement, suivie d'acquiescement, suffit. Le mineur sera placé sous la tutelle de l'Etat, dans une maison d'éducation correctionnelle. L'enfant est ainsi soustrait au milieu qui l'a perdu. Mais, de 16 à 18 ans, impossible d'agir de la sorte ! La culpabilité est-elle reconnue ? Il faut condamner.

Or, il y a tout avantage à donner aux tribunaux la faculté de nier le discernement pour des individus de 16 à 18 ans. Les condamnations répétées n'apportent souvent aucune répression sérieuse, aucune moralisation ; elles pervertissent, au contraire. Ce détestable résultat serait évité, et peut-être la récidive diminuerait-elle ?

La réforme serait importante pour les jeunes gens. Pour eux, en effet, l'engagement dans les armées de terre ou de mer est un bon moyen de sauvegarder leur

(1) *Revue pénitentiaire*, mars 1903, p. 400 et suiv.

avenir (1). Il faudrait donc leur permettre d'atteindre l'âge de 18 ans, auquel l'engagement militaire peut être contracté, sans avoir subi de condamnations qui y feraient obstacle.

La réforme serait-elle moins importante pour les jeunes filles ? Au contraire. Ce serait les protéger deux années de plus. On répondrait ainsi au vœu de la Conférence internationale pour la répression de la traite des blanches, du 25 juillet 1902.

En ce qui concerne les jeunes filles, M. Voisin aurait même voulu la substitution pure et simple de la minorité de 18 ans à celle de 16 ans, dans le but de donner une efficacité plus grande aux mesures de protection dont nous venons de parler.

Mais M. Voisin paraît s'être mépris sur la durée de la protection légale accordée aux jeunes filles contre la débauche ou l'entraînement qui y conduit. En effet, le 25 juillet 1902, la Conférence internationale contre la traite des blanches émettait le vœu suivant : « Doit être puni quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, a embauché, entraîné ou détourné, même avec son consentement, une femme mineure en vue de la débauche, alors même que les divers actes qui sont les éléments constitutifs de l'infraction auraient été accomplis dans des pays différents (2).

(1) A cette école, s'ils sont encore éducatibles, ils deviendront des soldats pénétrés de leurs devoirs, et qui, suivant l'expression de M. Lavis, « aiment leur fusil ».

(2) *Revue pénitentiaire*, 1902, p. 1033.

De quelle minorité s'agit-il, dans ce vœu ? Il a été décidé que la Conférence laissait à chaque Etat la liberté de la solution (1). Or, ultérieurement, était votée, en France, la loi du 3 avril 1903, qui, reproduisant en partie le vœu ci-dessus, remanie comme suit l'art. 334, C. P. : « Sera puni d'un emprisonnement de 6 mois à 3 ans et d'une amende de 50 à 5.000 francs : 1° quiconque aura attenté aux mœurs en excitant, favorisant, ou facilitant habituellement la débauche ou la corruption de la jeunesse de l'un ou l'autre sexe *au-dessous de 21 ans* ; 2° quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, aura enbauché, entraîné ou détourné, même avec son consentement, une femme ou fille mineure en vue de la débauche... ces peines seront prononcées alors même que les divers actes qui sont les éléments constitutifs des infractions auraient été accomplis dans des pays différents. »

Quel est le sens du mot « mineure » dans le 2° de l'art. 334 ? Il faut rapprocher la 2° hypothèse de la 1^{re}. Dans celle-ci, on entend par mineures les personnes de moins de 21 ans. Ce sont donc elles qui sont visées aussi dans la 2° hypothèse. Par suite, le vœu de M. Voisin est inutile... ou plutôt il a reçu satisfaction. Les jeunes filles sont protégées jusqu'à 21 ans en vertu du nouvel art. 334 C. P. Pourquoi substituer, dans le même but, la minorité de 18 ans à celle de 16 ans ?

Il y a lieu toutefois de noter la proposition de loi de

(1) *Revue pénitentiaire*, 1902, p. 1056.

M. Bérenger, du 30 juin 1905, ayant pour objet d'employer des mesures de préservation et d'éducation au profit des mineures prostituées (1). Ce projet ne vise que les mineures de 18 ans. Peut-être M. Voisin a-t-il songé seulement à ces mesures de préservation et d'éducation au profit des mineures prostituées et non aux mesures de pénalité et de coercition déjà prises contre les tiers qui débauchent ces malheureuses.

M. Voisin rappelait les différents vœux émis en faveur d'un recul de la majorité, et dont nous avons déjà parlé. Il faisait ensuite remarquer qu'il serait bon de profiter de la circonstance pour introduire dans le texte de l'art. 66 deux mots, tout à fait au début : « Le prévenu »... Par inadvertance, en effet, le législateur n'a parlé que de l'accusé. Enfin, la rédaction suivante était proposée : « Lorsque le prévenu ou l'accusé aura moins de 18 ans, s'il est décidé qu'il a agi sans discernement, il sera acquitté ; mais il sera, selon les circonstances, remis à ses parents, etc... »

En terminant, M. Voisin observait que, dans la pensée du Comité de Défense et des Congrès, la modification de l'art. 66 ne doit pas entraîner celle de l'art. 67 C. P. Il ne faut pas énerver la répression pour les délits ou crimes émanant de jeunes gens de 16 à 18 ans ayant agi en pleine connaissance de cause : les peines ordinaires, prévues pour les adultes, devront leur être appliquées : L'excuse

(1) *Revue pénitentiaire*, 1905, p. 1075.

atténuante devra être écartée : elle sera réservée au mineur de 16 ans. En conséquence, l'art. 67 serait rédigé de la façon suivante : « S'il est décidé que le prévenu ou l'accusé de moins de 16 ans a agi avec discernement, les peines... etc, ».

A l'unanimité, le Comité de Défense approuvait le rapport de M. Félix Voisin et chargeait le bureau de transmettre à M. le Garde de Sceaux les vœux adoptés.

Ajouterons-nous enfin que la commission constituée par le Conseil supérieur pour la réunion de la législation relative à l'enfance coupable s'était également prononcée en ce sens (1) ?

Le ministre de l'Intérieur saisit de la question le Conseil général des Prisons (2).

Une autre réforme, le recul à 21 ans de l'âge jusqu'auquel peut durer l'envoi en correction, avait fait aussi l'objet d'études et de vœux. N'était-elle pas, d'ailleurs, un appoint tout indiqué, une mesure qui se combinerait à merveille avec le recul de la majorité, et qui serait en quelque sorte un correctif ?

Dès 1872, lors du rapport de M. Félix Voisin à l'Assemblée Nationale, l'accord était unanime sur la nécessité de cette modification, et M. Brueyre, tant au Conseil supérieur de l'Assistance Publique qu'au Comité de défense et

(1) *Journ. off.*, Docum. parlam., Sénat, annexe 15.

(2) Rapport de M. Grimanelli au Conseil supérieur des prisons. Séance du 8 juin 1905. *Revue pénitentiaire*, 1905, p. 826.

à la Société Générale des Prisons, s'était employé à signaler l'utilité de la réforme.

Au Comité de Défense, sur un rapport de M. Puybaraud (question n° 25 du programme d'études) ayant pour titre : « Essai d'un plan de réforme de la loi de 1850 sur l'éducation correctionnelle », était voté un ensemble de propositions, en 10 articles (1), parmi lesquels nous citerons les suivants :

« Art. 3. Les mineurs de 16 ans poursuivis pour faits de
« vagabondage et mendicité seront, après acquittement
« prononcé en vertu de l'art. 66, C. P., envoyés jusqu'à
« l'époque de leur incorporation dans l'armée, sauf le cas
« de libération provisoire ou de placement en patronage,
« dans des établissements dénommés « Ecoles de préservation » qui seront organisés par l'Etat, ou fondés par
« des particuliers et agréés par l'administration pénitentiaire. Les jeunes vagabonds ou mendiants arrêtés au-
« dessous de l'âge de 12 ans seront, de préférence, envoyés
« dans des écoles de préservation privées...

Art. 5. Les mineurs de 16 ans poursuivis pour tous au-
« tres faits que ceux de vagabondage ou mendicité et ac-
« quittés en vertu de l'art. 66, C. P., comme ayant agi sans
« discernement, seront, lorsqu'ils n'auront pas été remis à
« leurs parents, envoyés dans les établissements publics ou
« privés dits « Ecoles de réforme ». Ils y seront élevés
« sous une discipline sévère jusqu'à leur incorporation,

(1) *Revue pénit.*, 1894, p. 836 et suiv.

« sauf le cas de placement en patronage... Ceux d'entre
« eux qui seraient âgés de moins de 12 ans, au moment de
« l'arrestation seront, de préférence, envoyés dans des
« établissements privés.

« Art. 8. — Les mineurs de 16 ans, condamnés en vertu
« des art. 67, 69, du C. P., comme ayant agi avec discerne-
« ment, subiront la peine de l'emprisonnement en cellule
« dans des établissements spéciaux, dénommés « maisons
« correctionnelles » dirigés par l'Etat. A l'expiration de
« leur peine, et sauf mise en libération conditionnelle en
« cas d'amendement constaté, ils seront appliqués, jusqu'à
« leur incorporation ou leur majorité, à des travaux en
« commun, soit agricoles, soit industriels, suivant leur
« origine, leurs antécédents ou leurs aptitudes, dans les
« dépendances de l'établissement...

« Art. 9. — Des écoles de préservation, des écoles de
« réforme et des maisons correctionnelles, publiques ou
« privées, seront instituées pour les filles mineures de
« 16 ans, suivant les mêmes catégories et dispositions que
« pour les garçons. Les filles seront maintenues dans ces
« établissements jusqu'à leur majorité, sauf le cas de place-
« ment en patronage pour celles qui auront été acquittées
« en vertu de l'art. 66 du C. P., et de mise en libération
« conditionnelle pour celles qui auraient été condamnées
« en vertu des art. 66 ou 69 C. P. Dans chacun des éta-
« blissements privés, les filles, qui se seraient déjà li-
« vrées à la débauche, seront isolées dans un quartier spé-
« cial. »

Dans le même comité, un autre rapport de M. Puybarraud intitulé : « La responsabilité des Enfants », était approuvé à la séance du 12 avril 1893 (1). Les deux dernières conclusions adoptées étaient les suivantes :

« Dans tous les cas où le mineur de 16 ans n'aura commis qu'un simple délit, il sera acquitté et, selon les circonstances, remis à ses parents ou envoyé dans un établissement pénitentiaire dit : « Maison de réforme » jusqu'à la vingt et unième année. »

« Dans le cas où le mineur de 16 ans aura commis un crime, s'il est décidé qu'il a agi avec discernement, il sera condamné conformément aux dispositions des art. 67 et 68 C. P. Si la peine prononcée est accomplie avant la vingt et unième année, il demeurera, jusqu'à cette époque, dans une maison de correction. Dans le cas où le mineur de 16 ans, ayant commis un crime, serait déclaré avoir agi sans discernement, il sera assimilé au mineur délinquant et traité comme tel. »

MM. Tommy Martin et Petit protestaient contre l'acquittement obligatoire en cas de délit. D'autre part, ils voulaient voir cesser l'anomalie, par laquelle un mineur condamné est libéré, tandis que le mineur acquitté reste soumis à la correction. Ces remarques décidèrent le Comité à voter l'amendement suivant : « Toutes les fois que le mineur de 16 ans aura été condamné soit pour délit, soit pour crime, comme ayant agi avec discernement, si la

(1) *Revue pénitentiaire*, 1893, p. 811 et suiv.

« peine prononcée est accomplie avant la vingt et unième
« année, il demeurera, jusqu'à cette époque, dans une
« maison de correction ».

MM. Passez et Guillot proposaient aussi un amendement en vue des discussions à venir : M. Passez voulait, à titre de conciliation, une échelle ainsi construite : maisons de préservation pour les jeunes vagabonds ; — maisons de réforme pour les non-discernants ; — maisons de correction pour les discernants, ces dernières ayant un caractère pénal et devant retenir les enfants jusqu'à l'âge de 21 ans. S'il y a crime commis, avec discernement, on appliquera les art. 67 et 68 C. P.

D'où la proposition suivante :

Le Comité, sans entrer dans les détails d'une loi à intervenir, estime que les modifications à apporter aux art. 66 et suivants du C. P. doivent reposer sur les principes suivants ;

1° Suppression des peines d'emprisonnement, en cas de délit ;

2° Création de maisons d'éducation de divers degrés, applicables aux enfants d'après les circonstances de l'affaire.

Le Congrès pénitentiaire international de Paris, en 1895, agita la même question, et émettait, sur le rapport présenté par M. Brueyre (1), un vœu tendant à reculer de

(1) *Journ. off.*, Docum. parlem., Chambre, annexe 2499, Sénat, annexe 15. *Revue pénitentiaire*, 1895, p. 1061.

vingt à vingt et un ans la durée possible du régime éducatif.

La sixième question, examinée par la 4^e section, audit Congrès, était ainsi rédigée : Convient-il de fixer un minimum de durée pour l'envoi en correction des mineurs (selon la loi pénale) ? Convient-il de décider que, dans tous les cas où ces mineurs auront été condamnés, ils seront envoyés jusqu'à leur majorité (selon la loi civile) dans une maison d'éducation pénitentiaire ?

Quatre rapports traitaient ce sujet. M. Voisin en présentait l'analyse.

En réalité, cette sixième question en comprenait deux.

La première vise les enfants ayant agi sans discernement et envoyés en correction. M. Voisin estimait qu'il n'y a pas lieu de fixer une durée minima pour l'envoi en correction. Le juge ne peut savoir à l'avance la durée nécessaire de la période éducatrice. Il appartiendra aux éducateurs eux-mêmes de préciser ce point. Mais il y a lieu de fixer une durée maxima. En France, le mineur ne peut être envoyé en correction que jusqu'à 20 ans. Pourquoi ne peut-on pas l'y maintenir jusqu'à la majorité civile ? Il y a là une lacune.

La deuxième question vise les enfants condamnés comme ayant agi avec discernement. Leur envoi en correction est plus nécessaire encore que pour les précédents : déclarés coupables conscients, ils sont certainement plus vicieux. Il convient donc de décider qu'après leur condamnation, ils seront envoyés dans une maison d'éducation correctionnelle jusqu'à leur majorité,

M. le professeur Thiry estimait que la mise du mineur à la disposition du Gouvernement doit avoir une durée indéterminée : Le juge ne peut à l'avance, lui fixer une limite ; c'est à l'administration pénitentiaire que revient cette tâche. Mais cette mesure doit cesser à la majorité civile, pour toutes les catégories de mineurs.

M. Prudhomme, tout en approuvant la thèse de M. Voisin, craignait que les tribunaux, si on leur refusait le droit d'assigner à la mise en correction une durée minima, ne fussent effrayés à l'idée de priver un enfant de sa liberté pendant de longues années, quelquefois pour un petit délit.

M. Voisin répondait que l'envoi en correction est, pour l'enfant, une mesure de protection, et non une peine. D'ailleurs, les tribunaux pourront rendre l'enfant à sa famille si celle-ci présente les garanties suffisantes. Il ne s'agit pas ici de punir mais de redresser par l'éducation ; c'est donc à l'éducateur, seul juge des progrès réalisés, qu'il appartiendra de faire savoir quand la tâche est terminée, c'est-à-dire quand le résultat paraît atteint.

A la suite de ces discussions furent votées les résolutions suivantes dans lesquelles on écartait les expressions « correctionnel, pénitentiaire », puisqu'il était entendu qu'on ne punissait pas l'enfant ou le mineur mais qu'on l'éduquait :

1° Lorsque la mise à la disposition du Gouvernement ou la mise sous la tutelle administrative a été prononcée, elle doit l'être jusqu'à la majorité.

2° Il y a lieu de décider que, dans tous les cas où les mineurs auraient été condamnés, ils seront placés sous la tutelle administrative jusqu'à leur majorité civile.

3° Dans les deux cas, une décision pourra mettre fin à cette tutelle, quand l'autorité estimera que la tâche éducatrice est terminée.

L'année suivante, sur un rapport de M. Marin (1), le 3^e Congrès national du patronage des libérés, ouvert à Bordeaux le 24 mai 1896, se ralliait à ces vues. A la séance du 28 mai, la 3^e section (enfants et mineurs) étudiait cette intéressante matière. M. Marin, juge au tribunal civil de Bordeaux, dans son rapport intitulé : « De l'organisation du patronage des jeunes libérés, constatait tout d'abord, que, dans notre législation, il manque une disposition prescrivant que tout mineur libéré sera placé sous la tutelle de l'administration ou des sociétés de patronage jusqu'à sa majorité.

En attendant une réforme sur ce point, M. Marin proposait et faisait voter certains desiderata, notamment les suivants :

Il serait bon d'attirer par des publications, par la voie de la presse, l'attention de la magistrature sur le danger qu'il y a d'envoyer des enfants en correction jusqu'à 16 ou 18 ans seulement, Il serait aussi désirable d'inviter les sociétés de patronage à provoquer la déchéance des parents indignes, ou à obtenir d'eux la délégation des droits

(1) *Revue pénitentiaire*, 1896, p. 909. *Journ. off.*, Docum. parlam. Chambre, annexe 2499, Sénat, annexe 15.

de la puissance paternelle. Il faudrait enfin s'occuper du placement des jeunes libérés, soit chez des particuliers, soit dans des établissements de réforme ; créer des commissions chargées de ces placements et de leur surveillance ; provoquer la fondation d'établissements privés de réforme, et subventionner ceux qui existent déjà.

Au 3^e Congrès international de patronage d'Anvers (1), la 3^e question étudiée et présentée par la 1^{re} section, après avoir parlé du recul de la majorité, ajoutait : « Et, d'autre part, que la mise sous la tutelle administrative ne puisse être prononcée pour une durée prenant fin avant la majorité civile.

« Si le mineur a agi sans discernement et s'il a été reconnu que l'autorité paternelle est éclairée et vigilante, et qu'elle n'a été que surprise dans la circonstance, l'enfant doit être renvoyé à ses parents, disait M. Brceekman. Si, au contraire, ajoutait-il, le juge estime qu'il est de l'intérêt de la société et de l'enfant de soustraire celui-ci au milieu contaminé de la famille, le juge le mettra à la disposition de l'Etat, et cela jusqu'à l'âge de sa majorité.

M. Thiry estimait que la mise à la disposition du Gouvernement pourrait être prononcée jusqu'à l'âge de 21 ans, à l'expiration de la peine — car il proposait qu'une pénalité fut édictée, mais atténuée, de 15 à 18 ans.

La section émettait simplement le vœu du recul à 18 ans, de l'âge jusqu'auquel le juge aura la faculté de mettre le

(1) *Revue pénit.*, 1898, p. 990 et suiv.

mineur délinquant à la disposition du Gouvernement (1).

A la réunion du Comité de Défense, tenu le 4 mars 1903, dont nous avons déjà parlé, M. Félix Voisin soutenait, en même temps que la thèse du recul à 18 ans de la minorité, celle d'une modification à introduire dans l'art. 66 C.P. en vue de permettre l'envoi en correction jusqu'à la majorité, et non plus seulement jusqu'à l'âge de 20 ans accomplis. Après avoir développé les motifs de cette réforme, sur lesquels nous reviendrons ultérieurement, M. Voisin proposait que la partie finale de l'art. 66 fût rédigée de la manière suivante : « Il (l'accusé) sera, selon les circonstances, remis à ses parents ou conduit dans une maison de correction, pour y être élevé et détenu pendant le nombre d'années que le jugement déterminera, et qui, toutefois, ne pourra excéder l'époque où il aura atteint sa majorité ».

A l'unanimité, nous l'avons vu, le Comité de Défense approuvait le rapport de M. Voisin.

Au surplus, comme devait le constater, plus tard, le rapporteur de la loi de 1906, les criminalistes étaient d'accord pour regretter les dispositions du Code pénal sur la matière ; et M. A. Le Poittevin, notamment, en faisait la remarque (2).

(1) « Sous réserve, s'il y a lieu, de toute pénalité, conformément au droit commun. Le vœu ajoutait, et c'est là la disposition capitale au point de vue de la matière qui nous occupe : « L'intérêt du patronage exige que la mise à la disposition du gouvernement ne puisse être prononcée pour une durée inférieure à celle de la minorité civile ».

(2) *Code de l'enfance traduite en justice*, p. 71. En outre, M. Ogier,

Le 3 février 1905, était présentée, à la Chambre, une proposition de loi donnant satisfaction à l'opinion. Le principe du recul de la majorité pénale y était contenu, avec celui de la prolongation jusqu'à la majorité de la durée possible de l'envoi en correction (1).

Postérieurement, M. Grimanelli, dans un rapport au Conseil supérieur des Prisons, constatait la nécessité d'améliorer la loi de 1850, et ajoutait qu'on ne pouvait le faire sans aborder en même temps la revision des dispositions du Code pénal concernant les mineurs de 16 ans.

« D'autre part, disait-il, les dispositions de la loi du 19 avril 1898, art. 4 et 5, que les magistrats sont appelés, suivant les cas, à appliquer aux enfants auteurs d'infractions à la loi pénale, et que la loi du 28 juin 1904 est venue compléter, soulèvent des difficultés et provoquent encore des critiques.

« Peut-être les unes seraient-elles aplanies et les autres évitées par la réforme de l'article 66 du Code pénal, et aussi par une mise au point de la loi de 1850 elle-même. » Et M. Grimanelli, examinant les questions qui se posaient, proposait de reporter la majorité pénale de 16 à 18 ans, conformément à la proposition de loi récemment déposée. Il demandait aussi de prévoir, comme maximum du main-

au Conseil supérieur de l'Assistance publique, s'était déclaré partisan de la réforme. *Journ. off.*, Docum. parlam., Sénat, annexe 15.

(1) *Journ. off.*, Docum. parlam., Chambre, mai 1905, p. 134, n° 2229.

tien en correction, l'âge de la majorité, ou, pour les garçons, celui de l'incorporation militaire, quand elle précède la majorité.

La proposition de loi, déposée par M. Cruppi, fut renvoyée à la commission de réformes judiciaires et de législation civile et criminelle, et, le 21 juin, M. Cruppi déposait un rapport entre les mains du Président de la Chambre. La proposition était adoptée par celle-ci le 27 juin 1905.

Ce n'est que le 6 février 1906 que M. P. Strauss remit au Président du Sénat son rapport sur le projet Cruppi. Il en développa les arguments dans la séance du 20 février. La séance du 22 février donna lieu à quelques observations que, dans un rapport supplémentaire, M. Strauss examina le 13 mars.

Le texte de la proposition de loi, amendé par la commission sénatoriale, à la suite des observations échangées, fut adopté sans débat dans la séance du 30 mars.

Il ne lui restait plus qu'à retourner à la Chambre, où, à la suite d'un nouveau rapport de M. Cruppi, elle ne tardait pas à être votée (12 avril), et le *Journal officiel* du 14 avril en promulguait la teneur.

Nous étudierons les motifs invoqués à l'appui de la proposition de loi par M. Cruppi d'abord, par M. Strauss ensuite ; nous suivrons ensuite ce projet dans ses vicissitudes, dans les discussions auxquelles il a donné naissance, pour arriver à l'examen du texte définitif de la loi et à sa critique.

LES MOTIFS

Le 3 février 1905, M. Jean Cruppi présentait à la Chambre un projet intitulé : « Proposition de loi portant modifications à l'article 66 du C. pénal, et fixation de la majorité pénale à l'âge de 18 ans. »

Le projet était ainsi conçu (1) :

« Art. unique. — L'art. 66 du C. pénal est ainsi modifié : lorsque le prévenu ou l'accusé aura moins de 18 ans, s'il est décidé qu'il a agi sans discernement, il sera acquitté. Mais il sera, selon les circonstances, remis à ses parents ou conduit dans une maison de correction pour y être élevé et détenu pendant le nombre d'années que le jugement déterminera, et qui, toutefois, ne pourra excéder l'époque où il aura atteint sa majorité ».

Dans l'exposé des motifs, M. Cruppi, après avoir rappelé l'article 66 du C. pénal, résumait ses dispositions en attirant l'attention de la Chambre sur deux points : 1° l'enfant

(1) Documents parlementaires, Chambre, annexe n° 2229. *Journ. off.*, p. 148. Dans cette même séance, l'urgence était déclarée et la proposition était renvoyée à la commission de réforme judiciaire et de législation civile et criminelle sans avoir donné lieu à discussion.

ne pouvait être considéré comme ayant agi sans discernement que jusqu'à 16 ans ; 2° envoyé en correction, il ne pouvait y être maintenu que jusqu'à l'âge de 20 ans. M. Cruppi proposait de modifier ces règles en reculant l'âge de la majorité à 18 ans, et en prolongeant jusqu'à 21 ans la durée possible de la correction.

Quels motifs pouvaient militer en faveur de ces deux modifications ? Il convient d'examiner chacune d'elles séparément.

LE RECUL DE LA MAJORITÉ A 18 ANS

« Aujourd'hui, dit l'exposé des motifs, tant qu'un enfant n'a pas atteint l'âge de 16 ans, les tribunaux ont le pouvoir de ne pas prononcer contre lui de condamnation. Ils ont la faculté de l'acquitter, de le rendre à ses parents, de le confier à l'Assistance Publique, ou de le renvoyer dans une maison de correction. Mais ce pouvoir des tribunaux s'arrête aussitôt que l'enfant coupable a atteint l'âge de 16 ans. Dès lors, si sa responsabilité est reconnue, une condamnation doit nécessairement intervenir.

« Et pourtant, ajoute le rapporteur, quel est le discernement, quelle est la responsabilité de l'enfant de 16 ans, de 17 ans élevé dans un milieu pervers ? Sa personnalité n'est pas formée, il subit toutes les influences ; on pourrait encore le moraliser et il faut, au contraire, lui infliger un châtiment qui risque de le pervertir pour toujours !

« Les tribunaux se trouvent ainsi dans la cruelle nécessité de prononcer des condamnations qui n'apportent à l'enfant aucune moralisation et qui ont plutôt pour résultat de pervertir ceux qui en sont frappés. »

Ainsi M. Cruppi rappelle les excellentes mesures entre lesquelles le juge a le choix, lorsqu'il a devant lui un mineur de 16 ans : mesures qui ne tendent pas au châtement, mais à l'éducation. Mais aussitôt que l'heure de la majorité a sonné, impossible de recourir à ces mesures d'éducation ou de correction : il faut punir.

Or, quel va être l'effet de la peine ?

« Il n'y a que le premier pas qui coûte ! » dit un vieux proverbe. La jeune fille qui, poussée, un jour, par la misère, peut-être aussi par un instinct vicieux se prostitue dans un hôtel borgne, avec un individu qu'elle ne connaît pas et qui n'a d'autre attrait, pour elle, que le « cadeau » qu'elle en attend, hésite la première fois ; elle se cache ; un sentiment de pudeur vague semble la tirer en arrière, car elle sent qu'elle va consommer la rupture avec la vie honnête, déshonorer sa famille et tomber dans un grand inconnu, dont il lui reste tout à apprendre, et qui, malgré tout, l'épouvante... Ce frein n'est-il pas suffisant ? Tout est perdu. Entrée hier, pour la première fois, dans un lieu de débauche, furtivement, le rouge au front, elle y retournera le lendemain sans se cacher — sans gêne et sans honte, peut-être même le sourire aux lèvres. — Interrogée pour la première fois par le commissaire de police, elle ne saura que verser des larmes ; la fois suivante, elle ré-

pondra avec indifférence, peut-être même avec ce ricanement qui indique que la dernière lueur de moralité s'est éteinte.

Il n'y a que le premier pas qui coûte, même lorsqu'il s'agit de condamnation. L'enfant qui n'avait jamais été arrêté, et se voit sur le point d'être traduit en justice, est effrayé. Il a une crainte vague, parce qu'il se rend compte qu'il fait un saut dans l'inconnu. Mais une fois, qu'après la honte de la comparution à l'audience il aura connu le régime de la prison, les propos qu'on y entend, les fréquentations qu'on y trouve, il n'aura plus la même appréhension et craindra moins de se trouver dans les mêmes circonstances. Cette condamnation n'aura pas moralisé l'enfant parce que celui-ci n'aura pas fait l'objet de ces mesures d'éducation et de correction prescrites dans son intérêt; c'est une peine et le résultat en sera plutôt une aggravation de la perversion.

Supposons même que le moral du jeune condamné n'ait pas été corrompu davantage. Il n'en reste pas moins certain qu'il a été condamné, c'est la flétrissure qui va peut-être le décourager et lui fermer tout retour à la vie honnête, dans une société soupçonneuse et égoïste qui, désormais, le rejettera, ne lui donnera pas de travail, le traitera en ennemi, en paria, et lui jettera perpétuellement à la face le reproche de son passé. N'oublions pas que si un Code ne peut, par le seul effet de ses textes, mettre un individu au ban de la société, l'opinion peut attacher à son nom la note d'infamie, et ses arrêts, de nos

jours, flétrissent autant que la marque de notre ancien droit.

Ainsi, voilà un enfant de 16 ans, de 17 ans, qui, pour avoir commis une première faute, se verra partout éconduit, ne pourra trouver le moyen de vivre en honnête homme et se verra presque contraint de demander aux engins du malfaiteur ce qu'il ne peut demander à l'outil du travailleur et de s'enrôler dans l'armée ténébreuse des repris de justice.

Est-ce là ce qu'a voulu le législateur ?

M. Chaumié, garde des Sceaux, présidant le premier Congrès national du patronage des libérés (1), parlait du « devoir d'aide et d'assistance envers ceux auxquels la vie « fut dure, et qui, souvent, si la fortune les eût fait naître « dans un autre milieu, entourés d'autres exemples, ré- « confortés, élevés par d'autres leçons, n'auraient pas « connu même la tentation des fautes auxquelles ils ont « succombé.

« Quoi de plus triste, dit-il, que de laisser, sans lui « venir en aide, un enfant aux prises avec la justice ré- « pressive, exposé à une première condamnation, qui, en « imprimant à sa vie une flétrissure, va peut-être la tour- « ner tout entière au mal ! »

A la séance du 31 janvier, du Comité des Enfants traduits en justice, M. Chaumié, dans le discours de rentrée, appelait encore l'attention sur cette idée, ajoutant qu'il

(1) *Revue pénitentiaire*, juillet-octobre 1903.

fallait préparer pour cet enfant, pour cet adolescent, « sa
• correction — en prenant ce mot dans son sens le plus
« élevé, — et faire sortir du bandit qu'il menace d'être
« l'honnête homme que l'atmosphère pernicieuse n'a pas
« encore étouffé, et qu'attend la société (1) ».

Cependant, bien faible est le discernement, bien mitigée est la responsabilité de l'enfant, eut-il 16 et même 17 ans, élevé dans ces milieux pervers dont il suit les impulsions et de l'influence desquels il s'imprègne sans s'en douter. Or, n'est-il pas évident que si l'enfant commet une faute, la responsabilité en incombe presque toujours au milieu ? L'enfant est, dans la société, l'être qui a le plus grand besoin de protection, et nous avons acquis la triste expérience qu'il n'est pas protégé ; que souvent il est abandonné, livré à lui-même par ceux que l'on est convenu d'appeler « ses protecteurs naturels ». La cause capitale de la chute de l'enfant est la mort ou la faillite de la famille.

« D'ailleurs, disait M. Garçon au premier Congrès national de droit pénal (2), la fatalité du milieu social n'apparaît nulle part avec plus de clarté que pour l'enfant délinquant. Que peut devenir, je le demande à tous, un
« pauvre petit être, né de quelque union de hasard, qui
« porte toutes les tares héréditaires du vice, qui n'a sous
« les yeux que l'exemple de la débauche, qu'on dresse à
« la mendicité dès qu'il peut tendre la main, auquel on n'a

(1) *Revue pénitentiaire*, février 1906, p. 297.

(2) *Revue pénitentiaire*, juin 1905, p. 753.

« jamais parlé de devoir, et qui, pour toute instruction, a
« appris à voler adroitement ? Par quel prodige veut-on
« qu'il devienne honnête homme ? N'est-il pas voué à la
« prison et au bagne ? Mais qui osera prétendre qu'en le
« laissant grandir dans ce milieu pervers, la société rem-
« plit tout son devoir ? Sur ce point l'accord est unanime,
« et l'on peut dire que l'enfant est sorti du droit pénal.
« Pour lui, du moins, on ne parle plus d'expiation et de
« responsabilité morale. On a compris que la peine
« n'était pas faite pour lui, puisqu'il existe un moyen
« meilleur et plus efficace de le ramener à la discipline
« morale. Sans doute il faudra peut-être le priver de sa
« liberté pendant de longues années, mais qu'importe, si
« la régénération est à ce prix ! ».

La cause capitale de la chute de l'enfant, avons-nous dit, est la mort ou la faillite de la famille. Il faut le prouver.

Ce ne sera pas difficile.

Pourquoi l'enfant est-il tombé ?

Parce qu'il n'a pas été élevé, ou parce qu'il l'a été mal ; autrement dit, parce qu'il n'avait pas de famille, ou parce qu'il en avait une mauvaise.

L'enfant n'a-t-il plus de parents ? Est-il orphelin ? Quoi d'étonnant à ce qu'il s'égare hors du droit chemin, lui qui n'a qu'un discernement restreint, aucune expérience et aucun guide ? Sans doute, en fait, il sera confié de bonne heure à une institution charitable, car la nécessité de remplacer la famille absente est si claire qu'elle impose en

quelque sorte des mesures immédiates. Un orphelinat recueillera bientôt les enfants qui sont dans cette triste situation, et les élèvera, leur tenant lieu de père et de mère. Il semblerait que ces petits malheureux dussent composer la classe la plus nombreuse parmi les enfants compromis. Tout au contraire, ils sont les moins nombreux.

Il n'en est pas de même de ceux qui ont une mauvaise famille, — et de ceux qui n'ont plus que leur père ou leur mère.

Les enfants naturels, par exemple, sont dans une situation morale bien plus mauvaise. Cela se conçoit. Ainsi l'enfant d'une fille-mère n'a que les soins de celle-ci, qui, bien souvent, ne pourra lui consacrer que peu de temps, à cause des préoccupations quotidiennes, de plus en plus nombreuses et absorbantes par suite des difficultés de la vie. En outre, il entend causer autour de lui, il entend d'autres enfants parler de leur père, et il finit par se demander pourquoi, lui aussi, il ne peut pas nommer le sien. Aussi les enfants illégitimes représentent, dans la population totale, la proportion de 8 0/0 ; ils entrent pour 14 0/0 s'il s'agit de garçons, et 19 0/0 s'il s'agit de filles, dans la population des enfants soumis à l'éducation pénitentiaire. Ces chiffres sont éloquentes. Remarquons que les filles, bien plus encore que les garçons, souffrent, à tout âge, d'ailleurs, des conditions détectueuses que crée une naissance irrégulière. Il ne s'agit pas d'expliquer ce fait comme le faisaient les anciens, du haut de leur philosophie étroite, « animal impudens... » disaient-ils en parlant de

la femme, et en discutant si elle avait une âme. Il suffit de constater que la fillette et la jeune fille sont entourées de plus de pièges et de causes de chutes ignorées d'elles, et que ce n'est pas trop — ce n'est pas assez, quelquefois, de toute la surveillance, de toute la sollicitude de leur famille, pour les protéger contre les atteintes du dehors. Vient-elle à être seule, ou à se trouver à moitié livrée à elle-même, par la disparition du père ou de la mère, la jeune fille se trouve immédiatement aux prises avec les difficultés de la vie : la chute est proche. Que dire si, dès sa naissance, elle n'a connu que l'un des deux ?

Toutefois l'enfant naturel est quelquefois entouré de soins ; souvent le père, la mère qui compose toute sa famille se dévouera davantage à lui.

Aussi plus éprouvés sont les enfants qui ont encore père et mère, mais dont ceux-ci ont disparu, ou ont déjà eu affaire en justice ; plus encore ceux dont les parents se sont séparés, car, dans ce dernier cas, l'enfant a vu les désordres intérieurs, les scènes de violences, les mauvais exemples...

Celui qui n'a plus que son père ou sa mère, en effet, n'est pas sans famille ; il reste quelqu'un pour veiller sur lui. Mais l'absence de l'autre ne tarde pas à se faire sentir. L'enfant livré, au moins dans une certaine mesure, à lui-même, profitera bientôt des circonstances, soit de la faiblesse de celui avec qui il vit, soit du relâchement de sa surveillance, soit de son absence, car le plus souvent, le père ou la mère, sera appelé au dehors, presque constam-

ment, pour les besoins conrants de la vie. Aussi, lorsqu'un enfant est arrêté, et que le père ou la mère avec qui il vit se présente pour répondre aux renseignements demandés par la commission rogatoire du juge d'instruction, on entend invariablement la réponse suivante : « Je ne puis pas « le surveiller constamment ; il faut que je travaille. Je « pars de bonne heure le matin, je rentre tard le soir, et, si « je faisais autrement, je n'aurai plus de travail ». Le juge d'instruction, d'ailleurs, ne manque pas de se renseigner à ce sujet, en faisant préciser les heures d'absence, les conditions de travail, qui surveille l'enfant pendant ce temps, etc...

En outre, ainsi que le remarque M. Joly (1), bien souvent la présence de l'enfant et son éducation ne suffisent pas à combler le vide du foyer. On remarque chez les veufs beaucoup plus d'abattement et de mélancolie que de penchant à la criminalité. Aussi, sur 100.000 veufs on compte 14 accusés ; sur 100.000 célibataires, on en compte 41. Par contre, sur 100.000 habitants de même condition, on compte 33 célibataires et 62 veufs qui se suicident. Il y a donc, en général, une dépression morale notable, destructive de toute énergie, et dont l'enfant subira le contre coup.

M. Joly nous donne quelques renseignements, puisés dans les statistiques, et qu'il n'est pas sans intérêt de citer.

(1) *Enfance coupable*, p 41.

En 1879, à la Société Générale des Prisons, M. Bonjean, juge au Tribunal civil de la Seine, analysait les dossiers de 30 enfants destinés à peupler une nouvelle colonie pénitentiaire. Sur ce nombre, il en signalait un « comme appartenant à une famille honnête sans restriction. — Un autre avait des parents honnêtes, mais ceux-ci ne le surveillaient pas, empêchés qu'ils étaient par leurs charges de famille. Pour les 28 autres, se succédaient les indications suivantes : — le père vit en concubinage, — enfant naturel de prostituée, — orphelin de mère, — le père a été condamné trois fois, — condamné avec sa mère, père disparu, — orphelin de père, abandonné par sa mère, — parents en prison, — poussé au délit par son père, etc., etc...

Voyons ensuite le patronage de M. Henri Rollet. On y examina un jour, dit M. Joly, les dossiers de 400 pupilles. 14,25 0/0 avaient une famille à peu près normale. Quant aux 85,55 0/0 d'enfants restants, leurs familles étaient anormales et la statistique suivante a été établie : 10 0/0 étaient orphelins de père et mère, — 11,25 0/0 étaient enfants naturels ; 13,25 0/0 avaient des parents condamnés ou disparus, — pour 16,25 0/0, les parents étaient séparés, soit de fait, soit après divorce, — enfin 35 0/0 n'avaient plus que leur père ou leur mère. Ces chiffres sont assez semblables aux précédents.

Si nous arrivons aux maisons de correction, nous retrouvons à peu près les mêmes proportions. Vers 1897, elles contenaient environ 7.000 enfants. Les orphelins

formaient un chiffre oscillant entre 500 et 600. Les enfants de parents inconnus ou disparus étaient 700, ceux des mendiants ou vagabonds étaient 1.000. — Les enfants naturels et ceux de condamnés dépassaient ce nombre et ces deux catégories étaient sensiblement égales. — Ceux qui n'avaient plus que leur père ou leur mère étaient 2.200.

Quant aux enfants recueillis dans des quartiers correctionnels, en raison de leur perversité plus grande, une statistique dressée par l'un des directeurs de ces quartiers, établit que 13 0/0 de ces enfants avaient été surveillés d'une façon normale ; 8 0/0 avaient été excités au délit par la famille elle-même. — 38 0/0 n'avaient eu aucune surveillance.

L'enfant qui tombe est donc, presque toujours, l'enfant mal élevé, c'est-à-dire mal surveillé. La responsabilité de sa chute incombe alors à ses parents.

Que dirons-nous des « moralement abandonnés » ? ceux dont les parents ont été reconnus indignes et ont été déchus de leur puissance, soit que le tribunal la leur ait retirée, soit qu'eux-mêmes l'aient cédée à l'Assistance Publique, montrant qu'ils préfèrent, à la charge de leur descendance, la flétrissure morale d'une lâcheté. Cette catégorie d'enfants est la pire de toutes. Grande est la différence entre les « enfants assistés » élevés dès leur plus jeune âge, et placés chez d'honnêtes gens qui les considèrent souvent comme leurs enfants, et les « moralement abandonnés, » qui, recueillis à un âge plus avancé,

ont grandi et ont eu le temps de se pervertir ». Comment pourrait-il en être autrement puisque ces déshérités de la vie sortent précisément des familles les plus lamentables ?

Qu'on me pardonne un exemple.

L'été dernier, vers quatre heures du soir, un individu se présentait au commissariat de Clignancourt, avec un enfant de cinq à six ans, et un autre de trois mois, que l'aîné portait dans ses bras. Cet individu déclarait alors qu'il passait, à quelque distance, avec son fils âgé de 6 ans ; celui-ci était resté en arrière — le père, d'ailleurs, ne pouvait expliquer pourquoi. Tout à coup, en se retournant il avait vu son fils tenant dans ses bras un jeune enfant, et, l'ayant questionné, il avait appris qu'une femme inconnue lui avait déposé cet enfant sans dire pourquoi, sans même mentionner son nom.

Le fis de cet homme confirmait ses dires. Pourtant une enquête rapide ne tardait pas à établir que cet homme avait voulu tromper le commissaire de police, et que le petit enfant était bien à lui, comme son aîné de 6 ans. Devant une vigoureuse réprimande cet individu avouait sa honteuse supercherie, tout en maintenant qu'il voulait mettre cet enfant à l'Assistance Publique. La femme avec qui il vivait venait, le soir même, réclamer l'enfant, affirmant qu'il appartenait bien à ce père indigne. Celui-ci n'avait pas craint de donner à son fils, âgé de 6 ans — à cet âge on peut comprendre — un exemple aussi lamentable... plus encore, de le forcer à être son complice !

Les enfants moralement abandonnés, — il y en a, nous venons de le voir, même dans les familles — sont donc les plus difficiles à redresser, parce qu'ils ont été, plus que les autres, pervertis. Si on les suit jusque dans le patronage de M. Voisin, la société de protection des engagés volontaires, on constate qu'ils fournissent la plus grande proportion de mauvaises notes. Ils sont inférieurs, non seulement aux enfants assistés, mais même aux jeunes détenus.

M. Joly nous soumet le tableau comparatif suivant, des plus suggestifs : Il s'agit des mauvaises notes données.

Années	Enfants assistés	Jeunes détenus	Moralement abandonnés
	o/o	o/o	o/o
1891.	4,6	4,8	5,4
1892.	3	4	5,5
1893.	5,8	8,8	6,9
1894.	6,5	9	14,5
1895.	6	8	14
1896.	4,90	7	9
1900.	6	7	9
1901.	7,5	9	10
1902.	7,5	9,6	11,9
1903.	8,3	9,3	11

Les moralement abandonnés sont donc pires que tous les autres, qu'ils soient enfants, qu'ils soient devenus hommes. C'est la preuve évidente que la corruption les a atteints plus profondément. Ils sont en effet les plus éprouvés. Ne vaut-il pas mieux ne pas avoir de famille

que d'en avoir une mauvaise ? Ne vaut-il pas encore mieux être livré au hasard que rester sous une influence pernicieuse qui détruira dans l'âme de l'enfant ce qu'il peut y avoir de bon en cultivant les instincts pervers, en les excitant, quelquefois même en les forçant à se révéler... et à produire ?

Entouré ou poussé par l'influence pernicieuse d'un milieu dépravé, l'enfant trouve devant lui deux voies : celle du délit et celle du suicide.

Beaucoup s'engagent dans la première, nous l'avons vu, et la déviation du début, le premier pas vers la criminalité, ce sera la mendicité ou le vagabondage, soit que l'enfant, dégoûté de sa famille, peut-être violenté, cherche, quelque jour, dans la fuite et la solitude, un je ne sais quoi de nouveau qui l'attire parce qu'il ne le connaît pas et espère y trouver un soulagement, une vie plus heureuse, soit que la famille elle-même dresse l'enfant à tendre la main et lui inculque le principe funeste qu'il vaut mieux mendier que travailler. Dans le premier cas, le jeune fugitif va d'hôtel en hôtel et finit par échouer dans un terrain vague, sous une porte cochère, en état de vagabondage. Comment l'idée du mal ne lui viendrait-elle pas ? Il commencera par le vol à l'étalage, le délit favori de l'enfance, se liera avec d'autres petits vagabonds et pratiquera la maraude avec eux jusqu'à ce que, arrêté en flagrant délit, il comparaisse devant un juge d'instruction. Dans le deuxième cas, l'enfant grandira à l'école du vice ; il n'aura reçu aucune instruction, aucune éducation mo-

rale, et, lorsque l'âge fera parler en lui la voix de l'indépendance, il sera mûr pour l'infraction.

En effet, des constatations faites par M. Jules Jolly et consignées dans son rapport du 20 août 1904 (1) il résulte que les crimes et délits le plus fréquemment commis par les enfants sont le vagabondage, la mendicité, le vol, que ce soit le vol à l'étalage, le vol à la tire, le vol au rendez-moi, etc... Ainsi, en 1903, 976 enfants des deux sexes ont été arrêtés à Paris. Le vagabondage seul était la cause d'arrestation de 348 garçons et 56 filles ; 73 garçons et 7 filles étaient arrêtés pour mendicité, 301 garçons et 23 filles pour vol.

En 1901, 5.006 enfants avaient été traduits en justice ; il y en avait 112 pour mendicité, 174 pour vagabondage, 3.493 pour vol. Le nombre des voleurs est ici prépondérant : c'est l'inverse de ce qui est constaté pour les arrestations, et cela provient de ce que la plupart des petits mendiants ou vagabonds échappent à la police correctionnelle.

En 1901, il y avait aussi 330 poursuites pour coups et blessures ; 33 pour attentat à la pudeur, 44 pour incendies, 39 pour escroqueries, 61 pour abus de confiance.

Où se recrutent les enfants criminels ? se demandait M. Jules Joly : et il répondait :

Dans les familles transplantées dans les villes, et qui n'en sont pas originaires ; sur 976 enfants arrêtés en 1903, 491, plus de la moitié, venaient de province.

(1) *Revue pénitentiaire*, mai 1904, p. 662.

Bien plus encore dans les familles désorganisées par la mort, le divorce, la désunion des parents, l'abandon des enfants, les condamnations... Sur 1.200 enfants arrêtés, 900 sont orphelins, issus de parents séparés, condamnés ou absents (1) (enquête faite par un inspecteur des prisons). Sur 600 familles d'enfants délinquants, 298 sont constituées normalement, au moins en apparence ; 130 sont constituées par des parents veufs ; 24 par des parents remariés après veuvage ; 19 par des époux divorcés ; 59 par des parents vivant en concubinage ; 34 par des parents séparés de fait. Sur ce nombre de 600 enfants, 268 travaillaient au dehors sans que personne prenne soin d'eux et 291 étaient surveillés par la mère seule.

D'après la statistique pénitentiaire de 1901, sur un total de 3.568 garçons et 690 filles détenus au 31 décembre 1901, 615 garçons et 292 filles étaient issus de parents plusieurs fois condamnés ; 133 garçons et 190 filles, de mendiants, vagabonds ou prostituées ; 1.125 garçons et 230 filles étaient orphelins de l'un de leurs parents ; 199 garçons et 124 filles étaient orphelins de père et de mère ; 58 garçons et 2 filles étaient élevés par des hospices ; 125 garçons et 68 filles avaient des parents inconnus ou disparus.

Le patronage familial de M. Albanel s'est occupé depuis trois ans de 648 enfants délinquants. Sur ce nombre, 135 appartenaient à des familles normales légitimes ; 75 à des

(1) Arbaux, *Les prisons de Paris*, p. 29.

familles normales naturelles ; 116 à des familles désorganisées par la séparation ou le divorce ; 322 à des familles éprouvées par la disparition de l'un des parents (1) ; sur 210 familles dont les parents habitaient ensemble, dans 140 le père et la mère travaillaient tous deux au dehors.

Enfin M. Joly constatait que la criminalité faisait ses ravages de préférence chez les enfants ne fréquentant pas l'école ou n'exerçant aucun métier ; ainsi 33 0/0 des garçons et 51 0/0 des filles étaient complètement illettrés ; 63 0/0 des garçons et 72 0/0 des filles n'avaient aucune profession, et la statistique du patronage familial (2) faisait ressortir que, sur 540 enfants, 390 avaient fréquenté l'école irrégulièrement, ou ne l'avaient pas fréquentée. Toutes ces indications ne révèlent-elles pas l'influence d'un milieu néfaste ?

D'autres s'acheminent vers le suicide.

• Le-suicide, dit à juste titre M. Joly, atteste un de ces états malsains, sur lesquels des circonstances accidentelles peuvent faire éclore des résolutions en apparence opposées, tuer un homme ou se tuer soi-même, par exemple, mais, à coup sûr, également fâcheuses. »

Le nombre des suicides d'enfants ou d'adolescents s'est accru dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. Vers 1840, la moyenne était de 144 ; en 1880, ce chiffre était monté à 319. De 1880 à 1897, il atteignait 615. En l'année 1900,

(1) *Bulletin du patronage familial*, sept. 1903. Albanel, *Le crime dans la famille*, p. 27 et suiv.

(2) *Bulletin*, septembre 1903.

il est vrai, le nombre fléchissait à 425 mais l'année suivante il remontait à 476.

Les grands centres, et notamment Paris, sont plus éprouvés par le suicide, surtout celui des femmes. Ainsi, parmi les mineurs traduits en justice, en 1895, les femmes mineures de 21 ans étaient seulement dans la proportion de 10 0/0. Dans le total des suicides parisiens, elles figuraient pour 40 0/0.

Qui ne verrait encore ici le rôle de la famille ? C'est en elle que l'enfant doit prendre ses premières idées, ses premières aspirations ; c'est là qu'il se forme un but, un idéal, bon ou mauvais ; et lorsqu'un enfant se donne la mort, une suspicion plane aussitôt sur la famille ; de quelle manière cet enfant était-il traité ? Comment était-il soigné, surveillé, pour qu'une telle catastrophe ait pu se produire ?

Lorsqu'on étudie les dossiers des petits suicidés, un fait frappe d'abord : c'est le grand nombre d'adolescents et de jeunes filles qui se détruisent dans une mansarde ou dans une chambre de garni. « Dans les trois années « que j'ai étudiées, dit M. Joly, je calcule que le tiers à « peine des victimes vivaient à peu près régulièrement, « dans une famille normale et d'apparence intacte. Les « deux tiers, bien examinés et bien comptés, sont des enfants naturels, des enfants ayant, à côté de leur père et « de leur mère, un beau-père, une belle-mère, ou une « personne se donnant l'un ou l'autre de ces titres ; des « enfants dont le père et la mère sont en instance de di-

« vorce, ou bien encore des enfants qui sont partis défi-
« nitivement de chez eux, les uns, soi-disant pour loger à
« portée de leur travail, les autres pour habiter chez des
« patrons ou des maîtres, d'autres, enfin, sans se donner
« la peine d'alléguer aucun motif et sans qu'on prenne le
« souci de leur en demander. » Quant au troisième tiers,
M. Joly y trouve encore, dit-il, des enfants dont la situa-
tion morale est obscure.

Là encore, les orphelins sont très peu nombreux ; nous
avons fait la même constatation en ce qui concerne la cri-
minalité. Mais les cas les plus fréquents dans le suicide
comme dans cette dernière, sont ceux des enfants, des
adolescents qui n'ont plus de véritable foyer et errent à
l'aventure, au caprice du hasard et à la merci de l'occa-
sion.

Entre autre exemples, M. Joly cite celui du jeune Al-
phonse E., âgé de 15 ans et trois mois, dont le dossier fait
connaître que le père et la mère étaient morts, le premier
alcoolique, la deuxième phthisique. Il avait déjà tenté de se
suicider, se déclarant dégoûté de la vie, ajoutant qu'il se
sentait isolé (1).

Le naufrage de l'enfant dans le suicide, comme celui
qui le jette à la maison de correction ou au tribunal, nous
montre bien la misère de ces petits malheureux qui ne
sont que des épaves de familles incomplètes, perversies ou
disparues.

(1) Voir l'intéressant chapitre de M. Joly « Le suicide » dans
l'Enfance coupable.

Telle est bien la conclusion du rapport de M. Jules Joly (1).

En terminant, il étudie les causes de la criminalité infantile et distingue les facteurs individuels ou anthropologiques et les facteurs sociaux.

Parmi les premiers, l'hérédité le frappe tout d'abord ; ainsi chez les enfants d'individus tarés physiquement, alcooliques, épileptiques, fous ; de même chez les enfants anormaux. Mais ils sont une faible proportion dans le contingent des mineurs délinquants, et forment à peu près la dixième partie des enfants traduits en justice. Les mauvais instincts, aussi, qu'ils soient propres, ou qu'ils proviennent d'une hérédité morale, ainsi chez les enfants des criminels.

Parmi les facteurs sociaux ; M. Jules Joly énumère d'abord le milieu : l'absence ou l'insuffisance de la famille, sur lesquelles nous nous sommes déjà étendu, et à laquelle il ajoute un certain abaissement des mœurs.

C'est ensuite l'éducation, soit intellectuelle, soit professionnelle. Beaucoup d'enfants ne fréquentent aucune école : sur 200.000 enfants d'âge scolaire, 45.000 environ ne vont dans aucune école. En outre, les difficultés matérielles, à ce sujet, sont sérieuses et les sanctions de la loi scolaire du 28 mars 1882 ne sont presque jamais appliquées. L'éducation morale est aussi négligée, ainsi que l'éducation professionnelle, qui est, pourtant, une sérieuse

(1) *Revue pénitentiaire*, mai 1904.

garantie contre les dangers de l'oisiveté, occasion, sinon cause de la chute de l'enfant.

M. Jules Joly conclut par ce court résumé : Des efforts instables ont été tentés récemment en faveur de l'enfance coupable : lois de 1889 et de 1898, institution du Patronage Familial, Comité de Défense... D'autre part, peu d'enfants sont irrémédiablement voués au mal, et, pour trapper la criminalité infantile, il faudrait réformer le milieu, et tout d'abord le milieu familial.

Il semblerait donc que, dans l'intérêt de l'enfant, on dût s'efforcer de consolider les liens de la famille et de lui donner une nouvelle énergie, une nouvelle considération. Aussi ne paraît-il pas opportun de proposer la suppression du délit d'adultère. Le moment est venu, dit-on, de le reléguer dans la catégorie banale des délits civils. Emile de Girardin avait déjà soutenu cette thèse, et M. Viviani (1) rêvait de l'introduire dans la loi. Sans doute des jurisconsultes éminents partagent cette opinion, notamment M. Laborde (2), M. Jules Joly (3). Mais je ne puis m'empêcher de remarquer que si la famille moderne, sanctionnée encore par des dispositions pénales, est dans un état si lamentable, elle le sera bien davantage lorsque la sanction aura disparu. Et d'ailleurs la sanction n'est-elle pas déjà rendue illusoire par l'indulgence du Parquet, si proverbiale en cette matière, que les inculpés eux-mêmes, lorsqu'ils sont

(1) *Le Gaulois*, 23 juin 1895.

(2) *Cours de droit criminel*, n° 695.

(3) *Revue pénitentiaire*, mars 1905.

pris en flagrant délit, disent en riant ; ce sera 25 francs d'amende ? Délit civil, dit-on ? Il nous paraît, au contraire, que l'ordre social est intéressé au premier chef, car laisser impuni un attentat contre la famille, c'est se désintéresser de sa désunion et de sa ruine ; qui en souffrira ? L'Enfant, et après lui la société.

Ainsi donc l'expérience prouve que l'enfant qui grandit dans un mauvais milieu familial est pour ainsi dire porté au mal sans s'en rendre compte, subissant certaines dépressions morales, voyant surtout de déplorables exemples, — quelquefois même entendant des conseils qui causeront sa perte.

Mais il est d'autres milieux que la famille. De nos jours, l'enfant quitte celle-ci de bonne heure. Dès qu'il peut produire quelque travail — et, — pourquoi ne pas le dire ? — dès que ses parents entrevoient le salaire qu'il peut rapporter, ou la dépense qu'il peut supprimer tout au moins, il prend le chemin de l'atelier. Livré trop tôt à lui-même, il ne tardera pas à acquérir des fréquentations douteuses, puis franchement mauvaises.

Le petit apprenti n'est plus aujourd'hui, comme autrefois, dans une famille où il a tout ce qu'il lui faut, mais où il est surveillé, où il ne gagne pas, parce qu'il est trop jeune, où il ne peut, par conséquent, courir les aventures. Il occupe, de bonne heure, la place d'un commis, d'un ouvrier ; il gagne quelque salaire, et, poussé par une précocité plus grande, par ce qu'il lit, ce qu'il voit, ce qu'il entend, il veut jouir de suite, comme un homme ; il veut

avoir toute sa liberté, et bientôt il en fera le plus mauvais usage. Il ne frâye plus avec les gamins de son âge ; il suit les hommes, les imite, prend leurs manières, leurs habitudes, leurs vices ; il fume parce qu'il a vu fumer ; il va à l'estaminet parce que les autres y vont ; il se laisse vite entraîner par un camarade même mauvais, pourvu que celui-ci flatte sa vanité en n'ayant pas l'air de le prendre pour un « petit garçon ». Comme le remarque justement M. Joly (1), l'être humain est tourmenté par un besoin de ce qu'il n'a pas encore ou de ce qu'il n'a plus, lorsqu'il le voit chez les autres. Les enfants, les adolescents surtout, n'y échappent pas : peut-être, seulement, chez eux, cette impulsion est-elle provoquée principalement par la vanité.

Et cette influence pernicieuse du milieu se fera sentir encore davantage lorsque l'enfant, suivant le mouvement qui pousse le campagnard à la ville, viendra de son village, où il ne connaissait rien, et se trouvera jeté, sans transition, dans la vie, si différente, des grands centres. :

Cette influence néfaste nuira aussi bien à l'enfant de 16, de 17 ans, qu'à celui de 15 ans, et l'on comprend, dès lors, le but du projet Cruppi : il s'agit d'étendre à ces adolescents les mesures dont bénéficient les mineurs de 16 ans.

Bien que l'on ne puisse nier l'influence que peut avoir un milieu mauvais sur l'enfant, et que l'on soit porté à

(1) Joly, *France Criminelle*, ch. vi.

considérer son discernement comme faussé, et sa responsabilité comme très affaiblie, il ne faut cependant pas aller jusqu'à nier l'existence de tout discernement, de toute responsabilité. Si faible, si voilée qu'elle soit, la voix de la conscience et du sens moral se fait presque toujours entendre.

« On ne nous fera point croire, disait M. A. Le Poittevin, dans un article contenant ses observations sur le projet Cruppi (1), que les criminels ou délinquants de 16 à 18 ans manquent vraiment de discernement, au sens psychologique du Code pénal ; l'hypothèse, du moins, sera rare. Et nous n'admettrons pas, non plus, qu'il soit opportun de leur conférer trop aisément et comme par une clause de style le bénéfice du non-discernement, au sens pratique que nous avons précédemment défini. Il y a des cas trop graves, et trop nombreux aussi, dans l'état actuel de la criminalité juvénile, pour que l'on puisse descendre à cet excès de faiblesse judiciaire ; le bienfait qu'autorisera la loi, dans les conditions extensives du projet, devra être accordé avec discrétion et réservé aux situations favorables... »

Après avoir rappelé en quelques mots les principes du Code pénal, M. A. Le Poittevin constatait, au début de cet article, qu'en pratique, et de plus en plus, on a fini par ne s'occuper que du résultat, c'est-à-dire des avantages que présentait, pour le mineur, au point de vue de son relèvement, l'absence de condamnation.

(1) *Revue pénit.*, juill.-oct. 1903, p. 1070.

Il constate que les sociétés qui s'intéressent à l'enfance coupable, suivant en cela un grand courant d'opinion formé depuis longtemps, insistent auprès des tribunaux, pour que ceux-ci, niant le discernement, ordonnent seulement des mesures d'éducation, qui permettront plus facilement au mineur de se relever, notamment en lui laissant intact son casier judiciaire, et en lui facilitant l'engagement militaire.

« On en est ainsi venu, dit-il, non plus à éviter la condamnation parce que le discernement n'existait pas, mais à nier le discernement parce qu'on tenait à éviter une condamnation. La solution de la question psychologique de responsabilité est passée à l'arrière-plan et le non-discernement est devenu une formule commode et souveraine dont l'emploi dispense de condamner. »

C'est une déviation des principes mais, ajoute M. A. Le Poittevin, comme il semble que la défense sociale serait mieux sauvegardée par ce procédé, « il est d'une meilleure politique criminelle de l'employer ». On n'aura évidemment qu'à s'en féliciter si, ainsi, on parvient à remettre dans le droit chemin des mineurs de 16 ans qui, autrement, auraient grossi les rangs déjà trop nombreux des récidivistes.

Dès lors, il n'y a pas de raison pour ne pas adopter ce système lorsqu'il s'agit d'adolescents de plus de 16 ans : et c'est pour cela qu'on propose de reculer la majorité de 16 à 18 ans, car il y a même raison d'espérer, dans ces cas, le reclassement du coupable, et, d'autre part, il est

évident que l'intérêt social ne sera pas lésé, au contraire.

Sans doute, des moyens de relèvement sont déjà à la disposition de ce délinquant, notamment la loi du 26 mars 1891, combinée avec les lois sur le recrutement militaire et le casier judiciaire. Certes, il y a loin de l'absence de condamnation à la condamnation avec sursis, mais les inconvénients de celle-ci ont été diminués par le législateur, tant au sujet du casier judiciaire que de l'engagement dans les armées. D'ailleurs, si le délinquant ne tombe pas dans la récidive, un délai de 5 ans ne fera-t-il pas disparaître la condamnation ?

Et cependant le projet de loi paraît bon à M. Le Poittevin, car ce projet va plus loin que la loi de sursis, et permet au mineur de 18 ans d'échapper à toute condamnation et de recueillir pleinement les avantages obtenus par les sociétés protectrices, pour les mineurs de 16 ans acquittés comme ayant agi sans discernement, d'autant plus qu'une contre-partie est proposée, que nous étudierons plus loin : la possibilité de placement jusqu'à la majorité, sous la surveillance de l'administration pénitentiaire, par le moyen de la correction.

Déjà M. Grimanelli avait précédemment constaté l'utilité de la réforme proposée (1).

« Nous avons appris, disait-il, à mieux analyser les éléments qui entrent dans ce produit lamentable qu'est le crime ou le délit de l'enfant. S'il importe d'éveiller chez

(1) *Revue pénitentiaire*, juin 1903, p. 827.

« l'enfant le sentiment de la responsabilité personnelle,
« sans qu'il soit du reste nécessaire de la rattacher à au-
« cune conception métaphysique, s'il faut tenir compte de
« certaines perversités précoces, combien grande est la
« part à faire aux tares et aux anomalies physiologiques,
« aux hérédités funestes, à la désorganisation du foyer par
« des causes soit physiques, soit morales, soit écono-
« miques, à l'indignité ou à l'impuissance de la famille,
« aux mauvaises suggestions du milieu social et à l'insuf-
« fisance de la protection sociale contre ces sugges-
« tions, etc.

« Si les facteurs du méfait de l'enfant sont mieux con-
« nus, nous commençons aussi à nous mieux rendre
« compte du genre de prophylaxie et de traitement qu'ap-
« pelle ce cas désolant de pathologie sociale, et même,
« dans la mesure où la notion de discipline répressive lui
« reste applicable, des caractères spéciaux que doit re-
« vêtir cette discipline.

« Enfin les penseurs montrent et le public sent toujours
« mieux à quel point c'est pour la société tout à la fois un
« devoir précis et un intérêt puissant de faire tout l'effort
« possible pour obtenir l'adaptation sociale et le reclasse-
« ment dont il s'agit. »

Après avoir constaté la diffusion de ces idées dans le monde civilisé, M. Grimanelli proposait de soutenir le projet de M. Cruppi.

Le 5 septembre 1905, au cours de sa conférence « l'Enfance coupable », dans laquelle il s'efforçait de mettre en

lumière trois problèmes intéressants et d'actualité : la gravité de ce fléau social qu'est la criminalité de l'enfance, les causes de ce fléau, les responsabilités qu'il implique, M. Grimanelli revenait encore à cette idée : « Préserver l'enfant du vice et du délit et pour cela, secourir, avant tout, ceux qui sont moralement abandonnés ou simplement misérables : tel est le premier point qu'il abordait. Parmi les causes de cette criminalité, constatait l'éminent conférencier, il en est, sans doute, de psychologiques, de physiologiques... mais il y en a surtout de sociales ; et, au premier rang de ces dernières, l'absence, la mutilation, la corruption de la famille ; la désorganisation du foyer par l'occupation de la femme loin de son logis, l'habitation malsaine, sans air, sans espace, avec ses maladies, ses vices, et la dangereuse promiscuité...

Et il constate encore que le remède serait l'établissement d'un système coordonné de mesures préventives et curatives ; il faut « substituer dans le traitement de l'enfant coupable, à la pénalité, tempérée par la pitié, la « notion du redressement d'orthopédie morale par une « éducation et une discipline appropriées. Cet esprit se « propage partout ».

Les juges admettent de moins en moins le « discernement » et appliquent de plus en plus aux mineurs délinquants un autre régime que celui de la pénalité.

« On peut, à ce sujet, ajoutait M. Grimanelli, se demander si la formule adoptée par la plupart des législations, « discernement ou non-discernement est la plus ration-

« nelle et répond bien à la réalité des faits. Peut-être se-
« rait-il préférable de soustraire tous les délinquants de
« moins de 16 ou 18 ans, en raison de leur âge seul, au
« régime des condamnations, pour les soumettre, durant
« tout le temps nécessaire, à des mesures variables et
« graduées de tutelle et de discipline sociales, en vue de
» leur amendement.

Ainsi donc la raison, tirée du milieu néfaste et de l'influence qu'il aura presque toujours sur l'enfant, dont il faussera le sens moral, repose sur des constatations contrôlées et est réellement fondée ; mais pour M. Grimanelli, comme pour M. Le Poittevin, elle cache un autre motif, tout aussi incontestable : c'est l'orientation nouvelle des idées dans les questions intéressant les mineurs ; le désir d'éviter à ceux-ci la peine, et d'employer à leur égard un système de correction, de redressement, d'éducation ; dût-on répondre non à la question de discernement lorsque celui-ci existe : on tourne l'esprit de la loi en respectant son texte, parce qu'on veut atteindre un but qu'on estime meilleur.

Ainsi donc il paraissait désirable de reculer la majorité pénale. Mais quelle limite établir ? Fallait-il choisir l'âge de 20 ans, comme en Autriche, en Portugal, en Roumanie, 21 ans, comme en Russie, ou 18 ans, comme en Espagne, en Allemagne, en Danemark, et autres pays ?

Les uns, nous l'avons vu, proposaient 21 ans. C'était faire coïncider la majorité pénale et la majorité civile, chose très juste, disait-on, car il paraît illogique de considérer

comme pleinement responsable de ses actes un individu, qui, au point de vue civil, est frappé d'incapacités qui ne disparaîtront que lorsque la 21^e année aura sonné, et dont la raison d'être est le besoin de protection.

Le raisonnement paraît fondé ; cependant une simple remarque suffit à en faire apparaître le défaut. La notion de l'intérêt, le calcul, l'habileté dans les affaires sont plus lents à se développer, et demandent le concours du temps et de l'expérience ; la notion du bien et du mal, au contraire, est acquise de bonne heure, parce qu'elle n'exige aucun apprentissage, aucune expérience : la seule condition nécessaire est d'avoir le sens moral, ou, si l'on veut, une conscience. Il est certain qu'à 21 ans, l'individu qui naît à la capacité civile est né, depuis longtemps, à ce que nous pourrions appeler, par contraste, la « capacité criminelle ».

La grande majorité des auteurs se prononçaient pour la fixation de la majorité à 18 ans.

Pourquoi avoir choisi cet âge, de préférence à tout autre, pour déterminer le moment jusqu'auquel la question de discernement pourra être posée ?

C'est que d'abord cet âge apparaît comme la limite extrême, après laquelle un adolescent n'est plus susceptible d'éducation. « Nous admettons une période de minorité, » disait M. Cuhe, pendant laquelle le juge peut prononcer « d'autres peines que les peines éducatrices, s'il estime « que le mineur délinquant est devenu inéducable. Sans « avoir sur ce dernier point une conviction définitivement

« formée, j'estime que l'âge de 18 ans serait, en tout cas, « une limite qu'il faudrait à tout prix ne pas dépasser » (1).

En outre, une considération pratique d'une très grande importance est à invoquer en faveur de ce choix. Depuis la loi militaire nouvelle (21 mars 1905, art. 50), comme avant, l'engagement dans l'armée ne peut être contracté qu'à l'âge de 18 ans. Cet engagement est très efficace, on ne le conteste guère, pour arrêter les adolescents dans la voie du crime. « Il importe donc, disait M. Voisin (2), que « le législateur prenne toutes les mesures utiles pour que « les mineurs puissent arriver à l'âge de 18 ans, sans « avoir subi une condamnation pouvant devenir un obstacle au seul moyen de salut qui s'offre à eux ».

Ce motif était invoqué par M. Cruppi, dans les considérations qu'il développait à l'appui de la proposition de loi.

« L'armée, disait-il, a été une école de redressement « moral pour un grand nombre de jeunes gens qui s'étaient « laissés entraîner à commettre des fautes graves dans « leur jeunesse. Nous pourrions citer de nombreux cas de « jeunes gens condamnés à l'âge de 16 ou 17 ans, qui « sont devenus de très bons sous-officiers, très estimés de « leurs chefs, et de très honnêtes gens. »

Le 21 juin, M. Cruppi déposait entre les mains du Président de la Chambre (3), un rapport, fait au nom de la

(1) Cuhe, *op. cit.*, p. 126, n. 1.

(2) Rapport précité de M. Voisin. *Revue pénit.*, 1903, p. 401.

(3) *Journ. off.*, Docum. parlem., Chambre, annexe 2499.

Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle.

M. Cruppi y affirmait encore les considérations exposées, s'appuyant sur l'exemple des législations étrangères. Il insistait, de plus, sur la question de l'engagement militaire.

« A l'appui de ces observations, je me permets, disait-il, « de soumettre à la Chambre quelques extraits d'une lettre « qui m'a été écrite sur l'objet du présent rapport, par « l'honorable M. Félix Voisin, conseiller à la Cour de cassation. Vous avez bien voulu me demander, m'écrit « M. Félix Voisin, de vous donner quelques exemples des « bienfaits du patronage exercés sur des jeunes gens dont « l'avenir était, au début même de leur existence, compromis par des condamnations judiciaires. En voici trois : « je pourrais vous en citer des centaines.

« 1° Un sergent-fourrier considéré comme un des « meilleurs sous-officiers de son régiment, actuellement « marié dans de bonnes conditions et qui a été condamné « une première fois pour abus de confiance à l'âge de « 16 ans et deux mois ; depuis cette condamnation, il en a « subi six autres pour mendicité, filouterie, vagabondage « et vols ; il est aujourd'hui réhabilité ; c'est l'engagement « dans l'armée et le patronage affectueux dont nous l'avons « entouré qui, l'ayant arraché aux mauvais milieux dans « lesquels il se perdait, l'ont définitivement sauvé ;

« 2° Un autre sous-officier, également très estimé de ses « chefs actuellement, a été condamné pour mendicité et

« vol à l'âge de 17 ans ; depuis, il a subi cinq autres con-
« damnations pour mendicité et vols ; c'est évidemment
« la première condamnation qui l'a entraîné dans les
« autres ; ici, encore, c'est l'engagement dans l'armée et
« le patronage l'entourant de bons conseils, qui ont fait de
« lui un très honnête homme ; il est réhabilité.

« 3° Un troisième sous-officier a été condamné à 17 ans
« et 9 mois à 15 jours de prison pour vol : réhabilité de-
« puis, considéré comme un modèle dans son régiment
« de ligne, mais ayant, pendant de longues années, cruelle-
« ment souffert de voir son avenir entravé ; marié, père de
« famille.

« On sent, ajoutait M. Cruppi, combien cette œuvre
« de patronage pourra s'exercer plus utilement encore
« lorsque l'époque de la majorité pénale sera fixée à
« 18 ans, c'est-à-dire à l'âge même où les jeunes gens
« peuvent s'engager. »

M. Strauss, dans le rapport qu'il présentait le 6 février 1906, pour soutenir devant le Sénat la proposition de loi de M. Cruppi, adoptée à la Chambre, invoquait les mêmes motifs, relatant les quelques exemples empruntés au témoignage de M. Voisin pour démontrer les inconvénients du système actuel au point de vue du patronage militaire.

Depuis longtemps déjà, l'engagement militaire était apparu comme un moyen des plus efficaces, de ramener le mineur délinquant dans la bonne voie.

Le 12 avril 1895, M. Voisin donnait lecture, au Comité

de défense, d'un rapport intitulé. « Du vagabondage de l'enfant et de l'engagement militaire (1) ». M. Voisin affirmait que c'était là la seule chance de salut pour les mineurs, « en ce qui concerne, bien entendu, ajoutait-il, ceux âgés de 18 ans ». Si quelque barrière peut arrêter l'enfant vicieux dans la voie fatale — surtout celle du vagabondage — c'est incontestablement l'incorporation dans les cadres militaires, avec les habitudes d'ordre, de ponctualité, de régularité, avec la discipline qui la suivent. Sans doute on retrouve quelquefois les anciennes mœurs, sous forme de découchage, de bordées, de désertion même... mais les peines terribles qui accompagnent ces fautes suffisent d'ordinaire à retenir l'esprit faible sur la pente qui l'entraîne ; l'exemple fait le reste.

« Mais il faut compter, disait M. Voisin, avec le scepticisme ou l'ignorance de certaines administrations à l'égard de tout ce qui est relèvement, reclassement, réhabilitation. Dans certains départements il est presque impossible de faire admettre par l'autorité militaire l'engagement d'un enfant assisté, d'un moralement abandonné, d'un jeune détenu. On lui trouve toujours une tare ! Ainsi les meilleures lois sont annulées !

« Il faut entreprendre, ajoutait M. Voisin, le siège des bureaux de recrutement ; il faut faire comprendre à l'autorité militaire, comme aux tribunaux et à l'administra-

(1) Depuis le 1^{er} janvier 1893, des décisions du ministre de la Marine avaient imposé pour les engagements dans l'armée de mer la même règle que la loi avait établie pour l'armée de terre.

« tion, que la maison de correction ne corrompt pas nécessairement l'enfant ; que, quelque défectueuse qu'elle soit, elle est infiniment préférable à la rue et que c'est la rue qui reste toujours la grande école de la corruption... ; il faut lui expliquer que l'incorporation étant fatale, elle a intérêt à prêter son concours aux œuvres de relèvement et à favoriser l'engagement qui peut sauver l'enfant... »

Il faudrait, disait le rapporteur, garder ces enfants le plus près possible de ses protecteurs naturels, ou de l'établissement qui les a élevés, du patronage qui les protège. Ce sera toujours trop de ceux qu'une loi rigoureuse jette dans la redoutable promiscuité de la légion étrangère et des bataillons d'infanterie légère (1).

C'était là, en effet, l'écueil pour le mineur qui avait subi une condamnation. Il était exclu de l'armée et ne pouvait accomplir son service militaire que dans les bataillons d'infanterie légère d'Afrique, où il se trouvait de suite en contact avec des individus en grande partie sujets à caution. C'était la corruption à peu près certaine.

L'art. 5 de la nouvelle loi militaire qui a remplacé la loi

(1) La question fut encore agitée au VI^e Congrès national du patronage des libérés. On y décidait qu'il y avait lieu de favoriser l'engagement, même des mendiants ou vagabonds ; que l'on devrait aussi supprimer la nécessité de jouir des droits civils et de fournir un certificat de bonne vie et mœurs ; on demandait même que l'engagé bénéficiât d'une libération conditionnelle ou d'un abandon de poursuites s'il avait été condamné pour vagabondage ou mendicité ou s'il était poursuivi. *Revue pénit.*, 1903, p. 974 et s.

du 15 juillet 1889, prononce encore cette mesure contre les individus reconnus coupables de crimes et condamnés seulement à l'emprisonnement, par application de l'art. 465 du Code pénal ; contre ceux qui ont été condamnés correctionnellement à six mois de prison au moins pour outrage public à la pudeur, vol, escroquerie, abus de confiance ou attentat aux mœurs prévu par l'art. 334, C. P., ou pour avoir fait métier de souteneur (loi du 3 avril 1903) ; — contre ceux enfin qui ont été l'objet de deux ou plusieurs condamnations, dont la durée totale est de six mois au moins, pour l'un ou plusieurs des délits ci-dessus spécifiés.

Les délinquants dont il s'agit sont incorporés dans les bataillons d'infanterie légère d'Afrique, sauf décision contraire du ministre de la Guerre après enquête sur leur conduite depuis leur sortie de prison.

Et ceux qui veulent contracter un engagement doivent, aux termes de l'art. 50, justifier qu'ils n'ont encouru aucune des condamnations tombant sous le coup de l'art. 5, « à moins, dit l'art. 50, qu'ils ne veuillent contracter leur « engagement pour un bataillon d'infanterie légère « d'Afrique, ou qu'ils ne justifient d'une décision prise « par le ministre de la Guerre après enquête sur leur conduite depuis leur sortie de prison ». Dans ce dernier cas, l'engagement dans tout corps autre que les bataillons d'Afrique, ne sera reçu que pour cinq ans.

Pour prouver qu'il remplit bien les conditions exigées, l'engagé volontaire doit produire un certificat délivré par

le maire de son dernier domicile, et surtout un extrait de son casier judiciaire.

Sans doute il faut reconnaître que, déjà, le sursis, qui sera fréquemment accordé quand il s'agit d'un mineur, apporte un palliatif sérieux à la situation : ajoutons que le mineur ne pouvant être condamné, même pour crime, qu'à une peine d'emprisonnement, le sursis sera légalement admissible dans tous les cas. Or, le sursis a pris, au point de vue militaire, une grande importance même pour les mineurs qui ont dépassé 16 ans ; et cet avantage résulte de la loi du 1^{er} mai 1897 qui décide que l'art. 5 et les trois derniers paragraphes de la loi du 15 juillet 1889 ne s'appliquent pas aux hommes qui auront bénéficié de la loi du 26 mars 1891 ; et les conditions prescrites à l'art. 59, §§ 3 et 4 de la dite loi, ne sont pas exigées d'eux lorsqu'ils contracteront un engagement volontaire de 4 ou 5 ans.

De plus, en dehors des restrictions apportées de droit commun aux mentions que doit contenir le *Bulletin* n° 3 (art. 7, 6° de la loi du 5 août 1899 au cas de condamnation avec sursis à un mois ou moins d'un mois d'emprisonnement, avec ou sans amende), le législateur accorde au mineur de 16 ans un privilège spécial.

Aux termes de l'art. 7, n° 5, de la loi du 5 août 1899, en effet, « ne sont pas inscrites au *Bulletin* n° 3... une première condamnation à un emprisonnement de trois mois ou de moins de trois mois prononcée par application des art. 67, 68, 69 du C. P., mais en cas de condamnation ul-

térieure pour crime ou délit à une peine autre que l'amende, le *Bulletin* n° 3 reproduirait cette condamnation.

Malheureusement, au point de vue militaire, ces dernières faveurs étaient nulles ; ce n'est pas le *Bulletin* n° 3 qui est délivré à l'autorité militaire, mais le *Bulletin* n° 2, relevé intégral du *Bulletin* n° 1. Et la loi de 1899 a même été modifiée sur ce point par la loi du 11 juillet 1900, parce qu'elle avait laissé place à une interprétation fâcheuse : on avait cru nécessaire de délivrer à l'autorité militaire le *Bulletin* n° 2 intégral, c'est-à-dire avec les décisions prononcées par application de l'art. 66 ; et, par une application, d'ailleurs inexacte, du *Bulletin* délivré, des mineurs avaient été considérés comme des condamnés, au point de vue des incapacités qu'édicte la loi sur le recrutement.

Malgré le palliatif du sursis, et les adoucissements introduits en faveur des mineurs tant dans la loi sur l'engagement militaire (1) que sur le casier judiciaire, il est certain que la mesure proposée par M. Cruppi présentait de grands avantages : toute condamnation, toute entrave à

(1) La nouvelle loi militaire est moins rigoureuse dans son art. 3, que la loi de 1889. Pour exclure un citoyen de l'armée, elle ne décide pas qu'il faille une condamnation de trois mois, pour les motifs indiqués, comme la loi de 1889 ; elle fixe six mois ; ou bien deux condamnations au moins, dont le total ne soit pas inférieur à six mois, tandis que la loi de 1889 ne se préoccupait pas du total.

l'engagement militaire, par conséquent, pourrait être évitée jusqu'à la date où celui-ci devient possible.

Dès lors le mineur pourrait trouver dans l'armée, dans un régime de discipline, de régularité, d'honneur, un garde-fou qui le préserverait de nouvelles chutes, en même temps que le patronage exercerait sur lui son influence salutaire.

Les résultats obtenus étaient d'ailleurs dignes d'être pris en considération et encouragés. Le patronage de M. Félix Voisin en a donné une preuve manifeste.

Fondée en 1878, la Société de Protection des Engagés volontaires élevés sous la tutelle administrative, est présidée par M. Félix Voisin, conseiller à la Cour de cassation, vice-président du Conseil de surveillance de l'Assistance Publique de Paris. Elle a pour but d'encourager les engagements des jeunes gens élevés : 1° dans les maisons d'éducation pénitentiaire, publiques ou privées ; 2° sous la tutelle de l'Assistance Publique ; enfants assistés ou enfants moralement abandonnés, et qui, ayant atteint l'âge de l'engagement, se sont montrés dignes d'aide et de protection.

L'action de cette Société, à l'égard de ces jeunes gens, s'exerce pendant la durée de leur séjour au corps et les accompagne jusqu'au moment de leur rentrée dans la vie civile.

La Société, d'ailleurs, est en relations constantes et directes avec les Sociétés de patronage de province qui confient à ses soins les jeunes gens moralement abandonnés.

Ainsi, en 1893, paraissait le compte rendu de l'année 1892, qui nous apprend que le nombre des patronnés est monté de 1.316 à 1.532. Outre les trois tableaux concernant les jeunes détenus, les assistés et les moralement abandonnés, ce document contenait un quatrième tableau concernant les condamnés. Ce sont les enfants, préalablement frappés de condamnations, qui sont adressés à la Société par la Préfecture de police et le petit Parquet, pour être admis au patronage et engagés dans l'armée « s'ils s'en sont montrés dignes par leur conduite durant leur détention ». Le tableau des conduites concernant cette catégorie n'était pas beaucoup moins satisfaisant que ceux des trois autres : 80 0/0 de conduites bonnes et très bonnes au lieu de 36 0/0 ; en outre, sur 63 condamnés, 5 avaient été admis à passer des bataillons d'Afrique dans les régiments. Mais ce qui frappait davantage, c'était la comparaison entre les conduites des 608 jeunes détenus et des 621 enfants assistés. Les premiers comptaient 206 conduites très bonnes contre 210 pour les seconds.

La moyenne des gradés demeurait la même que celle de l'année précédente : 20 0/0 pour les jeunes détenus.

Le nombre des rengagés montait de 34 à 92 ; pour eux, la moyenne des conduites très bonnes et bonnes dépassait 92 0/0.

La récidive, toutefois, qui était de 21 0/0 l'année précédente, était montée à 23 0/0. Il serait difficile de dire à quoi était due cette légère augmentation ; on a seulement

remarqué qu'elle provenait des jeunes gens sortis dans les dernières années (1).

En 1902 (2) le nombre des patronnés, qui était de 3.233 l'année précédente, était monté à 3.300, malgré un nombre excessif de réformes, dû au délabrement physique de beaucoup d'entre eux. La moyenne générale de la conduite était de 30 0/0 de bonnes ; la moyenne était de 34 0/0 pour les jeunes détenus et les enfants assistés ; 30 0/0 pour les moralement abandonnés ; 66 0/0 pour les mineurs condamnés. Cette dernière catégorie, en progression continuelle atteignait le chiffre de 664 en 1902. La mauvaise conduite (moyenne générale) fournissait une proportion de 44 0/0 ; 9 0/0 pour les jeunes détenus ; 3 0/0 pour les enfants assistés, 44 0/0 pour les moralement abandonnés, 22 0/0 pour les mineurs condamnés. La supériorité des enfants assistés sur les jeunes détenus, au point de vue de la conduite, s'explique par un fait souvent signalé des Directeurs de Colonies pénitentiaires : les tribunaux montrent une répugnance de plus en plus grande pour l'envoi en correction, et n'y ont recours que pour les enfants les plus pervers.

La différence s'accroît encore si l'on compare les gradés de chacune des quatre catégories de patronnés : La moyenne générale, en ce qui concerne les gradés, est de 17,5 0/0. Elle est de 24 0/0 pour les enfants assistés ; 13,5 0/0 pour les jeunes détenus (dépassés par les enfants

(1) *Revue pénitentiaire*, juill. 1893, p. 980.

(2) *Revue pénitentiaire*, 1903, p. 588.

moralement abandonnés) ; 8 0/0 pour les mineurs condamnés.

Au point de vue de la tempérance, les enfants assistés présentent une supériorité très marquée. Depuis le début, 4 0/0 seulement ont été punis pour ivresse ; la moyenne des mêmes punitions, pour les trois autres catégories, est au contraire, de 9 0/0.

Le nombre des rengagés, qui croît d'année en année, est de 471. La moyenne des gradés, parmi eux, est de 51 0/0 ; celle des bons sujets reste au chiffre éloquent de 90 0/0.

L'esprit d'économie se développe également avec succès, grâce aux efforts de la Société. Plus des trois quarts des patronnés ont un livret de caisse d'épargne, montant au total de 175.000, francs représentant une moyenne de près de 120 francs par individu.

Enfin 29 pupilles ont pu obtenir, par les soins de la Société, la réhabilitation et 13 ont mérité leur passage des bataillons d'Afrique dans les régiments de ligne.

Le nombre des pupilles de la Société tend à devenir stationnaire.

Au 31 décembre 1904 (1), le nombre de pupilles de la Société était de 3.324, se répartissant ainsi : 616 gradés, 551 ayant un emploi ; 241 dans les équipages de la flotte, et parmi eux 139 brevetés ; 1.916 soldats, dont 142 avaient obtenu le galon de 1^{re} classe.

(1) *Revue pénitentiaire*, nov.-déc., 1905, p. 1326.

Au point de vue de la conduite, le 27^e compte rendu annuel donnait les résultats suivants :

Conduite très bonne et bonne : jeunes détenus, 85,5 0/0 ; enfants assistés 88 0/0 ; moralement abandonnés, 83,6 0/0 ; mineurs condamnés, 71 0/0. Ces chiffres étaient sensiblement plus élevés que ceux de l'année 1903.

De 1902 à 1904, le nombre des rengagements s'est élevé de 471 à 621, soit 150. Cette progression est à remarquer, d'abord parce que l'œuvre y trouve une des plus sérieuses justifications de son principe, justification par le résultat, c'est-à-dire la plus solide de toutes ; ensuite à cause de l'intérêt des pupilles eux-mêmes, et de celui de l'armée qui conserve ainsi d'excellents sujets.

Parmi ces rengagés, on comptait 298 gradés et 116 soldats pourvus d'un emploi ; 580 étaient notés comme ayant une conduite très bonne ou bonne.

La moyenne des cas accidentels d'ivresse n'est ici que de 2,6 0/0. L'esprit d'économie continue à se développer, parallèlement aux habitudes de tempérance, chez les patronnés de l'œuvre de M. Voisin ; c'est ainsi que 1.500 patronnés sont possesseurs d'un livret de caisse d'épargne et le total des ressources confiées par eux à la Société représente un capital de 167.933 francs.

Au 31 décembre 1905 (1), le nombre des patronnés monte à 3.401, augmentation dont la raison est le chiffre élevé des admissions de l'année : 842.

(1) *Revue pénitentiaire*, 1906, p. 1280.

Mais ce dernier chiffre avait été diminué par le nombre des radiations, qui, baissant depuis 1902, s'éleva à 361, chiffre supérieur de 137 unités à celui de l'année 1904.

Ces 3.401 pupilles étaient répartis de la manière suivante ; 627 gradés ; 516 pourvus d'un emploi ; 228 dans les équipages de la Flotte, parmi lesquels 135 brevetés ; 2.030 soldats, dont 152 de 1^{re} classe.

En ce qui concerne la conduite, 1.083 étaient notés comme d'excellents sujets, 1.720 comme ayant une bonne conduite, 202, comme ayant une conduite passable et 395 une conduite médiocre.

La moyenne des conduites bonnes était de 82,24 0/0. Les enfants assistés tenaient la première place avec le chiffre de 86,45 0/0 ; venaient ensuite les moralement abandonnés avec une moyenne de 83,67 0/0, puis les jeunes détenus, — 82,88 0/0 — enfin les mineurs condamnés, 70,88 0/0.

Nous remarquons que les détenus passent du 2^e rang au 3^e. Mais la faute n'en incombe point aux colonies pénitentiaires : la présente statistique démontre, en effet, que les enfants qui sortent de ces colonies sont encore supérieurs aux mineurs condamnés, bien que les unes et les autres sortent du même milieu. Il faut simplement voir dans cette circonstance un effet de la répugnance plus ou moins justifiée des tribunaux à ne prononcer les envois en correction que lorsqu'il s'agit de jeunes prévenus déjà poursuivis plusieurs fois, et parvenus à un âge

où la réforme morale paraît difficile. D'ailleurs, en ce qui concerne les gradés, l'excellente moyenne de l'année 1904, quant à la conduite, se maintient.

La moyenne des cas d'ivresse accidentelle est faible : 2,47 0/0. En outre, 14 des patronnés engagés dans les bataillons d'Afrique, ont mérité de revenir dans les régiments métropolitains.

Le nombre des rengagés au 31 décembre 1905 était de 680, parmi lesquels 320 gradés, 111 pourvus d'un emploi, 620 notés comme ayant une conduite bonne ou très bonne.

La Société a obtenu 78 réhabilitations. Bien qu'après le placement la Société puisse considérer sa tâche comme terminée, elle se préoccupe quand même du nombre de rechutes qui peuvent se produire après quelque temps de vie libre. En 1905, une enquête de M. Voisin sur les jeunes détenus libérés au 31 décembre 1896 donnait les résultats suivants :

Il y avait 107 jeunes gens dans cette situation.

Sur ce nombre, après huit années de vie libre, 79, soit 73,84 0/0 n'avaient encouru aucune poursuite et pouvait être considérés comme sauvés.

Ainsi donc le nombre ne s'accroît pas aux dépens de la qualité, et l'œuvre de M. Voisin produit d'excellents résultats. Les jeunes gens qui ont obtenu des notes aussi satisfaisantes semblent avoir quitté la mauvaise voie pour longtemps ; on est en droit d'espérer qu'ils ne retourneront plus au délit, qu'ils restent dans les rangs de l'armée

— ce que font beaucoup d'entre eux — ou qu'ils réentrent plus tard dans la vie civile.

D'ailleurs, de justes hommages ont été maintes fois rendus aux mérites de la Société de protection des engagés volontaires, et aux réels services qu'elle rend à la cause de l'enfance.

Pour n'en citer qu'un exemple, un tableau suggestif, montrant que, par ses soins, 8.214 garçons étaient entrés dans l'armée et s'y conduisaient très bien, figurait, à l'exposition de 1900, parmi ceux des divers patronages, et lui valait le grand prix (1).

Sans nous attarder plus longtemps à démontrer les bons résultats de l'œuvre de M. Félix Voisin, — car personne ne les conteste — ajoutons que l'engagement militaire est une solution que ne dédaignent pas d'autres patronages ; c'est ainsi que la société marseillaise de patronage des libérés et des adolescents, dans l'exercice 1904-1905, comptait 254 placements définitifs, parmi lesquels 78 engagements militaires (2).

(1) *Revue pénitentiaire*, juill.-nov. 1900, p. 1290.

(2) *Revue pénitentiaire*, mai 1906, p. 765.

PROLONGATION JUSQU'À 21 ANS DE LA DURÉE POSSIBLE DE
L'ENVOI EN CORRECTION

L'art. 66 du Code pénal porte que la détention du mineur ne pourra excéder l'époque où il aura accompli sa vingtième année. Quelle est la signification exacte de ce texte ?

« A l'une des séances récentes du Conseil supérieur de l'Assistance Publique, disait M. Cruppi (1), dans son rapport présenté le 21 juin 1905, M. Loys Brueyre s'exprimait à cet égard dans les termes suivants :

« Il est un point sur lequel, en principe, tout le monde est d'accord ; c'est donc bien le moins que nous le proclamions. Lorsqu'a été fait l'art. 66, en 1810, son rédacteur a commis une confusion, il a cru que vingt ans accomplis signifiaient vingt et un ans, tandis que ce n'est que le commencement de la 21^e année. Cette erreur a toujours été regrettée ; il est absolument désirable que l'éducation correctionnelle soit continuée jusqu'à ce que l'enfant ait

(1) *Journ. off.*, Docum. parlem., Chambre, annexe 2499.

atteint sa majorité légale. Le Comité des enfants traduits en justice a reconnu qu'il y avait évidemment là une erreur et qu'il y aurait lieu de la réparer quand on reviserait le Code pénal. Je vous demanderai aussi d'émettre un avis favorable sur ce point. »

L'accord est unanime, et M. Ogier le constatait dans son rapport au Conseil supérieur. « Tout le monde sans exception, disait-il, demande que le terme extrême auquel devra cesser l'éducation correctionnelle soit reporté jusqu'à la 21^e année accomplie. »

M. Cruppi s'appuyait sur les vœux, dont nous avons déjà parlé, émis, tant par la Commission d'enquête parlementaire de 1872, par l'organe de son rapporteur, M. Voisin, que par le Congrès de 1895 où M. Brueyre soutint la même thèse, et le Congrès de patronage des libérés, tenu à Bordeaux en 1896, sur un exposé de M. Marin.

Effectivement, il paraît y avoir eu un vice de termes dans l'art. 66. L'âge où le mineur a accompli sa 20^e année était, dans la pensée du législateur l'âge de la majorité civile, 21 ans. En édictant l'ancien art. 66, C. P., le législateur n'a pas songé que la majorité civile n'est pas sonnée à 21 ans purement et simplement mais à 21 ans accomplis (art 388, Code civil).

Partant de ce raisonnement, on aurait pu, laissant de côté la lettre de l'art. 66 pour s'attacher à l'intention probable du législateur, permettre l'envoi en correction jusqu'à l'âge de la majorité civile : 21 ans accomplis.

Mais la jurisprudence de la Cour de cassation s'est

montrée contraire à cette interprétation large de l'art. 66 ancien ; elle a annulé les décisions ordonnant l'internement d'un mineur jusqu'à 21 ans accomplis (1).

Il y avait bien un remède à cette situation dans l'art. 2, n° 5, de la loi du 24 juillet 1889, qui permet de prononcer la déchéance de la puissance paternelle contre les parents dont les enfants ont été envoyés en correction, et, par conséquent, de soustraire le mineur à ses parents, au sortir de la maison de correction, jusqu'à sa majorité.

Mais cette solution est compliquée : de plus, elle n'interviendra pas toujours et ne résout qu'imparfaitement la question,

Que les termes de l'ancien art. 66 aient été dus ou non à une méprise du législateur, il faut en voir les conséquences ; c'est en elles que nous trouverons un motif vraiment sérieux de réforme.

Supposons donc un mineur, sortant de la maison de correction à l'expiration de sa 20^e année. Une grave question se pose. Que va faire ce mineur à partir de ce moment, jusqu'à sa majorité, c'est-à-dire 21 ans ? Quel emploi fera-t-il de son temps pendant cette année ?

Nous ne craignons pas d'affirmer que le bon effet, produit péniblement par l'éducation correctionnelle, grâce, souvent, à sa longue durée, sera compromis — peut-être vite perdu — pour le mineur qui, sorti de la maison de correction, sera rendu à sa famille et retombera sous son autorité, sous son influence, jusqu'à la majorité.

(1) Cass., 3 sept. 1903. *Journal des Parquets*, 1904, 2, 49.

Voici ce que M. Puybaraud, dans un rapport au Comité de défense des enfants traduits en justice, répondait à ce sujet (1).

« Entre la 20^e année où le mineur a été libéré à jour fixe, disait-il, et le courant de la 21^e année où il tirera au sort pour entrer au régiment, l'intervalle va chaque jour se rétrécissant. S'il trouvait une place, il est évident qu'il ne pourrait y demeurer longtemps. Alors à quoi bon se mettre en quête? Il finit par se persuader à lui-même que sa recherche sera infructueuse, car son embauchage serait sans intérêt pour un patron. Il se forge de mauvaises raisons, ayant des apparences de justesse, pour ne pas chercher d'engagement. Il se livrera alors à ces besognes accidentelles, passagères, qui laissent ensuite l'homme dépourvu, mais ayant mordu à cet attrait de la libre disposition de soi (à certaines heures), qui est la plus funeste des conditions pour gagner quotidiennement son pain. La misère arrive, et si ce n'était qu'elle ! mais ce sont les détestables fréquentations qu'elle amène, les révoltes de l'esprit, la haine pour ceux que le sort a mieux partagés. Puis, c'est le délit qui s'offre sous la main, facile à commettre, en apparence facile à cacher. Enfin c'est la lourde main de la police, que seuls les honnêtes gens accusent de lenteur, qui s'abattra sur son épaule. Et voilà la récidive ».

(1) *Journ. off.*, Docum. parlem., Chambre, annexe 2499.

« Combien, ajoutait M. Puybaraud, ces mois qui s'écou-
« lent entre la 20^e année, date de la sortie de la colonie
« pénitentiaire, et la 24^e année, date de l'incorporation mi-
« litaire, sont dangereux pour nos malheureux libérés des
« colonies ! Quel est l'homme bien inspiré qui présentera,
« un jour, aux Chambres un projet de loi, prolongeant,
« jusqu'à l'incorporation militaire, la durée de l'éducation
« correctionnelle ? Quand donc sera supprimé cet entre-
« temps néfaste qui semble disposé tout exprès pour la
« culture de la récidive, car il n'y a rien à faire de sérieux
« ni de durable dans cet intervalle, pour ceux qui n'ont ni
« foyer ni famille. »

Combien sages sont ces paroles, combien judicieuses ces observations ! Nous avons trop longuement insisté sur l'influence désastreuse d'un mauvais milieu familial, pour qu'il soit besoin d'y revenir. Si le mineur a été mis en correction, qu'est-ce à dire, sinon que les juges ont considéré la famille comme sujette à caution ? Leur décision ne signifiait-elle pas que l'avenir du jeune délinquant leur paraissait être en de piètres mains ? Eh bien, c'est précisément dans ce milieu malsain, ou tout au moins suspect, que le mineur libéré va retomber. N'est-il pas triste que l'effet salubre qu'aura peut-être produit la correction éducative, grâce à un régime de longue durée, soit anéanti en peu de temps ?

On objectera que l'enfant ne retournera pas nécessairement dans sa famille : il se peut que celle-ci se désintéresse de lui, le laisse libre de vivre indépendant, il se peut

aussi que le mineur n'ait plus de parents. En ce cas, c'est encore plus grave, car c'est la rue qui l'attend, la rue où il va échouer de nouveau. Le bienfait de l'éducation sera encore plus vite perdu, car la rue est la source la plus intense de corruption ; c'est là que le mineur retrouvera ces éléments délétères, auxquels il n'a pas su résister : mauvais exemples, mauvaises fréquentations, etc...

Mais, peut-on dire, le mineur libéré n'est aucunement jeté sur le pavé ! Que ne travaille-t-il ? Même s'il n'a plus de famille, rien ne l'oblige à rester désœuvré, à flâner sur la voie publique.

Sans doute, rien ne l'y oblige, en théorie : tout l'y pousse, pratiquement. Ce mineur était, hier encore, détenu ; depuis longtemps — peut-être depuis plusieurs années, — il était soumis à un régime, qui, bien que plus doux qu'un régime pénal proprement dit, était fait de régularité, de travail, de tempérance et qu'on pourrait résumer ainsi : un travail régulier à faire — des règles à observer, une discipline à respecter.

Comme un prisonnier, ce mineur a été mortifié par la détention ; depuis longtemps il attendait la fin de cette captivité. Le voilà rendu à la liberté. Que va-t-il faire ?

Il fera comme tous ceux qu'un frein — quel qu'il soit — a longtemps contenus, et qui, brusquement, en sont affranchis ; il se comportera comme le matelot qui, après une longue croisière, ne songe, en mettant pied sur la terre ferme, qu'à la « bordée » de deux ou trois jours, dans laquelle il compte se dédommager à grand renfort de dis-

tractions, de dépenses, de folies, des ennuis de la traversée précédente, et de celle à venir.

Par ces derniers mots, nous abordons une autre idée. Le libéré âgé de 20 ans révolus sait que l'incorporation militaire est proche ; or, il sait qu'au régiment il n'y a qu'à obéir : la discipline est là. Discipline avant... discipline après... Telle est la perspective. Ne s'explique-t-on pas que ce mineur, libéré d'un régime de correction, et sachant qu'il va bientôt être soumis à une vie de discipline, gênante comme lui, cherche à profiter de l'intervalle ? Les conscrits ne font-ils pas un peu la même chose lorsque leur départ est proche ?

Ainsi donc ce n'est pas le travail que, dans la majorité des cas, cherchera le libéré à sa sortie de la maison de correction : ce sera le plaisir, la distraction, le désœuvrement — d'autant plus que le travail sera plus difficile à trouver : un patron ne montre que peu d'empressement à accepter un employé qui le quittera un an — peut-être moins —, après.

Quels seront les résultats ? M. Puybaraud les a trop clairement exposés pour qu'il soit besoin d'insister : ce sera la misère, la haine de son semblable, la tentation et enfin la chute.

Le danger s'aggraverait encore, pour les filles, susceptibles, ainsi que le faisait observer M. Brueyre, de retomber sous l'autorité de parents vicieux et vivant dans le désordre (1).

(1) *Journ. off.*, Sénat, docum. parlam., annexe 15

« Dans tous les cas, disait M. Grimanelli dans un rapport au Conseil supérieur des Prisons (1), si l'on considère quelles difficultés et quels dangers de toute espèce présente souvent, pour les jeunes détenus, la période qui s'écoule entre l'accomplissement de la vingtième année et la majorité, ou (quand il s'agit de garçons) l'incorporation dans l'armée, n'y a-t-il pas lieu de prévoir, comme terme maximum du maintien en correction, la majorité (comme le demande M. Cruppi) ou, pour les garçons, l'incorporation militaire, quand elle précède la majorité ? »

M. A. Le Poittevin, dans un article consacré à la proposition de loi de M. Cruppi (2), déclarait qu'il y acquiesçait volontiers, parce que si, d'une part, cette proposition est plus bienveillante à l'égard du mineur de 18 ans que la loi du sursis, puisqu'ils pourront recueillir pleinement, grâce à elle les avantages qu'obtiennent pour les mineurs de 16 ans les sociétés protectrices de l'enfance, d'autre part, ils peuvent être placés, jusqu'à leur majorité, sous la mainmise de l'Administration pénitentiaire, par l'envoi en maison de correction. « C'est, dit-il, une contre-partie essentielle que la loi du sursis ne fournirait pas ; on en voit tout l'intérêt quand il s'agit de mineurs dont on veut espérer le redressement moral. L'internement forcé, comportant une libération provisoire dont l'administration et les patronages sauront tirer le meilleur parti, dans les termes de la loi du 5 août 1850 sur l'éducation des jeunes

(1) *Revue pénit.*, juin 1903, p. 828.

(2) *Revue pénit.*, juill.-oct. 1903, p. 1069.

détenus, est, en quelque sorte, l'équivalent *ad melius* de la véritable condamnation ainsi supprimée. »

M. Henri Prudhomme, à son tour, dans un rapport relatif au même sujet (1), rappelait les motifs invoqués en faveur de la réforme proposée, en particulier l'inconvénient grave qu'il y a de laisser, de 20 à 21 ans, le jeune détenu ou le jeune pupille échapper à toute surveillance, à toute éducation, à tout patronage. Se rangeant à l'opinion générale, il souhaitait que la proposition devînt promptement une loi.

(1) *Revue pénit.*, mars 1906, p. 466 et s.

LE PROJET DEVANT LES CHAMBRES

Le texte proposé fut adopté (1) par la Chambre dans sa séance du 27 juin 1905. Ce n'est que le 6 février 1906 que M. P. Strauss devait remettre au Président du Sénat son rapport sur la proposition de loi votée au Palais-Bourbon.

Dans cet intervalle, la question avait attiré l'attention des criminalistes. M. A. Le Poittevin, dans un article auquel nous avons déjà fait allusion, examinait l'utilité de la réforme et s'en déclarait partisan. Mais il se hâtait de formuler une restriction, ou plutôt une critique, sous l'inspiration d'une préoccupation très grave, celle de ne pas énerver imprudemment l'exemplarité de la loi pénale.

Le Code, en effet, organise, relativement aux mineurs de 16 ans, une alternative : ou ils n'ont pas agi avec discernement, ou c'est le contraire. Dans ce dernier cas, par faveur pour leur âge, les peines sont modifiées et largement atténuées.

Or, qui oserait soutenir que les délinquants de 16 à

(1) *Journ. off.*, p. 2313. Aucun débat.

13 ans manquent vraiment de discernement ? Ce sera rare.

D'autre part, il n'est pas opportun de leur conférer trop aisément, et comme par une clause de style, le bénéfice du non-discernement. Ce bienfait ne doit être accordé qu'à bon escient.

Dès lors, quand le mineur de 16 à 18 ans aura agi avec discernement, bénéficiera-t-il de l'excuse atténuante ?

« Par un singulier rapprochement entre l'art. 66 qui
« sera modifié et les articles suivants qui ne subissent au-
« cune modification, disait M. A. Le Poittevin, l'excuse
« s'appliquerait au cas de crime et ne s'appliquerait pas
« au cas de délit.

« Au cas de crime. — L'art. 67 s'exprime ainsi : S'il est
« décidé qu'il a agi avec discernement, les peines seront
« prononcées ainsi qu'il suit... Il... c'est le mineur dont
« il vient d'être parlé, le mineur de 16 ans (ancien texte
« de l'art. 66), le mineur de 18 ans (texte nouveau) ;
« l'excuse atténuante produira donc son effet.

« Au cas de délit. — L'art. 69, qui subsiste sans re-
« touche, nous dit : Dans tous les cas où le mineur de
« 16 ans n'aura commis qu'un simple délit, la peine qui
« sera prononcée ne pourra s'élever, etc... Il reste donc
« spécifié que l'excuse ne s'étend pas aux mineurs inter-
« médiaires de 16 à 18 ans. — On peut encore remarquer
« que la compétence spéciale (tribunal de police correc-
« tionnelle en cas de crime) resterait applicable aux seuls
« mineurs de 16 ans, par l'art. 68 non modifié.

« Il y aurait là, ajoutait M. A. Le Poittevin, un défaut
« trop apparent de logique, et il faut préciser : ou l'excuse
« atténuante existe dans tous les cas, ou elle doit être
« rejetée dans tous les cas également, qu'il s'agisse d'un
« crime ou d'un délit.

« A notre avis, elle doit être rejetée dans tous les cas.
« S'il est encore vrai que la répression protège la société,
« que la menace de la peine soit un moyen de détourner
« du délit ceux que leurs sentiments moraux n'en détour-
« neraient point, et que la pénalité soit le « risque » du
« crime, il est téméraire d'encourager en quelque sorte
« ces jeunes criminels, qui jusqu'ici étaient soumis aux
« lois ordinaires et dont la presse nous raconte si souvent
« les exploits, en leur disant implicitement : vous avez
« d'abord la chance de pouvoir obtenir le non-discerne-
« ment ; mais, au pis-aller, nous diminuons votre
« « risque » par la promesse d'une peine mitigée (1).

(1) Un exemple fera comprendre combien ces paroles étaient judicieuses, et combien l'objection de M. Le Poittevin était fondée. « Savez-vous, me disait récemment mon collègue Fournier, secrétaire du commissariat des Grandes Carrières, comment les jeunes inculpés comprennent la loi du 12 avril 1906 ? Le voici. Au commencement de juin 1906, j'interrogeais un jeune détenu de 17 ans, coupable d'avoir enfoncé la porte d'une vieille femme, rue Pérignon, et de lui avoir porté des coups graves. Ce jeune vaurien m'a répondu qu'il se moquait de la justice, et que depuis le 12 avril on ne pouvait rien contre lui jusqu'à ce qu'il ait atteint 18 ans. En effet, cet individu a fait l'objet d'une commission rogatoire et, relaxé peu de temps après, il me narguait avec insolence. »

Ainsi donc il résulte de cette anecdote que les jeunes vauriens

« Voilà pourquoi nous avons toujours enseigné qu'en
« admettant la question de discernement, jusqu'à 18 ans,
« il faudrait, du moins, écarter l'excuse atténuante ; s'il
« y a lieu, les circonstances atténuantes suffiront ici,
« comme pour les majeurs, à adoucir la condamnation.
« Le projet devrait être à peu près ainsi construit : s'il est
« décidé que le mineur de 16 à 18 ans a agi sans discer-
« nement, il sera acquitté, mais il sera, selon les circons-
« tances, remis à ses parents ou conduit dans une maison
« de correction... S'il est décidé qu'il a agi avec discerne-
« ment, il sera punissable d'après les règles du droit
« commun.

« Le projet comporterait encore, disait en terminant
« M. A. Le Poittevin, d'autres observations. En élevant jus-
« qu'à la majorité (et non plus seulement la 20^e année)
« la durée possible de l'envoi en correction des mineurs
« ayant agi sans discernement, il réalise une ré-
« forme depuis longtemps et unanimement réclamée.
« Mais une question se posera peut-être : la loi de
« 1898, qui permet de confier à des institutions chari-

se tiennent au courant de la loi, mieux que les praticiens eux-mêmes ; mais, l'interprétant mal, ils s'en sont rapportés au titre, et croient que la nouvelle loi a pour but de leur conférer le droit de tout faire et l'immunité complète, dans tous les cas. Ils prennent dans la loi nouvelle une nouvelle audace. C'est, je crois la plus éclatante preuve du bien-fondé de l'objection de M. A. Le Poittevin. Notons que l'affaire se passait dans les premiers jours de juin, deux mois à peine après la promulgation de la loi du 12 avril. On voit combien les jeunes bandits suivent attentivement les lois, quand il s'agit de les narguer.

« tables ou à l'Assistance Publique, à des particuliers, les
« mineurs auteurs de crimes ou de délits, s'appliquera-t-
« elle aux nouveaux mineurs de 16 à 18 ans n'ayant pas
« agi avec discernement? »

Ces observations, dont le bien-fondé n'échappera à personne, devaient porter leurs fruits.

Dans son rapport, ainsi que dans les explications qu'il donna au Sénat, le 20 février 1906, M. Strauss reprit et développa les arguments de M. Cruppi, rappelant les efforts et les vœux des divers congrès, insistant sur le peu d'effet d'une condamnation prononcée contre un jeune délinquant, sur les résultats fructueux de l'éducation et du patronage, enfin sur le grand avantage qu'il y avait à reculer, jusqu'à 21 ans, la limite de l'éducation correctionnelle et du patronage. M. Strauss conseillait cependant à ses collègues d'adopter, tel quel, le projet voté par la Chambre : plus tard seulement, lorsque serait venu le moment de procéder à la confection du Code de l'enfance, on se préoccuperait de mettre en harmonie les art. 67, 68 et 69 du Code pénal ; plus tard seulement il importerait de tenir compte des remarques de M. A. Le Poitevin.

« Cependant, disait M. Strauss, si ces articles ne sont
« pas mis en harmonie, il n'est en rien modifié à l'art. 66
« qui rend les seuls mineurs de 16 ans justiciables du tri-
« bunal de police correctionnelle en cas de crime. Les
« accusés de 16 à 18 ans poursuivis comme coupables
« d'un crime, continuent à être traduits devant la Cour

« d'Assises. Plus d'un point devra être examiné, notamment celui de la concordance de la loi de 1898 avec le
« nouvel art. 66 ; tout est réservé, à cet égard, et il n'est
« rien changé au statu-quo légal, jusqu'à ce que le légis-
« lateur se soit expressément prononcé.

En ce qui concerne la 2^e réforme proposée par M. Cruppi, M. Strauss demandait au Sénat de l'adopter, et proposait de voter, tel quel, le texte admis par la Chambre.

Cependant, une heureuse circonstance devait modifier les événements et amener le législateur à empiéter sur l'avenir. A la séance du 20 février, M. de Cuverville manifesta le désir d'entendre M. Bérenger ; le Sénat s'étant associé à cette réserve, on décida de renvoyer la discussion à la séance suivante. Or, à la séance du 22 février, M. Strauss revint sur sa première idée. Il demanda l'ajournement du débat, afin de présenter des dispositions additionnelles, ayant pour but d'harmoniser le nouvel art. 66 et les art. 67, 68, 69 du C. P. ainsi que les art. 4 et 5 de la loi de 1898. En effet, un défaut de coordination entre ces textes aurait amené des contrastes bizarres, Primitivement, disait M. Strauss, la commission se proposait de remanier simplement l'art. 66 du C. P. mais voici ce qui résulterait de la modification du texte de l'art. 66, comparé aux art. 67, 68, 69 restant intacts : l'art. 67 serait influencé par la modification de l'art. 66, et le mineur de 16 à 18 ans serait dorénavant admis au bénéfice de l'excuse légale atténuante ; au contraire, la rédaction de

l'art. 69 restant intacte, le mineur de 16 à 18 ans ne bénéficierait pas de l'excuse au cas où il serait condamné pour délit, ayant été reconnu coupable d'avoir agi avec discernement.

Il y aurait donc contradiction entre ces textes, et M. Strauss reconnaissait la nécessité de les mettre en harmonie, contrairement au désir, primitivement formulé, de ne rien changer au projet voté par la Chambre.

Il fallait concilier les nécessités de la répression et l'utilité de l'éducation. Telle a été d'ailleurs la préoccupation dominante du législateur de 1906.

« Si nous considérons, ajoutait, en effet, M. Strauss,
« comme légitime et désirable d'ouvrir, au bénéfice des
« prévenus de crime de 16 à 18 ans, la porte à toutes les
« décisions d'ordre préventif et éducatif, telles que la re-
« mise aux parents, à un particulier, à une institution cha-
« ritable, à l'Assistance Publique, à une maison de correc-
« tion, nous n'avons nullement le désir ni l'intention d'at-
« ténuer les peines au profit de ces criminels de 16 à
« 18 ans, condamnés comme ayant agi avec discernement.
« Dans une conversation que j'avais l'honneur d'avoir
« avec lui hier, M. Garçon, professeur de droit pénal à la
« Faculté de Droit me faisait observer avec beaucoup de
« force et de justesse que l'âge moyen de la criminalité
« tendait à s'abaisser et qu'il y aurait peut-être risque
« d'énervier, dans une certaine mesure, la répression si
« les assassins ou criminels de 16 à 18 ans bénéficiaient
« d'une réduction ou d'une atténuation de peine, en dehors

« de l'application de toutes les lois généreuses qui sont
« dues, en grande partie, à l'initiative de notre collègue,
« M. Bérenger. »

Le rapporteur signalait aussi une autre préoccupation de la Commission, relative à la combinaison de la loi de 1893 avec les art. 66 et suiv. C. P.

La loi de 1898 aura seulement sa pleine efficacité le jour où existeront les écoles de préservation prévues et organisées par la loi du 27 juin 1904 sur les pupilles vicieux et indisciplinés de l'Assistance Publique. Tant qu'on n'aura pas ces organes de traitement, de quelque nom qu'on les appelle, écoles de préservation, écoles de réforme, écoles professionnelles, les services des Enfants assistés et moralement abandonnés éprouveront les plus grands embarras par l'augmentation du nombre d'enfants insubordonnés, vicieux, et délinquants qui pourront leur être confiés, soit par les juges d'instruction, soit par les tribunaux. Or, pourra-t-on confier aussi, à l'Assistance Publique, les mineurs de 16 à 18 ans, en vertu des art. 4 et 5 de la loi de 1898 ? Ce serait très dangereux, au moins en l'état actuel des choses ; si, dès à présent, on ouvre trop largement la porte aux mineurs de 16 à 18 ans, qui devraient être confiés à l'Assistance Publique, on risque d'aggraver les embarras des services départementaux des enfants.

En somme, disait M. Strauss, la Commission considère comme très désirable d'étendre de 16 à 18 ans l'âge de la minorité pénale ; mais il faudra prendre des précautions pour qu'il n'y ait aucun énervement de la répression en

ce qui touche la criminalité juvénile. Aussi la Commission est-elle résolue, tout en sollicitant un échange de vues préparatoire pour la réforme, à demander au Sénat, après discussion générale, l'ajournement du vote de l'article unique. Il semblait utile, au rapporteur, de compléter le texte par des articles additionnels.

Le 13 mars 1906, M. Strauss déposait au Sénat un rapport supplémentaire (1) dans lequel il développait les observations qu'il avait exprimées à la séance du 22 février. A la suite de ce rapport étaient formulées des dispositions devant mettre en harmonie, avec la réforme proposée, l'ensemble des textes du Code Pénal régissant les mineurs délinquants. Il fallait tenir compte des objections soulevées par la rédaction adoptée à la Chambre : — danger d'étendre aux criminels de 16 à 18 ans ayant agi avec discernement l'atténuation de peine exclusivement réservée, jusqu'alors, au condamné de moins de 16 ans ; — illogisme de rédaction ayant pour conséquence de faire bénéficier de l'excuse atténuante les seuls mineurs de 16 à 18 ans qui auraient commis un crime.

En conséquence, M. Strauss proposait de modifier l'art. 67 : au lieu de dire « s'il a agi avec discernement », ce qui, à la suite de l'art. 66 modifié signifierait « si le mineur de 18 ans a agi... », il n'y aura qu'à rédiger ainsi le premier paragraphe de l'article 67 : « s'il est décidé qu'un mineur de 16 ans a agi... »

(1) *Journ. off.*, Docum. parlem., Sénat, mai 1906, annexe 103

De cette façon l'illogisme signalé disparaîtrait, et, d'autre part, l'excuse atténuante restant le privilège des mineurs de 16 ans, la répression ne courrait plus risque d'être éternuée.

.. En outre, au nom de la Commission, M. Strauss proposait trois autres réformes :

1° La loi du 27 mai 1885 avait supprimé la surveillance de la Haute Police ; il serait donc plus rationnel de profiter de la circonstance pour remplacer, dans le dernier paragraphe de l'art. 67, cette expression démodée par des termes plus justes : ce paragraphe serait ainsi rédigé :

« Dans tous les autres cas, il pourra lui être fait défense
« de paraître, pendant 5 ans au moins et 10 ans au plus,
« dans les lieux dont l'interdiction lui sera signifiée par le
« Gouvernement. »

2° M. Vincent, Sous-Directeur honoraire au ministère de l'Intérieur, avait proposé, dans un rapport fait au nom du Comité de défense des Enfants traduits en justice, une modification profonde à l'art. 66, en vue de faire prédominer l'idée de protection et d'éducation sur celle de répression ; il estimait désirable de retirer au juge la faculté de déterminer la durée de l'éducation réformatrice et d'inscrire dans la loi la mise de l'enfant sous la tutelle de l'Etat, après l'expiration de la peine, jusqu'à la majorité. D'après le vœu du Comité de défense, l'art. 66 serait mis en concordance avec la loi de 1898 ; le terme de maison de correction serait remplacé par celui d'établissements privés ou publics organisés dans les termes de la loi de 1850.

« La refonte complète de l'art. 66, élargie, modernisée, est à l'étude, disait M. Strauss ; elle est assez grave pour mériter un examen distinct et approfondi. Mais, aujourd'hui, en nous restreignant à la terminologie, nous remplaçons purement et simplement le mot caduc de « maison de correction » par celui de colonie pénitentiaire (1) emprunté à la loi de 1850, et cela sans préjudice d'un remaniement ultérieur, ou, pour mieux dire, d'une reconstruction d'ensemble du Code de l'enfance. »

3° Enfin tout mineur de 16 à 18 ans, accusé de crime, serait toujours traduit devant la Cour d'Assises : il n'y a pas lieu de lui étendre l'exception de l'art. 68.

Par contre, il serait nécessaire de modifier l'art. 340 du Code d'Instruction Criminelle. « Quelle que soit l'autorité appelée à prononcer le non-discernement, disait M. Strauss, Chambre des mises en accusation (2), Cour, jury, le même système s'impose pour les mineurs de 16 ans et pour ceux de 18 ans. Il n'y a pas de motif pour ne pas étendre à ces derniers les dispositions de la procédure actuelle et nous proposons de rendre applicable aux mineurs de 18 ans l'art. 340 du C. d'I. Cr. qui serait ainsi rédigé : « Si l'accusé a moins de 18 ans, le président posera, à peine de nullité, cette question : l'accusé a-t-il agi avec discernement ? »

(1) Il serait plus exact de dire : colonie correctionnelle ou colonie pénitentiaire, suivant les cas (loi du 5 août 1850).

(2) La Chambre des mises en accusation est une juridiction d'instruction. On ne voit donc pas comment elle pourrait avoir à se prononcer sur la question de discernement.

Tout cela n'était proposé, selon l'honorable rapporteur, que sous réserve d'un remaniement ultérieur du Code de l'enfance. A ce sujet, M. Strauss exprimait les idées suivantes :

Il convient de mettre un terme au mélange d'enfants acquittés pour défaut de discernement et de mineurs condamnés à plus de six mois et moins de deux ans, dans le même établissement, c'est-à-dire dans une colonie pénitentiaire. Le Comité de défense a émis le vœu que l'art. 69, C. P. soit ainsi modifié : « La peine, si elle est
« inférieure à six mois, sera subie sous le régime de l'em-
« prisonnement individuel, dans une prison cellulaire, le
« mineur devant être placé, à l'expiration de sa peine,
« sous la tutelle de l'Etat, et placé dans un des établisse-
« ments destinés aux mineurs, soit dans une colonie pé-
« nitentiaire. Toute peine dépassant six mois devra être
« subie dans une colonie correctionnelle avec prolongation
« de séjour, sous un régime purement éducatif.

La Commission sénatoriale a estimé qu'il n'y avait pas la même urgence à modifier les art. 68 et 69 C. P. qui ne disposent, sans ambiguïté possible, que pour le mineur de 16 ans.

En terminant, M. Strauss, dans son rapport, visait les craintes manifestées par M. Brueyre sur les dangers que courrait le service des Enfants assistés et moralement abandonnés si les mineurs de 16 à 18 ans y étaient admis par voie judiciaire, en vertu des art. 4 et 5 de la loi de 1898.

Le rapporteur reconnaissait que ces craintes sont fondées, au moins provisoirement : jusqu'ici le service des Enfants assistés ne possède pas des ressources suffisantes et la loi du 28 juin 1905, non encore appliquée, n'a pu pourvoir l'Administration de l'outillage indispensable au redressement et à la préservation de ses pupilles vicieux et difficiles. Tant que les écoles professionnelles prévues par cette loi n'existeront pas, en nombre suffisant, et ne fonctionneront pas d'une manière satisfaisante et normale, il y aura imprudence à étendre au delà de 16 ans, tout au moins en ce qui concerne l'Assistance Publique, l'application des art. 4 et 5 de la loi du 19 avril 1898.

A titre de disposition transitoire, le rapporteur proposait de déclarer que la garde d'un enfant mineur de 16 à 18 ans ne pourra pas être confiée à l'Assistance Publique : la précaution sera superflue quelque jour, lorsque les écoles de préservation, créées en nombre suffisant, auront fait leurs preuves. Au contraire, la loi de 1898 sera applicable à l'enfant de moins de 16 ans qui pourra être confié à une personne charitable, ou à une association bienfaisante. Il n'y aura pas d'inconvénients, pensait M. Strauss, puisque cette mesure sera toujours prise d'accord avec l'institution ou le tiers qui acceptera la garde de l'enfant.

Ainsi donc, satisfaction était donnée aux observations présentées par MM. A. Le Poittevin et Garçon.

M. Henri Prudhomme, dans un article paru quelques jours après (1), rendait compte de l'état de la question,

(1) *Revue pénitentiaire*, mars 1906, p. 463 et suiv.

mentionnant les modifications que M. Strauss proposait d'apporter au projet voté par la Chambre ; il constatait notamment le point délicat de la combinaison de la nouvelle mesure avec la loi de 1893. M. Strauss, d'ailleurs, avait annoncé que diligence serait faite. « Le conseil supérieur de l'Assistance Publique, avait-il dit, va d'ailleurs examiner prochainement, à sa session de mars, sur le rapport de M. Brueyre, le règlement d'administration publique relatif à la création de ces écoles de préservation et de réforme, dont l'ouverture est indispensable à la fois pour les pupilles difficiles de l'Assistance publique et pour d'autres catégories d'adolescents vicieux ou délinquants, notamment pour ceux provenant des juges d'instruction et des tribunaux. »

À la séance du 4 avril 1906 (1), du Comité de défense des Enfants traduits en justice, M. A. Le Poittevin faisait connaître que le 30 mars 1906 (2), sur le rapport de M. Strauss, le Sénat avait voté le projet de loi relatif à

(1) *Revue pénitentiaire*, avril 1906, p. 581.

(2) *Journ. off.*, p. 320. — Le 20 mars 1906, le bureau central du patronage et des institutions préventives examina la question de l'élévation de la majorité pénale. Après exposé des débats parlementaires, le vœu suivant était émis : « Le Conseil émet l'avis qu'il y aurait lieu de relever la minorité pénale de manière à permettre aux tribunaux de poser la question de discernement jusqu'à l'âge de 18 ans, mais sans affaiblir la répression pénale pour les malfaiteurs précoces qui ont agi avec discernement et, dans aucun cas, sans mélanger ce dernier personnel avec celui des maisons de correction et des établissements de l'Assistance Publique. » *Revue pénit.*, mai 1906, p. 756 et 757.

l'élévation de la minorité de 16 à 18 ans, mais avec une nouvelle rédaction qui nécessitait le renvoi dudit projet à la Chambre des Députés.

D'après le projet voté par celle-ci, l'élévation de la minorité pénale entraînait un abaissement de pénalité pour le mineur de 18 ans et permettait d'invoquer jusqu'à cet âge l'excuse, en vertu de l'art. 67. Cette conséquence avait paru dangereuse et l'on avait craint un énervement de la répression. On rappelait que ce danger avait été dénoncé par M. A. Le Poittevin, et que M. Garçon, sous la même inspiration, avait fait une démarche personnelle auprès de M. Strauss, en ce sens. On rappelait aussi que M. Brueyre avait signalé au rapporteur l'inconvénient qu'aurait l'application de la loi de 1898, combinée avec les nouvelles dispositions. Le Sénat, frappé de ces observations, avait donné satisfaction à ces réclamations.

C'était une délicate question que la disposition ajoutée par le Sénat, relativement à la loi de 1898 : on proposait de paralyser les effets de cette loi, lorsqu'il s'agirait de mineurs de 16 à 18 ans. Il est vrai que ce n'était qu'une « disposition transitoire ». Il fallait certainement un moti puissant pour formuler une restriction faite à l'application d'une loi rendue dans l'intérêt de l'enfance, et cela, dans une autre loi revêtant le même caractère.

Nous avons déjà vu que les art. 4 et 5 de la loi de 1898 autorisaient le juge d'instruction, dans tous les cas de crimes ou délits commis par des enfants ou sur eux, à décider que leur garde serait provisoirement confiée à un

parent, un tiers, une institution, ou à l'Assistance Publique, et, dans les mêmes cas, les cours et tribunaux à statuer définitivement sur la garde de l'enfant.

La loi de 1898 avait, sans doute, été bien accueillie dans quelques départements ; mais bientôt des protestations devaient se faire entendre. « Le département de la Somme, où les tribunaux d'Amiens, d'Abbeville et de Château-Thierry appliquent fréquemment la loi de 1898, disait M. Drillon (1), est à noter parmi l'un des rares qui s'inclinent devant la loi. » Dans plusieurs autres départements, sans doute, il n'y avait pas eu de conflits mais cela provenait plutôt, disait M. Drillon, du nombre minime de jugements de garde que du bon vouloir de l'Assistance Publique : on pourrait citer en ce sens l'Allier, la Charente, la Corrèze, la Haute-Garonne, le Tarn, l'Ariège, la Vienne, la Vendée, la Nièvre, le Cantal, le Doubs et quelques autres encore ; mais certains conseils généraux, après expérience faite, ne devaient pas tarder à formuler des réclamations.

Le rapport que l'Inspecteur Départemental de l'Aisne présentait à la session d'août 1900 commençait le chapitre des condoléances. « Je crois devoir signaler, disait-il, la « facilité avec laquelle on confie les enfants à l'Assistance « départementale... Lorsque les enfants sont âgés de 15 à « 16 ans, qu'ils sont poursuivis pour des délits bien carac- « térisés, qu'ils sont récidivistes incorrigibles, devraient-

(1) *Revue pénitentiaire*, janvier 1901, p. 76 et suiv.

« ils nous être remis ? Je ne le pense pas. Arrivé à ce
« degré de perversion et à cet âge, l'enfant a besoin d'une
« surveillance de chaque instant et doit être tenu sévère-
« ment. Que peut faire en pareil cas l'Assistance Publique ?
« Lorsqu'un enfant lui est confié, si ses antécédents ne
« sont pas trop mauvais, l'inspecteur fait comme pour
« tous les autres enfants du service ; il le place dans une
« famille après avoir prévenu les patrons ; mais lorsqu'il
« s'agit d'un enfant notoirement connu par ses méfaits,
« personne ne veut le prendre, et l'inspecteur, qui n'a au-
« cun moyen de réprimer une semblable nature, le fait
« rentrer à l'hospice dépositaire, d'où il ne tarde pas à
« s'évader pour recommencer sa vie de vagabondage. Il
« est donc permis de penser que, parmi les enfants qui
« nous sont confiés, un certain nombre auraient dû être
« envoyés directement en correction. » Et l'inspecteur
proposait, devant chaque tribunal, la nomination d'un
avocat-conseil, chargé de le représenter à la barre et qui
aurait à intervenir toutes les fois qu'il serait question de
confier un enfant à l'Assistance départementale (1). A la
séance du 24 août 1900, était adopté, après une longue
discussion, le vœu du rapporteur, demandant notamment
que les mineurs de 15 à 16 ans reconnus coupables soient
envoyés en correction ou condamnés, au lieu d'être remis
à l'Assistance Publique. A la session de 1901, un nouvel

(1) M. le conseiller Tellier appuyait cette réforme, estimant qu'elle exercerait une bonne influence sur l'application de la loi de 1898.

incident était soulevé au sujet d'ordonnances provisoires de garde, intervenues dans des instructions qui restaient en suspens : on protestait contre « ces petits bandits qui empoisonnent le service. »

Bientôt le département du Nord protestait aussi. A deux reprises, les Inspecteurs de l'Assistance avaient signalé l'immoralité des mineurs que leur confiaient les tribunaux. « Il est impossible, disait le Dr Marie, que l'instituteur et le gardien de l'hospice puissent suffire à maintenir dans l'ordre ces mauvais sujets, et, ce qui est plus grave, à les empêcher de gâter les autres. » En 1899, les plaintes étaient les mêmes. Certains tribunaux d'ailleurs abusaient de la loi, confiant plusieurs fois de suite à l'assistance des mineurs, même après 4 et 5 récidives (1). La situation empirant toujours, le Préfet du Nord, en 1901, déposait un rapport dans lequel il disait : « Au point de vue moral, vous agirez bien en refusant de compromettre un grand service dans l'espérance, probablement illusoire d'amender quelques mauvais sujets. » Le Préfet du Nord soutenait que l'Administration n'était pas obligée de recevoir les enfants que lui envoyaient les tribunaux, se fondant sur l'avis du Ministre de l'Intérieur, qui estimait que le droit de statuer en dernier ressort appartenait au Conseil Général. Bientôt la préfecture répondait négativement à toutes les demandes qui lui étaient présentées et le département de l'Aisne l'imitait. Mais, à la suite de conflits,

(1) Voir *Revue pénit.*, janvier 1901, p. 80.

la jurisprudence, par un arrêt de la Cour de Cassation du 14 août 1902, consacrait l'obligation, pour l'Assistance Publique, de recevoir les enfants que lui confieraient les tribunaux.

Mais alors s'éleva la grave question des crédits. Une lacune existait dans la loi de 1898 ; il suffisait de l'inaction du Conseil général ou de son refus d'ouvrir un crédit pour rendre inapplicable l'art. 4 de la loi, ce qui se produisit. Au nom des intérêts du service et pour ne pas compromettre le sort des enfants assistés, on déclarait ne pouvoir appliquer la loi de 1898.

Le Conseil général du Pas-de-Calais, de son côté, estimait qu'il n'y avait pas lieu d'admettre indistinctement tous les mineurs, auteurs de crimes ou de délits, que les tribunaux voudraient confier à l'Assistance par application des art. 4 et 5 de la loi de 1898.

Ces deux grandes objections furent bientôt soulevées de tous côtés, et la résistance devint la règle générale, dans la Côte-d'Or, le Gers, la Saône-et-Loire, la Drôme, la Meurthe-et-Moselle, les Vosges, etc... Partout les représentants de l'Assistance Publique se plaignaient des difficultés financières, et bien plus encore de la conduite des enfants reçus par application de la loi de 1898, et de la corruption qu'ils engendraient.

Il faut convenir que les plaintes de l'Assistance publique étaient fondées. Sans doute la loi était bonne ; mais comme toute chose, elle pouvait produire de mauvais résultats si elle était mal appliquée. Cette loi n'avait aucunement pour

but de faire de l'Assistance Publique une succursale de la maison de correction. Or, mal appliquée par les tribunaux de province, elle n'aboutissait qu'à cette déplorable conséquence, de mettre les magistrats en règle avec leur conscience, lorsque, devant une impossibilité absolue de rendre l'enfant à sa famille, ils nourrissaient une haine instinctive contre la maison de correction.

Il est certain que la présence de sujets de 15 à 16 ans, vicieux, rebelles, sans moralité, était un grave danger pour les pupilles de l'Assistance dont le seul crime est d'être malheureux. Et puis, restait la question financière ; la loi de 1898 allait mettre à la charge de l'Assistance des frais non prévus et qui, certainement, seraient assez lourds...

Il fallait aviser à cette situation.

La loi du 28 juin 1904, relative à l'éducation des pupilles de l'Assistance publique difficiles ou vicieux vint apporter, dans une certaine mesure, le remède.

Dans son art. 5, cette loi décidait que les enfants, auteurs de délits ou de crimes dans les conditions de l'art. 4 de la loi de 1898, dont la garde aura été confiée à l'Assistance Publique par les tribunaux, resteront à la charge de l'Administration pénitentiaire. Ainsi disparaissait le motif de protestation de l'Assistance publique, tiré des charges nouvelles non prévues et des difficultés financières qui en résulteraient.

D'autre part, l'art. 1 de la loi disait : « Les pupilles de l'Assistance Publique, qui, à raison de leur indiscipline

« ou de leurs défauts de caractère, ne peuvent pas être
« confiés à des familles sont placés, par décision du
« Préfet, sur le rapport de l'Inspecteur départemental,
« dans une école professionnelle.

« Les écoles professionnelles, agricoles ou industrielles
« sont des établissements départementaux ou privés. Les
« associations de bienfaisance et les établissements privés
« qui voudront être autorisés à recevoir et à élever des
« pupilles de l'Assistance devront en faire la demande au
« Ministre de l'Intérieur et soumettre à son approbation
« leurs statuts, règlements et locaux. »

L'art. 4^{er} se terminait ainsi : « Un règlement d'adminis-
« tration publique, rendu dans le délai d'un an à partir
« de la présente loi, déterminera les mesures propres à
« assurer le placement provisoire ou définitif, la sur-
« veillance, l'éducation morale et professionnelle des pu-
« pilles placés dans les établissements départementaux
« ou privés, ainsi que le patronage de ces pupilles à la fin
« de leur placement. Le règlement déterminera également
« les conditions de remboursement de la dépense, qui
« reste à la charge de l'Administration pénitentiaire en
« vertu du paragraphe 2 de l'art. 5. »

L'art. 2 décidait que lorsqu'un pupille aurait donné des
sujets de mécontentement graves, le tribunal civil pour-
rait, sur la demande du Préfet, dans les départements, et
du directeur de l'Assistance Publique, à Paris, et sur le
rapport de l'Inspecteur des Enfants Assistés, décider
r u'il serait confié à l'Administration pénitentiaire, qui le
q

recevrait dans un de ses établissements ou quartiers d'observation, où il serait maintenu jusqu'à ce que les renseignements recueillis et le résultat de l'observation permettent de décider s'il sera admis dans une colonie ou maison pénitentiaire ou dans une colonie correctionnelle.

Théoriquement, cette loi apportait le remède : la question financière était résolue, puisque l'Assistance publique ne serait pas grevée de charges nouvelles et imprévues, la dépense restant à la charge de l'Administration pénitentiaire. D'autre part, l'objection, tirée du danger de contamination des petits assistés par les mineurs introduits en vertu de la loi de 1898, perdait beaucoup de sa valeur, puisque la loi de 1904 instituait des écoles spéciales, « écoles professionnelles, destinées à recevoir les sujets indisciplinés et vicieux. D'autre part, les pupilles qui auraient donné de graves sujets de mécontentement pourraient, par décision du tribunal civil, sur demande de l'Assistance, être confiés à l'Administration pénitentiaire.

C'était la solution en théorie ; pratiquement, c'était peu de chose ; sans doute la loi contenait d'excellentes dispositions, mais elle n'avait pas encore reçu son application ; M. Strauss, dans son rapport du 13 mars 1906, en faisait l'aveu.

La raison, d'ailleurs, en était facile à trouver : la fin de l'art. 4 de la loi de 1904 n'annonçait-elle pas un règlement d'administration publique qui déterminerait « les mesures « propres à assurer le placement provisoire ou définitif, la « surveillance, l'éducation morale et professionnelle des

« pupilles placés dans les établissements départementaux
« privés... ainsi que les conditions de remboursement des
« dépenses ?...

C'était poser une règle, et renvoyer à plus tard l'examen des conditions pratiques et des possibilités.

Or, au moment de la discussion de la proposition de loi concernant la minorité pénale, M. Strauss constatait dans son rapport du 13 mars que, à cette heure, le service des Enfants assistés ne disposait pas de ressources suffisantes, pour admettre d'office, par voie judiciaire, des mineurs de 16 à 18 ans ; que la loi de 1904 a pour but précisément de pourvoir à l'outillage indispensable au redressement et à la préservation des pupilles vicieux ou difficiles de l'Assistance Publique (1) ; mais qu'elle n'était pas appliquée.

« Tant que les écoles professionnelles prévues par la loi de 1904 n'existeront pas en nombre suffisant et ne fonctionneront pas d'une manière satisfaisante, il y aurait imprudence, disait l'honorable rapporteur, à étendre au-delà de 16 ans, tout au moins en ce qui concerne l'Assistance Publique, l'application des art. 4 et 5 de la loi du 19 avril 1898.

« En effet, les lois de 1889 et de 1898 permettent de
« confier une foule d'enfants déjà vicieux, ou difficiles aux
« services départementaux, qui ne sont pas outillés pour
« les recevoir, disait plus tard M. de la Bussière, rappor-
« tant l'opinion de MM. Mouret et Cuhe (1). Il existe,

(1) *Journ. off.*, Docum. parlam., Sénat, annexe 103.

(2) *Revue L'Enfant*, sept. 1906. *Revue pénit.*, juin 1906. « Les

« parmi les moralement abandonnés et les délinquants,
« un grand nombre d'anormaux, qu'il faudrait placer dans
« des établissements médico-pédagogiques, et des sujets
« plus ou moins pervers, auquel le placement familial ne
« convient pas et dont l'internement dans une école de ré-
« forme s'impose ; or, ces rouages font à peu près complè-
« tement défaut. Les services départementaux manquent
« aussi d'asiles d'observation convenablement organi-
sés (1). »

Le service des Enfants assistés est maintenant très lourdement chargé, depuis l'introduction des moralement abandonnés (loi de 1889) et des enfants victimes ou auteurs de délits ou de crimes (loi de 1898). Les enfants difficiles et vicieux sont plus nombreux parmi les moralement abandonnés que parmi les enfants assistés ; ils le sont plus encore dans la dernière catégorie, introduite par la loi de 1898.

lacunes de la législation de l'enfance moralement abandonnée », par Mouret et Cuche.

(1) Le 27 avril 1906, après le vote de la loi, le Comité de défense de Marseille étudiant la situation faite par celle-ci, émettait le vœu que l'administration pénitentiaire ne mélange jamais la nouvelle catégorie de mineurs aux enfants de moins de 16 ans et qu'elle n'introduise pas ces enfants dans les établissements d'éducation correctionnelle où sont placés les autres mineurs, afin d'écarter le danger de la corruption, mais que l'on crée ou affecte un établissement spécial pour les mineurs envoyés en correction au-dessus de 16 ans (*Revue pénit.*, mai 1906, p. 761).

Que dire lorsqu'il s'agit de la fusion de ces mineurs de 16 à 18 ans non plus avec des coupables plus jeunes mais avec de jeunes pupilles auxquels on n'a rien à reprocher ?

« En tant qu'elle a consacré l'assimilation des enfants
« auteurs de délits ou de crimes, dit M. Eugène Pré-
« vost (1), cette loi est le résultat d'une surprise. Il est
« certes permis de dire que le législateur n'eût pas permis
« cette assimilation, s'il en avait aperçu les conséquences.
« En tout cas on peut affirmer qu'il ne l'eût pas permise au
« pied levé, sans avoir pris, au préalable, des mesures de
« précaution.

« Ce fut dans le service des Enfants Assistés un im-
« mense désordre, auquel la loi de 1904 a tenté de mettre
« un terme en régularisant la situation. »

En somme, on pouvait résumer la situation de la ma-
nière suivante :

L'introduction, dans le service des Enfants Assistés, de
mineurs vicieux, pervers, et déjà d'un certain âge, 14,
15 ou 16 ans, causait un grand désarroi, et menaçait de
provoquer l'indiscipline et d'entraîner, par les mauvais
conseils, et surtout les mauvais exemples, les jeunes pu-
pilles de l'Assistance.

En outre, il fallait compter avec les difficultés financières,
cette nouvelle charge étant très lourde, et non prévue.

La loi de 1904 a tenté de remédier à la situation, en dé-
cidant que les mineurs confiés en vertu de la loi de 1898
comme auteurs de délits ou de crimes, resteraient à la
charge de l'administration pénitentiaire ; que des écoles
de préservation seraient créées, pour éviter un contact dan-

(1) Revue *L'Enfant*, octobre 1906, p 246.

gereux aux bons sujets de l'Assistance Publique : ces écoles recevraient les pupilles difficiles ou vicieux. Quant à ceux qui auraient donné de graves sujets de mécontentement, ils pourraient, après rapport administratif et décision du Tribunal, être confiés à l'Administration pénitentiaire, qui les recevrait d'abord dans des quartiers d'observation.

Mais d'écoles de préservation, point ; de quartier d'observation, pas davantage, ou si peu qu'il était inutile d'en parler.

Le principe était accepté ; un règlement d'administration publique organiserait ultérieurement les mesures relatives tant au placement des mineurs, à leur surveillance, à leur éducation et à leur patronage, qu'à l'exécution de l'art 5, § 2, de la loi — c'est-à-dire la solution de la question financière.

Or, le règlement d'Administration publique n'avait pas encore paru lorsque M. Strauss présenta son rapport complémentaire. A ce moment, l'Assistance Publique devait faire face aux difficultés dont nous avons parlé, difficultés dont elle se plaignait vivement, et qui ne pouvaient que croître.

Fallait-il, en de telles circonstances, augmenter encore ces embarras en ajoutant aux mineurs de 16 ans, les enfants de 16 à 18 ans qui pourraient désormais, en vertu de la proposition de loi, soutenue par M. Strauss, leur être assimilés ? La situation serait devenue rapidement critique, et une désorganisation complète du service en aurait bientôt été la conséquence.

La disposition finale de la proposition, portant que la garde d'un mineur de 16 à 18 ans ne pourrait pas être confiée à l'Assistance Publique par application des art. 4 et 5 de la loi du 19 avril 1898, était donc dictée par la prudence.

« Disposition transitoire », disait M. Strauss, prévoyant qu'elle n'aurait plus de raison d'être quand le système des écoles de préservation aurait fait ses preuves.

Il est douteux que cette éventualité se produise bientôt.

Un avant-projet de règlement relatif aux enfants difficiles (1) fut préparé, en effet, bien postérieurement, et soumis au Conseil supérieur de l'Assistance publique qui nomma M. Brueyre rapporteur.

Tel qu'il est sorti des délibérations du Conseil, ce projet compte 39 articles.

M. Brueyre, au cours de la discussion n'a pas caché son peu d'enthousiasme pour ledit projet : quant à M. Mirman, il le « subit ».

« Il eût été, disaient-ils, possible et facile de se montrer, « le cas échéant, pitoyable envers les enfants auteurs de « délits ou crimes, sans commettre la faute énorme de « cette déplorable assimilation qui a été, qui est, et sera « si préjudiciable aux enfants assistés.

Ce projet, dans son article 3, oblige chaque département à pourvoir à l'éducation de ses enfants difficiles

(1) Les enfants vicieux repassent entre les mains de l'administration pénitentiaire.

confiés à l'Assistance Publique. Faute d'avoir un établissement public destiné à les recevoir, le département devra traiter, soit avec un établissement public d'un autre département, soit avec un établissement privé autorisé par le ministre de l'Intérieur.

L'art. 7 porte que les nouvelles écoles n'auront aucun caractère pénitentiaire, mais quel nom leur donnera-t-on ? Le Conseil a décidé de les appeler « Ecoles professionnelles des Enfants Assistés ».

En ce qui concerne les conditions matérielles de ces établissements, on se heurte à de nombreuses difficultés :

L'art. 3 du projet décide en effet que l'effectif de chaque département ne pourra dépasser 50 élèves, à moins qu'il n'existe dans le même établissement des quartiers différents, complètement séparés.

D'autre part, l'art. 20 décide : « pour le redressement moral, les enfants sont répartis entre les divers maîtres ou surveillants, chacun de ceux-ci ne devant pas avoir à s'occuper de plus de 10 enfants ».

« Ces limitations sont bien étroites, disait M. Bruman dans la discussion ; je suis effrayé de la dépense que nous allons imposer à l'Etat et aux départements ; ce seront des dépenses telles que la loi, malgré son caractère obligatoire, ne sera pas appliquée d'ici longtemps.... »

Et puis, que décider pour les écoles privées ? on ne peut empêcher un établissement privé d'organiser son mode d'assistance et d'éducation.

M. Grimanelli estimait cette réglementation trop stricte, et M. Brueyre craignait qu'elle n'empêche la formation des établissements.

Grosses difficultés, aussi, en ce qui concerne l'éducation morale. A qui sera-t-elle confiée ? D'autre part, on parle de groupe de dix élèves ; mais comment seront-ils constitués ? Sera-ce d'après leur âge, leur moralité, leurs antécédents, leurs tares, l'objet ou la nature de leur apprentissage professionnel, le niveau de leur capacité technique, industrielle ou agricole ? Il y aura, à chaque instant, des causes de dislocation. Que deviendront ces groupes de dix, lorsque les enfants seront, pendant les heures de travail, distribués, selon leurs préférences ou aptitudes, celui-ci dans l'atelier du bois, celui-ci dans l'atelier de fer, le 3^e dans l'atelier du cuir ? Et s'il s'agit d'un établissement agricole, ce sera pis encore. L'instituteur-surveillant passera son temps à rechercher les unités éparses de son groupe.

Lès résultats paraissent douteux. Que produira la réglementation nouvelle ? Il est fort probable, a pensé M. Bruman, que les établissements départementaux ne se créeront point. Pourquoi ? Parce que la dépense de construction sera forte ; les difficultés et complications de fonctionnement seront notables ; de plus, l'aléa et l'incertitude des résultats ne sont pas un encouragement. Ajoutons l'excès de réglementation et la défaveur de l'opinion publique qui critiquera, peut-être durement, de tels sacrifices pour de « mauvais garnements » alors que les fa-

milles honnêtes ont tant de peine à élever leurs enfants.

« Je crois donc », dit M. Eugène Prévost (1), qu'on se ferait des illusions si on comptait voir surgir prochainement des établissements départementaux.

Quant aux établissements privés, la réglementation du projet rend leur création tout au moins difficile.

D'autre part, à la fin de la discussion, M. Ogier déposait un vœu demandant que l'installation et le fonctionnement des écoles publiques de pupilles difficiles ou vicieux soient assurés par l'Etat, les départements subvenant à leur part de dépenses.

Il est certain que ce vœu n'aura pas pour résultat de hâter la solution. Les départements ne se risqueront pas en d'aussi fortes dépenses tant que la question posée par le vœu de M. Ogier ne sera pas tranchée.

« Ce règlement ayant été établi, dit M. Eugène Prévost, « de telle sorte qu'il rend très improbable, qu'il rend même « impossible la création, soit des établissements départe- « mentaux, soit de nouveaux établissements privés, com- « ment fera-t-on, si, en effet, ces établissements ne se « créent pas ? Comment fera-t-on en présence de besoins « et de difficultés qui augmentent chaque jour ? Il faudra, « semble-t-il, le recommencer sur des bases plus pondé- « rées, plus accessibles...

« En attendant, le service des Enfants assistés conti- « nuera de subir les conséquences de la loi du 19 avril « 1898 et d'en souffrir.

(1) Revue *L'Enfant*, 15 nov. 1906, p. 344 et suiv.

« M. Mirman en gémit... Je le comprends. »

Les difficultés que nous venons d'envisager sont, à notre avis, la meilleure justification de la disposition transitoire ajoutée par le Sénat au projet Cruppi. Tant que ces graves problèmes ne seront pas résolus, tant qu'on n'aura pas pu se rendre compte des résultats — une fois la solution trouvée — il sera dangereux d'obliger l'Assistance Publique à recevoir, le cas échéant, en vertu de la loi de 1898, des mineurs de 16 à 18 ans.

LA LOI — CRITIQUE

Le 10 avril 1906, était déposé à la Chambre un rapport concluant à l'adoption du texte, remanié par le Sénat. Les conclusions étaient adoptées le 12 avril sans discussion (1), et le *Journal officiel* promulguait la loi le 14 avril. En voici le texte définitif :

Article 1^{er}. — Les articles 66 et 67 du Code pénal sont ainsi modifiés : Art. 66. — Lorsque le prévenu ou l'accusé aura au moins 18 ans, s'il est décidé qu'il a agi sans discernement, il sera acquitté ; mais il sera, selon les circonstances, remis à ses parents ou conduit dans une colonie pénitentiaire, pour y être élevé et détenu pendant le nombre d'années que le jugement déterminera, et qui, toutefois, ne pourra excéder l'époque où il aura atteint sa majorité.

Art. 67. — S'il est décidé qu'un mineur de 16 ans a agi avec discernement, les peines seront prononcées ainsi qu'il suit :

S'il a encouru la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité, de la déportation, il sera condamné à la peine

(1) *Journ. off.*, p. 1740.

de vingt ans d'emprisonnement dans une colonie correctionnelle.

S'il a encouru la peine des travaux forcés à temps, de la détention ou de la réclusion, il sera condamné à être enfermé dans une colonie correctionnelle ou une colonie pénitentiaire, pour un temps égal au tiers au moins et à la moitié au plus de celui pour lequel il aurait pu être condamné à l'une de ces peines.

Dans tous les autres cas, il pourra lui être fait défense de paraître, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, dans les locaux dont l'interdiction lui sera signifiée par le Gouvernement.

S'il a encouru la peine de la dégradation civique ou du bannissement, il sera condamné à être enfermé d'un an à cinq ans dans une colonie pénitentiaire ou une colonie correctionnelle,

Art. 2. — L'art. 340 du Code d'Instruction criminelle est modifié ainsi qu'il suit : art. 340. Si l'accusé a moins de 18 ans, le président posera, à peine de nullité, cette question : « l'accusé a-t-il agi avec discernement ? »

Art. 3. — Disposition transitoire. — « La garde d'un enfant mineur de 16 à 18 ans ne pourra pas être confiée à l'Assistance Publique par application des art. 4 et 5 de la loi du 19 avril 1898. »

Ainsi la loi nouvelle recule de 16 à 18 ans l'âge jusqu'auquel la question de discernement pourra être posée ; mais, en reconnaissant ainsi à un plus grand nombre de délinquants la qualité de mineurs, la nouvelle loi aurait

pu multiplier les abus auxquels pourrait donner lieu l'application de la loi de 1898 ; c'est ce qui a motivé l'article 3. Cette limitation du nombre des enfants qui peuvent, bénéficiant la loi de 1898, être remis à l'Assistance Publique, n'est qu'une disposition destinée à préciser les effets de la modification capitale introduite par la loi de 1906.

De plus, la loi porte de 20 à 21 ans accomplis le moment jusqu'auquel peut être prononcé l'envoi en correction. Enfin, quelques modifications de détail sont introduits dans le texte même des art. 66 et 67, C. P.

La nouvelle disposition qui permet de répondre à la question de discernement jusqu'à 18 ans est, en réalité, un procédé pratique, un expédient auquel on a recours en vue d'atteindre un résultat utile. Ce n'est pas une modification de principe rendue nécessaire par un changement dans la situation intellectuelle de l'enfance : à ce point de vue, c'est un abaissement de l'âge de la majorité qui eût dû être adopté.

D'ailleurs, si le législateur de 1906 avait voulu faire une modification de principe dans la loi que nous étudions, il aurait simplement substitué dans les art. 66 et suiv. du C. P. l'âge de 18 ans à celui de 16 ans. Les conséquences en auraient été les suivantes : 1° Le mineur de 18 ans aurait joui du privilège de juridiction (art. 68) ; 2° en cas de déclaration de discernement, il aurait bénéficié de l'excuse atténuante de minorité (art. 67 et 69). Or, la loi du 12 avril 1906 laisse intact l'art. 68 ; par conséquent, entre 16 et 18 ans, un individu qui a commis un

crime peut être déféré à la Cour d'assises ; d'autre part, la loi n'a pas touché à l'art. 69 et n'a pas substitué dans l'art. 67 *in principio* l'expression « mineur de 18 ans » à celle de « mineurs de 16 ans » : La loi n'admet l'excuse de minorité que jusqu'à 16 ans.

Il est donc très inexact de dire que la loi nouvelle a remplacé purement et simplement la majorité de 16 ans par celle de 18 ans. La majorité reste toujours en principe fixée à 16 ans : La question de discernement pourra seulement être posée jusqu'à l'âge de 18 ans : le législateur n'a pas cru devoir faire davantage.

En résumé, trois différences, actuellement, séparent les mineurs de 16 ans et ceux de 18 ans :

Seuls les premiers bénéficient des articles 4 et 5 de la loi du 19 avril 1898, au moins en ce qui concerne l'Assistance Publique, car, le texte parlant seulement de cette dernière, on pourrait soutenir que les délinquants de 16 à 18 ans peuvent être confiés à tout autre tiers.

Seuls les mineurs de 16 ans jouissent du privilège de juridiction ;

Seuls enfin ils peuvent invoquer l'excuse atténuante de la minorité.

On ne peut reprocher, dans ces conditions, au législateur de 1906 d'énervier la répression et de ne pas tenir compte de la précocité des jeunes criminels (1). Au con-

(1) A. Le Poittevin, *Revue pénitentiaire*, 1903, p. 1070. V. Rapport J. Joly sur les causes de la criminalité de l'enfance. *Revue pénit.*, 1904, p. 662 et suiv.

traire, par le maintien des différences, que nous venons d'exposer, entre mineurs de 16 et 18 ans, et, d'autre part, la faculté de poser pour les uns et les autres la question de discernement, le législateur a concilié l'utilité de l'éducation avec la nécessité de la répression.

En outre, par la prolongation, jusqu'à l'âge de 21 ans, du temps pendant lequel la mise en correction peut être ordonnée, la loi de 1906 fait coïncider l'expiration du temps de correction avec la majorité, c'est-à-dire l'instant où le mineur cesse d'être soumis à la puissance paternelle, solution qui écarte les difficultés auxquelles pouvait donner naissance la législation antérieure.

En même temps se trouve tranchée une controverse relative à la loi du 19 avril 1898. Dans le silence de la loi on pouvait se demander quelle est la durée du droit de garde qu'elle organise. On pouvait dire : le mineur restera soumis au droit de garde jusqu'à 20 ans accomplis, en vertu de l'art. 66 du C. P., que la loi de 1898 complète. Mais on pouvait dire aussi : la garde de la loi de 1898 durera aussi longtemps que celle qui appartient aux parents, c'est-à-dire jusqu'à la majorité. Depuis la loi de 1906 la difficulté a disparu ; le droit de garde sur le mineur pourra être exercé jusqu'à l'âge où pourrait se prolonger l'envoi en correction, c'est-à-dire 21 ans.

La loi du 12 avril 1906 a introduit aussi quelques modifications de détail dans les textes du Code Pénal.

1° L'ancien art. 66 parlait du mineur accusé, donnant à entendre que la question de discernement ne pouvait

être posée que lorsque le mineur avait commis un crime. Mais cette interprétation étroite n'avait pas prévalu. Contraire à l'intention du législateur, elle aurait conduit à un fâcheux résultat ; l'art. 66 n'aurait presque jamais été appliqué, les mineurs de 16 ans n'étant pas, en principe, justiciables de la Cour d'assises. La loi nouvelle a corrigé, dans le texte nouveau, l'inexactitude de l'ancien. Elle vise en effet le mineur « prévenu ou accusé ». Du reste, cette dualité de situation sera désormais fréquente, car le mineur de 16 à 18 ans ayant commis un crime relèvera toujours de la Cour d'assises.

2° Dans les art. 66 et 67 du C. P. l'expression « maison de correction » est remplacée par « colonie correctionnelle » et « colonie pénitentiaire », afin de mettre ces textes en harmonie avec les dispositions de la loi du 5 août 1850.

3° Conformément à la loi du 27 mai 1885, art. 49, les mots « surveillance de la Haute Police », disparaissent dans le texte, où ils sont remplacés par ceux d' « interdiction de séjour. »

4° L'ancien art. 67 *in principio* disait en parlant du mineur : « s'il a décidé qu'il a agi avec discernement... Le nouvel art. 67 porte : « S'il a décidé qu'un mineur de 16 ans a agi avec discernement...

Cette modification montre que l'excuse est bien réservée au mineur de 16 ans et cela intentionnellement.

Signalons en passant une conséquence de la loi du 12 avril 1906, en matière de contrainte par corps (1).

(1) *Revue pénitentiaire*, déc. 1906, p. 1248.

L'art. 13 de la loi du 22 juillet 1867 dit que la contrainte par corps ne peut être exercée contre des individus « âgés de moins de seize ans accomplis à l'époque des faits qui ont motivé la poursuite ». Or, la loi de 1906 la recule à 18 ans. Le tribunal de paix de Lille (1), se basant sur le fait que l'art. 13 précité ne fait aucune distinction, suivant que le mineur de 16 ans avait ou n'avait pas agi avec discernement, et pensant qu'il devait en être de même pour le mineur de 18 ans a décidé qu'on ne peut prononcer la contrainte par corps contre un individu qui, au moment du délit, n'aurait pas atteint cet âge.

A cette opinion est préférée, par d'autres tribunaux, une solution mixte. La loi de 1906, en effet, assimile au majeur, au point de vue de la peine, le mineur de 18 ans ayant agi avec discernement : aussi certains juges refusent-ils d'ordonner la contrainte par corps lorsque le discernement n'est pas admis, et l'accordent-ils au cas contraire.

La solution du tribunal de Lille n'est pas sans avantages : la situation des créanciers civils n'est pas modifiée, quelle que soit la décision du tribunal sur la question de discernement ; le juge civil appelé à statuer sur la réparation pécuniaire d'un délit n'est pas lié, au point de vue de la contrainte par corps par la décision des juges répressifs ; enfin on exonère de la contrainte le mineur de 18 ans assimilé au majeur. Ce mineur, en effet, ne dispose pas de sa

(1) Justice de paix de Lille, 23 mai 1906. *Gaz. des trib.* du 18 octobre.

fortune ; l'emprisonnement ne peut le contraindre à payer sa dette.

Il est vrai qu'on peut répondre à cet argument que cette considération peut être invoquée également lorsqu'il s'agit d'un majeur de 18 ans qui n'a pas encore atteint sa 21^e année, et contre lequel, cependant, la contrainte par corps pourra être pratiquée.

D'autre part, si, au point de vue pénal, la loi du 12 avril 1906 considère comme majeur le coupable âgé de moins de 18 ans qui a agi avec discernement, c'est — on est en droit de le supposer — qu'elle veut voir appliquer à ce coupable les peines et les moyens de contrainte dont un majeur serait paisible. Cette dernière considération tendrait à justifier la solution exposée ci-dessus. Toutefois, seul, un arrêt de la Cour de cassation sur la matière pourra pratiquement trancher la controverse.

La solution contraire à celle du tribunal de paix de Lille a été admise par le tribunal correctionnel de Valenciennes, le 31 octobre 1906, et de Vienne, le 7 novembre suivant (1). La loi du 12 avril 1906, est-il dit au siège de la matière, — loi qui a élevé à 18 ans l'âge de la majorité pénale, n'a apporté aucune modification à la disposition de l'art. 13 de la loi du 22 juillet 1867 qui a fixé à 16 ans l'âge à partir duquel la contrainte par corps peut être prononcée contre un mineur.

Par suite, la contrainte par corps doit être prononcée,

(1) Dallcz, Périod. 1906, V^e partie, p. 70.

même sous l'empire de la loi du 12 avril 1906, contre le prévenu qui était âgé de plus de 16 ans et de moins de 18 ans au moment où il a commis le délit qui lui est reproché.

A ce sujet est signalé le jugement contraire de Lille, précédemment cité, et la note qui fait suite à l'exposé de la décision estime que la solution du tribunal de Lille ne doit pas être approuvée. Les travaux préparatoires de la loi de 1906 démontrent que le législateur ne s'est pas préoccupé de la loi du 22 juillet 1867. Ce point n'a pas été aperçu par lui. Le maintien de la majorité pénale à 16 ans pour l'application de la contrainte par corps, conformément à la loi de 1867, ne semble pas douteux. La loi du 12 avril 1906 n'a eu d'autre but, en effet, que de permettre de poser, pour les mineurs de 18 ans, la question de discernement et de prononcer l'acquittement en cas de réponse négative à ladite question. Mais lorsqu'il est reconnu que les mineurs de 18 ans ont agi avec discernement, ils doivent être traités comme des majeurs ; il en résulte que l'art. 13 de la loi de 1867 ne s'applique pas à eux : ils peuvent être soumis, comme des majeurs, à la contrainte par corps (1).

(1) Notons encore les difficultés qui naissent de la combinaison de la loi de 1898 avec la loi de 1906.

Aux termes des art. 4 et 5 de la loi de 1898, les enfants, même auteurs de délits ou de crimes, peuvent être confiés à un particulier, à une institution ou à l'Assistance Publique. Dans la loi de 1898, le mot « enfants » paraît désigner les mineurs de 21 ans (*Revue pénit.*, 1903, p. 585). Alors les mineurs de 16 à 18 ans ne

La loi, aussitôt votée, ne tardait pas à trouver son application. C'est ainsi qu'à l'audience du 25 mai, la 3^e Chambre du tribunal correctionnel de la Seine a eu recours à la loi récente. Une femme mariée, âgée de moins de 48 ans, la dame M..., prévenue de vol dit « à l'entôlage », avait avoué le délit. Bien que l'inculpé fût émancipée par mariage, le tribunal l'a acquittée comme ayant agi sans discernement et confiée à son mari (1).

pourront être confiés à l'Assistance publique, et ceux de 18 à 21 ans le pourront? Ces derniers ne seraient-ils pas aussi dangereux que les premiers. Ce serait au moins illogique, à moins qu'on n'estime que la loi de 1906 ayant exclu les mineurs de 16 à 18 ans, ceux de 18 à 21 le sont aussi, *a fortiori*. Tant que les écoles professionnelles prévues par la loi de 1904 ne fonctionneront pas, etc... disait M. Strauss, il y aura imprudence à *étendre au delà de 16 ans*, tout au moins en ce qui concerne l'Assistance Publique, l'application de la loi de 1898. Ces mots paraissent bien exclure les mineurs de 18 à 21 ans. Le bon sens aussi, d'ailleurs. Cette anomalie serait évitée si l'on admettait la rédaction nouvelle des art. 4 et 5, proposée par le Comité de défense, et distinguant les mineurs victimes de délits, qui seraient admis jusqu'à 21 ans, et les auteurs de délits jusqu'à 16 ans seulement. D'autre part, si on ferme aux mineurs de 16 à 18 ans les écoles^s de difficiles, que feront les particuliers ou les institutions, lorsque ces enfants seront tout à fait mauvais ou vicieux? Il faudra pourtant solutionner la question qui se présentera un jour ou l'autre (Revue, *L'Enfant*, 15 nov. 1906).

(1) *Revue pénitentiaire*, 1906, p. 958.

..

Quelle appréciation porter sur la loi du 12 avril 1906 ?

Bonne dans son ensemble, recherchant un but excellent, elle n'est pas à l'abri de critiques.

A remarquer d'abord que le titre donné à la loi nouvelle intitulée : « Loi modifiant les articles 66, 67 C. P. 340 C. I. criminelle *et fixant la majorité pénale à 18 ans* » ne paraît pas exact. Les derniers mots ne correspondent pas à la réalité. La réforme est moins profonde que le titre ne semble l'indiquer : La majorité pénale reste fixée à 16 ans, mais la question de discernement pourra se poser jusqu'à l'âge de 18 ans. Toute l'innovation est là.

Autre vice de rédaction, auquel nous avons déjà fait allusion : la transcription, dans le nouvel art. 66 d'une expression défectueuse de l'ancien texte. « Pendant tel nombre d'années... », disait l'ancien art. 66 en parlant du temps pendant lequel l'enfant acquitté pourra être envoyé en correction. Le nouvel art. 66 reproduit l'expression. Des cas pourront cependant se présenter, où la mise en correction durera moins d'un an : On peut supposer, même sous le régime de la nouvelle loi, que la décision soit rendue moins d'un an avant l'expiration de la 21^e année. La majorité étant fixée à 18 ans (1), le délit peut avoir été commis un peu avant cette époque et n'avoir été

(1) Nous employons cette expression : *brevitatis causa*, nous avons vu que prise à la lettre, elle est sujette à la critique.

découvert que bien plus tard, ou bien la procédure peut avoir subi des retards...

De même, à lire l'ancien art. 66 qui ne parlait que du mineur « accusé » et l'art. 340 du C. I. cr., qui ne semblait viser que les affaires soumises au jury, la formalité de l'examen distinct de la question du discernement pouvait faire l'objet d'une discussion. Pourtant, lorsque le tribunal correctionnel examinait un crime, la formalité était indispensable (art. 68 *in fine*); et on ne voyait pas de raison pour qu'il en fût autrement en cas de simple délit, compétence ordinaire de cette juridiction. La loi du 12 avril 1906 a corrigé, sous ce rapport, l'art. 66 : « Lorsque le prévenu ou l'accusé... », dit-elle. Mais dans l'art. 2, qui vise l'art. 340 du C. I. cr., l'ancienne expression n'a pas été modifiée : « Si l'accusé... », dit le texte. Il eût peut-être été bon de mentionner, par un terme plus précis, que la question de discernement devait être posée, même devant le tribunal correctionnel.

Dans un autre ordre d'idées, certains criminalistes adressaient une critique à l'art. 67. Cet article prévoit le cas de discernement reconnu chez l'enfant, et le punit de peines mitigées. Il est regrettable, disait-on, de n'avoir pas fait suivre l'emprisonnement pénal, prononcé contre le mineur qui a agi avec discernement — et qui pourra être de courte durée — de ces mesures de garde et d'éducation, qui, pour le mineur qui a agi sans discernement, peuvent se prolonger jusqu'à 20 ans (1). C'est presque une

(1) 21 ans depuis la nouvelle loi.

injustice, car le mineur vicieux, auquel on peut reprocher une faute commise *cognita causa*, en sera quitte pour une peine, peut-être courte, tandis que le mineur qui a agi sans discernement restera détenu pendant des années. N'y a-t-il pas là une étrange anomalie? Aussi voyait-on déjà, devant les tribunaux, des enfants dissimuler leur âge, et, alors qu'ils avaient moins de 16 ans, tenter de se faire passer pour majeurs. Ils y seront portés bien davantage, maintenant qu'ils auront à craindre non plus une détention jusqu'à 20 ans, mais jusqu'à 24 ans.

D'autre part, ce système est-il bien conforme à l'intérêt de l'enfant, d'abord, de la société ensuite? L'enfant qui a commis une faute avec discernement a un besoin d'autant plus urgent d'être « élevé » qu'il a fait preuve d'une perversité plus grande. Sans doute, c'est un coupable : il doit être et sera condamné. Mais il est enfant quand même, et la notion de condamnation n'exclut pas celle d'éducation. Pourquoi ne pas décider que le mineur de 16 ans condamné pour un délit commis avec discernement, sera, à l'expiration de sa peine, « élevé » comme un mineur acquitté, et dans les mêmes conditions, sous la réserve, par exemple, que la durée de la peine et celle de la détention qui suivra comme mesure d'éducation, ne pourront, dans leur ensemble, dépasser la 21^e année? Dans nombre d'hypothèses, le Code pénal fait suivre la peine prononcée contre un coupable de certaines mesures, telles que la surveillance de la Haute Police, remplacée par l'interdiction de séjour, mesures qui ont principale-

ment pour but de donner à la société certaines garanties contre de nouvelles infractions, de la part du coupable ; une semblable décision est, sans doute, une peine, mais elle est surtout une précaution prise contre un individu qu'une première faute grave a déjà rendu suspect, et que l'on veut tenir à distance, dans l'intérêt général. L'art. 67 applique même cette peine au mineur lorsqu'il a agi avec discernement dans certaines hypothèses.

En décidant des mesures d'éducation contre le mineur de 16 ans reconnu coupable d'avoir agi avec discernement, on ferait la même chose : on protégerait la société contre de nouvelles infractions possibles de la part de l'enfant. La répression n'en serait aucunement énervée, puisqu'une peine aurait été prononcée. D'autre part, l'anomalie signalée disparaîtrait, et le principe de l'éducation et du reclassement de l'enfant délinquant recevrait également satisfaction, d'autant plus que la loi du sursis pourrait toujours trouver son application, le cas échéant.

Et pourquoi ne pas aller plus loin, et ne pas décider que jusqu'à 18 ans, quelle que soit la réponse à la question de discernement, les mesures d'éducation pourront être prises ? La répression, l'intimidation en seraient fortifiées, car le mineur ne fait pas de différence entre la détention-peine et la détention-correction : ce qu'il craindra, c'est le régime, et non le titre qu'on lui donne : et, d'autre part, on pourrait dire, en ce cas, que tout a été fait pour ramener le délinquant dans le droit chemin.

Telle paraissait être l'opinion de M. Grimanelli.

« Quant aux mineurs de 16 ou 18 ans reconnus avoir
« agi avec discernement, disait-il (1), faut-il maintenir le
« système qui consiste simplement à transposer, en ce
« qui les concerne, les variétés de notre échelle pénale ou
« à réduire la durée des peines ordinaires ? Ne serait-il
« pas préférable de modifier pour eux la correction dans
« sa nature plutôt que dans son degré et sa durée ? »

« Pour le cas où la durée de la répression proprement
« dite n'atteindrait pas la majorité ou l'incorporation mili-
« taire des délinquants de cette catégorie, ne serait-il pas
« bon que la loi autorisât le juge compétent à décider leur
« maintien dans un établissement d'éducation péniten-
« tiaire jusqu'à l'une de ces échéances ? »

On peut admettre qu'il y ait lieu de modifier, pour ces mineurs, la correction dans sa nature plutôt que dans son degré et sa durée, sans toutefois lui enlever son caractère de peine ; on aurait pu prononcer contre le mineur de 16 ans qui a agi avec discernement la peine atténuée, conformément à l'art. 67 ; contre l'enfant de plus de 16 ans la peine intégrale, comme pour un majeur, sauf, dans ce dernier cas, à modifier la nature de la peine, comme pour le mineur de 16 ans ; mais prononcer ensuite contre les deux des mesures d'éducation identiques à celles auxquelles sont soumis les mineurs acquittés. Peut-être pourrait-on en invoquer une dernière raison en faveur de ces considérations.

(1) *Revue pénitentiaire*, juin 1905, p. 829.

La tendance incontestable de la magistrature est de nier le discernement, lors même qu'il existerait, pour pouvoir substituer à la peine le régime de la correction et de l'éducation. D'autre part, l'art. 67 est resté le même : si le discernement est reconnu, ce sera à 16 ans que sonnera l'heure de la majorité. Dès lors, les tribunaux tourneront la loi aussi facilement qu'auparavant, et, lorsqu'un mineur aura agi avec discernement, on fermera les yeux afin de pouvoir appliquer l'art. 66 ; ce qui revient à dire que l'art. 67 existera pour la forme mais sera rarement appliqué. Si, dans le cas de l'art. 67 comme dans celui de l'art. 66, les mesures de correction devaient être prononcées, les juges seraient moins portés à s'engager dans cette voie. Sans doute une condamnation serait prononcée, mais grâce à la loi du 26 mars 1891, l'effet n'en serait pas irrémédiable ; d'autre part, le but principal — la correction et l'éducation du coupable — serait atteint, et les tribunaux, moins entraînés à glisser sur une pente d'indulgence excessive, appliqueraient plus souvent la loi sans la tourner — et sans perdre de vue l'intérêt du mineur.

Nous avons prononcé le mot discernement. Ceci nous conduit à une autre critique. La loi du 12 avril 1906, comme le C. P., prononce ce mot. Mais que faut-il entendre par là ? Où est la définition légale du discernement ? Entend-on par ce terme la connaissance des actes permis ou punis par la loi ? S'agit-il au contraire du discernement moral, la distinction du bien et du mal, du juste et de l'injuste, ou enfin du simple sens moral, instinct vague et

dépourvu de connaissance, qui fait que l'on obéit machinalement à un sentiment intérieur qui blâme ou approuve ? Comme le C. P., la loi de 1906 est muette sur ce point et la question dépendra de l'arbitraire du juge. « Sur quel critérium appuiera-t-il son appréciation ? dit M. Nast (1). Sur la noirceur du délit ? Mais la gravité du fait peut signifier, au contraire, inconscience plus grande. Sur les antécédents personnels du délinquant ? Mais ceux-là peuvent être justement la preuve de la nécessité plus impérieuse de le redresser par une thérapeutique plus patiente...

En outre, n'aurait-il pas été bon d'examiner la question, soulevée déjà, d'un âge d'irresponsabilité pénale an-dessous duquel toute poursuite aurait été impossible ou tout au moins résolue par une déclaration de non-discernement ?

La question était agitée, et, depuis déjà longtemps les

(1) *L'Enfant*, n° 143, 15 déc. 1906.

M. Nast prévoit une objection : cet arbitraire est inévitable et il existe pareillement à l'égard du mineur de 16 ans. « J'en conviens sans peine, dit-il ; mais, dans le cas du mineur de 16 ans, que la ligne précise de démarcation entre le discernement et le non-discernement n'existe qu'idéalement, ce n'est pas à regretter outre mesure, les inconvénients n'en sont que bénins, et quelle que soit la décision du juge, c'est à un régime plus ou moins sévère, il est vrai, mais avant tout éducatif qu'on soumettra le jeune criminel. Combien, dans le cas du jeune délinquant de 16 à 18 ans, la situation est loin d'être la même ! la délimitation entre le discernement et le non-discernement, déjà si difficile à fixer pour le mineur de 16 ans, pourra entraîner dans notre cas des conséquences autrement graves.

criminalistes l'avaient posée. Pratiquement, des poursuites ne sont pas intentées contre la toute première enfance. Mais on voit trop souvent des enfants de 7, 8, 9 ou 10 ans promenés, au Palais, à travers les couloirs conduisant aux cabinets des juges d'instruction ; un certain nombre d'entre eux sont déférés aux tribunaux correctionnels. Les conséquences sont la fréquentation possible des malfaiteurs de profession, le spectacle de débats démoralisants, l'habitude de fréquenter la justice et l'affaiblissement de l'intimidation de celle-ci.

Presque toutes les législations, excepté la Belgique, les Pays-Bas, le Grand-Duché de Luxembourg, fixent un âge, variant entre 7 et 14 ans, au-dessous duquel il ne peut y avoir ni condamnation pénale, ni poursuite.

L'Angleterre et la Russie ont fixé l'âge de 7 ans.

L'Espagne et l'Italie, l'âge de 9 ans.

L'Allemagne, la Suisse, l'âge de 12 ans.

L'Autriche-Hongrie, le Danemark, la Norvège, 14 ans.

Une réforme semble probable, et la question a été déjà envisagée par le Comité de défense des Enfants traduits en justice, dans le but de compléter les réformes déjà proposées audit Comité, au sujet des art. 66 et 67 C. P., réformes qui ont abouti à la loi du 12 avril 1906 (1).

A la séance du 7 mars, 1906, (2), M. Grimanelli, directeur de l'Administration pénitentiaire, faisait connaître un

(1) Voir rapport de Paul Mercier sur « l'âge de l'imputabilité pénale chez l'enfant et la réforme de Code ». *Gaz. des Trib.*, 26, 27, 28 fév. 1906. *Revue pénitentiaire*, mars 1906, p. 451.

(2) *Revue pénitentiaire*, avril 1906, p. 577 et suiv., 582 et suiv.

avant-projet proposé par une commission du Conseil supérieur des Prisons. Cellè-ci avait admis le principe d'une limite d'âge, au-dessous de laquelle l'enfant ne serait pas traduit en justice à raison de son délit. Au-dessous de 12 ans — la limite fixée, — il ne pouvait être l'objet que de mesures de protection, de surveillance, de correction ou de tutelle.

La Commission proposait la création de conseils de tutelle, présidés par un magistrat et composés de fonctionnaires de l'Assistance Publique ou de représentants d'œuvres privées.

L'enfant ne serait pas détenu pendant la prévention ; il serait placé ou hospitalisé. Une enquête serait faite ensuite par le Président du Conseil de tutelle, tant sur le petit délinquant que sur sa famille, puis le Conseil prendrait une décision de placement, soit à l'Assistance Publique, soit chez un tiers, soit dans une institution, mais sans échapper au contrôle du Conseil dont les pouvoirs iraient même jusqu'à provoquer, au besoin, la déchéance de la puissance paternelle. Ce serait une sorte de magistrature familiale.

M. Brueyre n'était pas partisan de cette innovation. Il suffisait, pour lui, de recourir à la loi de 1898 en créant des écoles de préservation. Il faudrait, disait-il, diviser les enfants en trois classes : au-dessous de 12 ans, de 12 à 16 ans, de 16 à 18 ans. Les premiers pourraient, comme les autres être poursuivis, mais en ce cas, une déclaration de non-discernement serait obligatoire.

M. Albanel, intervenant dans la discussion, estimait qu'aucune poursuite ne devrait être intentée contre un enfant de moins de 7 ans; pour les autres, l'institution du Conseil de tutelle pourrait donner de bons résultats, à la condition toutefois de ne pas entraver les mesures disciplinaires dont la nécessité se fera souvent sentir.

M. A. Le Poittevin critiquait l'innovation au point de vue juridique, estimant qu'au cas de culpabilité douteuse, un tribunal seul pouvait apprécier; M. Béranger, au contraire, la voyait d'un œil favorable, et croyait utile la fixation d'un âge d'irresponsabilité pénale.

A la séance du 4 avril, la question était agitée de nouveau, et M. Albanel proposait d'adopter simplement la réforme suivante: fixation d'un âge au-dessous duquel la question de discernement ne pourrait être posée, celui-ci étant présumé ne pas exister: l'âge proposé était 12 ans, et le Conseil adoptait ces vues.

A la séance du 2 mai suivant était proposé au Comité de défense un texte, additionnel à l'art. 66, qui aurait été ainsi conçu: « Lorsque le prévenu ou l'accusé aura moins de 12 ans, il devra toujours être décidé qu'il a agi sans discernement ».

Les avis étaient partagés. Certains auraient voulu soustraire l'enfant de moins de 12 ans à toute poursuite. D'autres, et notamment M. Paul Joly, estimaient que c'était impossible; que toujours la question de culpabilité serait posée, que, seuls, un juge d'instruction et un tribunal pouvaient la résoudre. D'autre part, M. Pierre Mer-

cier admettait qu'un juge d'instruction dût être saisi, mais il contestait l'utilité de renvoyer le jeune prévenu devant le tribunal correctionnel.

Pour M. A. Le Poittevin, la solution adoptée par le Comité en repoussant le principe de l'irresponsabilité pénale au-dessous de 12 ans est plus exacte et plus conforme aux principes.

Mais, ainsi que cela avait été proposé, sans aller jusqu'à supprimer toute poursuite au-dessous d'un certain âge, 16 ans par exemple, il aurait peut-être été bon de déclarer qu'au-dessous de cet âge, la question de discernement sera toujours résolue par la négative. La doctrine demandait depuis longtemps une réforme à ce sujet, s'inspirant de l'exemple donné par les législations étrangères, et la loi du 12 avril 1906 eût été plus complète si elle avait été consacrée.

Les appréciations les plus diverses sont portées sur la loi du 12 avril 1906 ; les uns pensent qu'elle manque d'opportunité, au moment où la criminalité infantile manifeste une précocité inquiétante ; ne prévoyant comme résultat que l'énervement de la répression et une sorte d'encouragement tacite au délit par la révélation officielle d'une miséricorde déjà très grande pratiquement, ils oublient que l'enfant est la cellule vivante par laquelle l'être social peut se transformer, et de la maladie de laquelle il peut mourir ; ils oublient que ce qui est jeune, et par conséquent souple, est susceptible d'être redressé par l'éducation et la correction, alors que la répression brutale serait

souvent stérile ; ne songeant qu'au châtimeut et à la terreur qu'il inspire, croyant que c'est là le seul moyen d'éviter le délit, ils regrettent les dispositions de la loi nouvelle et voudraient lui substituer au contraire des règles plus sévères.

Les autres trouvent la loi de 1906 insuffisante et voudraient que la majorité pénale fût portée à 18 ans pour tous les jeunes délinquants sans exception, c'est-à-dire qu'au cas de discernement reconnu, l'excuse légale les couvrirait jusqu'à cet âge.

Telest l'avis de M. Nast (1), qui déclare se séparer, sur ce point, de MM. A. Le Poittevin et Garçon.

Pour M. Nast, le motif qu'ils invoquent — crainte d'un énervement de la répression — bien qu'il soit très légitimé, ne reposerait pas sur des raisons judiciaires.

Avec la nouvelle loi, dit-il, on peut distinguer trois sortes de délinquants :

1° Les mineurs de 16 ans, acquittés en cas de non-discernement, soumis, au cas contraire, à un régime pénitentiaire particulier ;

2° Les délinquants de 16 à 18 ans, assimilés aux mineurs de 16 à 18 ans, au cas de non-discernement, et aux majeurs dans l'hypothèse inverse ;

3° Les majeurs, frappés de peines sévères qu'ils purgent dans les prisons proprement dites.

Cette distinction est nette. Est-elle rationnelle et correspond-t-elle au développement ontologique de l'homme ?

(1) Revue *L'Enfant*, n° 143, 15 déc. 1906, p. 401 et suiv.

Non, dit M. Nast. Jusqu'à 16 ans, la responsabilité est considérée comme nulle, ou atténuée, selon que le discernement existait ou faisait défaut. Cela est naturel : l'enfant doit être traité d'une manière spéciale. Mais s'il s'agit d'un criminel de 16 à 18 ans, la responsabilité sera niée, ou elle sera complète ; le juge ne peut choisir qu'entre ces deux alternatives. Or, la raison invoquée à l'appui de ce système est la crainte d'un énervement de la répression, qui, dit-il ne repose sur aucun fondement, bien que l'on ait constaté un abaissement de l'âge moyen de la criminalité. « Est-ce à dire, ajoute-t-il, que l'application des « peines ordinaires au criminel de 16 à 18 ans agissant avec « discernement eût pu, seule, réagir contre cette fâcheuse « tendance ? Si un tel *a priori* était vrai, ne serait-il pas « aussi permis de douter de la nécessité de la réforme « telle que l'ont conçue et réalisée ses auteurs, c'est-à- « dire restreinte au cas de non-discernement ? En effet, « personne ne soutiendra sérieusement qu'un jeune « homme de 17 ans, que même un enfant de 13 ou 14 ans « ne distingue pas le bien du mal.

« Et, partant, si, à l'instar de certaines écoles, on considère la peine uniquement comme moyen de préservation sociale, serait-il insensé d'affirmer que les pénalités de droit commun sont de nature à intimider et, par suite, à opérer un effet bienfaisant sur la jeunesse criminelle ?

« Or, il n'est pas de criminalistes qui poussent la rigueur de leurs déductions jusque-là.

Il est vrai, dit-il, que la distinction entre le discerne-

ment et le non-discernement n'est qu'un expédient — utile, d'ailleurs ; — ce dont on se préoccupe surtout, c'est l'amélioration de l'enfant, c'est la transformation grâce à laquelle son avenir différera de son passé. A quoi servirait une peine ? Elle ne ferait que l'aigrir, entraver le développement rationnel de sa personnalité, le préparer à la déchéance.

Mais sur quoi repose la distinction du discernement et du non-discernement ? On ne saurait nier qu'elle dépend de l'arbitraire du juge, car la loi n'a pas défini le discernement. Sur quelles données le juge s'appuiera-t-il, quel critérium prendra-t-il, pour se prononcer ? Or, cet inconvénient, bénin lorsqu'il s'agit d'un mineur de 16 ans, devient grave s'il s'agit d'un délinquant de 16 à 18 ans : selon l'opinion du juge, ce sera l'acquittement, ou la prison, la peine de droit commun, avec toutes ses conséquences.

On opère une réforme, et on l'appuie sur une distinction subtile et fuyante, qu'appliqueront les juges de droit commun, habitués au défilé des criminels de toute espèce. Mais on méconnaît une chose, c'est qu'en réalité bon nombre de jeunes gens, qui paraissent formés, ne le sont que physiquement ; ils sont au contraire, au point de vue moral, à une période de transformation : leur esprit, tiraillé en tous sens, est en proie à des conflits de sentiments extrêmement violents.

« Au surplus, dit-il, il n'est point prouvé que la prison, ou même les travaux forcés soient d'une efficacité plus grande que la maison de correction, qu'ils soient plus in-

timidants pour les jeunes gens de 16 à 18 ans. Pour le jeune délinquant, ce n'est toujours là que des peines privatives de liberté, mais, en réalité, les régimes pénitentiaires diffèrent et c'est bien le dernier qui est le plus susceptible de sauvegarder le mieux ses intérêts futurs.

M. Nast ne nie pas le bien fondé de l'argument que l'on fit valoir contre l'assimilation complète du délinquant de 16 à 18 ans au mineur de 16 ans : la précocité de plus en plus grande de la criminalité infantile. Mais il estime qu'une réforme plus complète n'eût pas eu pour résultat de l'intensifier, car la véritable cause déterminante est une démoralisation générale, profonde, dont l'enfant est une innocente victime.

Nous ne partageons pas cet avis.

M. Nast estime que la crainte d'un énervement de la répression, raison qui a conduit à mitiger la réforme, ne repose que sur une affirmation. D'autre part, il convient lui-même que l'âge moyen de la criminalité baisse sans cesse — et les statistiques étudiées ne laissent d'ailleurs aucun doute sur ce point. Il semble pourtant qu'il y a dans cette constatation plus qu'un mot avancé à la légère ; il y a une sérieuse raison de crainte pour l'avenir. Sans doute la source du mal est profonde ; les causes en sont multiples et redoutables et l'enfant en est souvent victime. Mais est-ce une raison pour ne pas réagir ? Il est beau, il est louable de songer à l'intérêt de l'enfant coupable mais l'intérêt de la société n'est pas non plus à dédaigner ; une police existe, dans la nation, pour prévenir les infrac-

tions ; une justice pour punir le délit et faire respecter le droit. Il ne faut pas que la nation perde la confiance qu'elle a dans l'une et l'autre et les considère comme des rouages inutiles ou impuissants ; il ne faut pas que le citoyen, découragé, se fasse son propre gendarme et se rende justice à lui-même. Pourquoi donc reprocher au législateur d'avoir craint un énervement de la répression ? Les lois pénales n'ont-elles pas pour but d'organiser cette dernière ? Etrange, en vérité, serait le législateur qui, édictant des lois pénales, n'aurait pas ce souci.

Or, reculer la majorité pénale à 18 ans d'une manière complète, c'est-à-dire en accordant au mineur de 18 ans, reconnu coupable d'avoir agi avec discernement, le bénéfice de l'excuse accordée au mineur de 16 ans, c'eût été donner une sorte d'encouragement au délit.

La recrudescence de criminalité qui s'est manifestée est due surtout à la catégorie de criminels âgés de 16 à 18 ans. Or, comme le remarque M. Nast, personne n'ignore que dans le nombre des délinquants de cet âge, il y en a peu qui ne jouissent pas de leur discernement : par contre, il y a une notable portion composée de vauriens dangereux, vivant de rapine, toujours à la recherche d'un mauvais coup, toujours prêts à sortir de leur poche le classique couteau à cran d'arrêt, et peut-être déjà souteneurs.

Ces individus ne vivent que d'expédients, se trouvent sans cesse sous le coup de poursuites, et, outre la trousse de cambrioleur, ils possèdent une sorte de bagage intellec-

tuel, une certaine connaissance des lois, acquise, non pour les observer, mais pour leur échapper : les individus se groupent, se soutiennent, se renseignent. Une loi leur accordant l'excuse légale jusqu'à 18 ans, leur assurant l'impunité pendant plus longtemps, serait vite connue d'eux et deviendrait bientôt la source d'une nouvelle audace.

Peut-on appeler ces jeunes criminels des enfants ? Non, à notre avis : en réalité ce sont des hommes. Leur esprit a été de bonne heure instruit des choses de la vie, surtout des choses malpropres ou malhonnêtes : ils ont souffert, car le métier de criminel est dur, rempli de heurts, de craintes continuelles, de misère, de mépris, de coups, de vengeance quelquefois terribles : or, qui a souffert a vieilli. Aussi rencontre-t-on dans ces natures une duplicité, une dureté de cœur qui n'a rien de commun avec l'enfant, pour lequel aucun espoir n'est vain, parce que sa personnalité est malléable et facile à transformer. Aussi pervers, aussi responsables que des hommes, ces individus doivent être punis comme des hommes.

Mais il est aussi des mineurs de 16 à 18 ans qui, bien qu'ils aient commis une infraction à la loi, ne sont pas des vauriens. Une chute est possible, même à cet âge : tant de causes peuvent la produire ! Supposons que le jeune homme, inculpé, par exemple, d'un vol qu'il a commis dans un moment d'égarement, poussé par la détresse, n'ait pas un mauvais naturel ; que le tribunal ait recueilli sur lui des renseignements favorables ; qu'il soit prouvé

que, jusqu'à ce jour, il a mené une vie honnête, rangée, laborieuse ; en un mot, que tout permette d'espérer un relèvement : les juges déclareront qu'il a agi sans discernement. Sans doute ce ne sera pas exact : certainement, en volant, l'inculpé a entendu la voix de la conscience lui dire : tu fais mal. Les juges auront-ils tort ? Assurément non. La loi de 1906 a étendu jusqu'à 18 ans la faculté de décider que le mineur a agi sans discernement ; elle l'a fait pour permettre au juge d'éviter une condamnation et de la remplacer par un régime de correction et d'éducation, lorsqu'un relèvement est possible. Ainsi tout favorisera ce relèvement. Sans doute les exigences de la répression eussent voulu une peine ; mais il ne s'agit plus ici d'un de ces vauriens dont on ne saurait plus attendre rien de bon : il s'agit d'un être égaré, susceptible de retour à la vie honnête, et le législateur estime, à juste titre, que le but capital est celui-là, une atteinte au principe de la répression, dût-elle être la condition du succès (1).

En reculant à 18 ans la possibilité de déclarer le non-discernement, le législateur a consacré une sorte de mensonge légal, mais il a entendu en restreindre l'application aux hypothèses dans lesquelles un bon résultat était escompté. Telle est la raison de la limitation de la réforme.

Quant à l'argument de M. Nast relatif à la plus ou moins grande efficacité de la maison de correction comparée à celle de la peine, appliquée à un mineur de 16 à 18 ans,

(1) Tel est l'avis de M. Pierre Mercier, dans son article « l'Enfance au Palais ». Revue *L'Enfant*, n° 141, 15 oct. 1906, p. 285.

on peut y répondre par la même distinction. Parmi ces mineurs, il en est, à qui, seul, conviendra le régime de la correction et de l'éducation ; il en est d'autres, au contraire, à qui conviendra la peine, nous voulons parler de ceux dont on ne peut espérer le relèvement ; de ceux que, précisément, la loi traite en majeurs et qu'il faut intimider.

Plus pessimiste, plus amère est la critique de M. Jacques Bonzon (1). Pour lui, la jeune criminalité est un problème presque insoluble et la loi du 12 avril 1906 ne produira aucun résultat. L'innovation s'explique pour les garçons, parce qu'elle harmonise la minorité pénale et l'âge de l'engagement volontaire. Mais, en ce qui concerne les filles, dit-il, cet âge fatidique ne rime plus à rien. Bien plus important est le problème pénitentiaire ; l'élévation de la minorité pénale ne fournira aucun bien appréciable si l'envoi en correction reste pratiquement le même.

M. Bonzon critique surtout l'article 3 de la loi. Il estime que sa disposition est regrettable. « Ce qui est particulièrement curieux en l'espèce, dit-il, c'est la place de cet article 3 dans la loi récente. Il porte un titre rassurant : « dispositions transitoires ». L'Assistance Publique finira peut-être un jour par comprendre son devoir, et qu'elle est la première, en France, faite pour recueillir les jeunes coupables. Mais transitoire en quoi, sur quoi, à quoi ? Aucun délai n'est établi par la loi pour cette transition. Celle-ci peut durer un siècle. »

(1) Revue *L'Enfant*, n° 139, 15 août 1906, p. 101 et suiv.

Constatons d'abord que si l'âge de 18 ans ne rime à rien, lorsqu'il s'agit des jeunes filles, d'après M. Bonzon, le rapporteur de la loi ne pensait pas comme lui ; après avoir envisagé les avantages dont profiteraient les garçons, il ajoutait que l'innovation ne serait pas moins profitable aux jeunes filles, pour lesquelles un surcroît de préservation a été demandé par la Conférence internationale pour la répression de la traite des blanches. — Les jeunes filles seront protégées pendant deux ans de plus, et cette période est précisément l'époque où elles sont exposées aux tentations, aux séductions, à la chute.

Quant au rôle de l'Assistance Publique, il nous paraît que l'art. 3 de la loi ne mérite pas la critique dont il est l'objet. L'Assistance Publique a le devoir de recueillir les enfants abandonnés, orphelins, etc. — Elle recevait aussi les mineurs de 16 ans que lui confiaient juges d'instruction ou tribunaux. Mais ne serait-il pas abusif de placer à l'Assistance Publique des jeunes gens de 16 à 18 ans, qui, plus âgés et plus suspects que les pupilles de l'Assistance, pourraient exercer sur eux, au point de vue moral, la plus fâcheuse influence ? Et, d'ailleurs, à quoi serviraient l'Administration pénitentiaire et les colonies pénitentiaires ou correctionnelles ? Dans quel but les lois se sont-elles préoccupées de ces établissements, dans quel but le législateur recherche-t-il des perfectionnements nouveaux ?

A l'Assemblée générale de l'union des Sociétés de Patronage, tenue le mardi, 18 décembre 1906, M. Rollet faisait une communication sur l'application, à Paris et

dans les départements, de la loi du 12 avril 1906 (1).

M. Rollet signalait d'abord les innovations apportées par la loi de 1906 — élévation de 20 à 21 ans de l'âge jusqu'auquel pourra être prolongée la détention dans les maisons de correction : disposition excellente, due à M. Voisin, et qui permet aux sociétés de patronage d'exercer leur action sur leurs protégés, jusqu'à la majorité de ceux-ci. — Extension de l'âge de la minorité pénale — mesure également bonne, car beaucoup de jeunes gens sont éducatibles et peuvent revenir au bien ; beaucoup aussi sont des enfants de dégénérés, d'alcooliques, des anormaux, en tout cas des faibles, chez qui la raison n'est pas plus forte que chez un mineur de 16 ans. L'accord est unanime pour approuver la modification de l'art. 66.

Mais il faut observer d'abord, disait M. Rollet, qu'en ce qui concerne la première réforme, les résultats sont médiocres. Cette disposition est peu connue et peu appliquée. Beaucoup de tribunaux (ignorance ou parti-pris) continuent à prononcer des envois en correction jusqu'à 18 ans et demi, ou 20 ans. Une circulaire ministérielle, disait M. Rollet, serait utile pour rappeler la loi de 1906.

Nous ne comprenons pas l'utilité que pourrait avoir une telle circulaire (2). Que dit la loi de 1906 ? Que l'en-

(1) *Revue pénitentiaire*, janvier 1907, p. 138 (Compte-rendu par P. Drillon).

(2) Cependant une circulaire rappelant non pas la loi de 1906, mais l'esprit de cette loi, qui voudrait que les envois en correction fussent de plus longue durée, pour être plus efficaces, serait

fant acquitté sera, ou remis à ses parents, ou conduit dans une colonie pénitentiaire pour y être élevé et détenu « pendant tel nombre d'années, que le jugement déterminera et qui, toutefois, ne pourra excéder l'époque où il aura atteint sa majorité ». — D'après ce texte, le juge reste libre de prononcer l'envoi en correction pour la durée qu'il juge à propos de fixer : la loi augmente d'une année la latitude précédemment accordée ; le juge peut donc choisir dans ces limites la durée qui lui paraît devoir être fixée ; il appliquera la loi du 12 avril 1906. A quoi servirait une circulaire qui rappellerait aux tribunaux une loi qu'ils appliquent ? Sans doute, une correction de longue durée sera préférable dans bien des cas ; mais le tribunal en sera seul juge.

M. Rollet observait ensuite que, logiquement, il pouvait paraître bon d'assimiler les mineurs de 18 ans entièrement aux mineurs de 16 ans. Le législateur ne l'a pas voulu, conformément aux vœux de l'Union des Sociétés du Patronage. Mais, disait-il, le maintien de l'âge de 16 ans dans l'art. 67 du Code pénal n'arrêtera pas l'augmentation de la criminalité : les tribunaux useront des circonstances atténuantes et, d'ailleurs, les jeunes malfaiteurs redoutent plus l'envoi en correction que la peine. Ne les voit-on pas se donner souvent plus de 18 ans quand ils sont arrêtés ?

M. Rollet proteste énergiquement contre la disposition utile, car il n'est pas rare de voir prononcer des envois en correction trop courts, donc sans effet.

transitoire qui exclut l'application aux mineurs de 18 ans des art. 4 et 5 de la loi du 19 avril 1898.

Soit un enfant acquitté : on ne le remet pas à ses parents, on ne l'envoie pas en correction — On ne peut que le confier aux œuvres privées, seules à la disposition de l'autorité judiciaire. Or, ces œuvres sont débordées. Le patronage de l'Enfance et de l'Adolescence est l'objet de nombreuses sollicitations. De plus, les œuvres privées n'ont aucun moyen de coercition à l'égard de leurs pupilles ; l'Assistance Publique, au contraire, peut obtenir du tribunal l'envoi dans un établissement pénitentiaire en vertu de la loi du 28 juin 1904. Il en résulte cette conséquence bizarre, que les œuvres privées, tout en étant moins armées pour l'éducation de leurs pupilles, sont les seules qui peuvent recevoir les jeunes gens de 16 à 18 ans, pour lesquels une sollicitude énergique serait nécessaire.

M. Rollet s'efforçait de démontrer (1) que le tribunal de la Seine assimile le mineur de 18 ans à ce qu'était autrefois le mineur de 16 ans. Il ne prononce pas plus de condamnations qu'auparavant, et même un mineur ayant été condamné comme ayant agi avec discernement, à la suite d'une nouvelle poursuite, a fait ultérieurement l'objet

(1) Durant les trois derniers mois, 607 mineurs de 18 ans ont été poursuivis ; 315 ont bénéficié d'un non-lieu, 77 ont été remis à leurs parents, 39 à des œuvres, 130 envoyés en correction jusqu'à 21 ans, 46 condamnés. M. Rollet estimait que sur 4 mineurs de 18 ans traduits en correctionnelle, trois étaient âgés de 16 à 18 ans. M. Rollet s'appuyait sur ces renseignements.

d'une déclaration de non-discernement et a été envoyé en correction, le tribunal s'étant rendu compte de l'inefficacité de la courte peine précédemment prononcée. M. Rollet approuvait cette jurisprudence.

Mais M. le premier Président Harel protestait. Il faut, disait-il, rechercher si le discernement existe réellement chez l'inculpé ; or, dire que, depuis la loi nouvelle, on n'a pas plus de discernement de 16 à 18 ans qu'auparavant de 12 à 16 ans, c'est aller à l'encontre de la réalité. Exceptionnel avant 16 ans, le discernement sera beaucoup plus fréquent de 16 à 18 ans. D'ailleurs, ajoutait-il, la maison de correction n'est utile que pour les enfants jeunes, malléables ; elle ne convient pas à des malfaiteurs déjà endurcis.

Enfin M. Harel pensait que la jurisprudence allait créer à l'administration pénitentiaire des difficultés inextricables.

M. Brueyre rendait hommage à la réforme de la majorité pénale, moyen de mansuétude à la disposition du juge.

A l'occasion des critiques de M. Rollet sur les « dispositions transitoires », il répondait par la réflexion suivante : il faut observer l'état d'esprit de ceux qui sont responsables du service des Enfants assistés. Déjà la loi de 1889, relative à la déchéance paternelle, avait introduit un contingent de pupilles nouveaux, dignes d'intérêt, sans doute, comme l'est tout enfant, mais dangereux au point de vue moral.

La loi de 1898 survint ensuite, dont l'effet fut désastreux ; elle avait introduit dans un milieu d'enfants simplement malheureux, des enfants vicieux, délinquants, même criminels — apportant avec eux le mauvais esprit, le mauvais exemple, et la conséquence inévitable : le danger de contamination.

Tant que l'organisation de l'Assistance Publique ne sera pas assez puissante pour pouvoir assumer la charge de l'éducation spéciale de ses pupilles vicieux, elle ne pourra, sans danger, accepter des mineurs de 16 à 18 ans — c'est-à-dire des hommes déjà formés. Et puis, où aboutit la thèse contraire ? A faire prononcer l'envoi en correction par l'autorité administrative, sur le simple rapport d'un chef de service, sans la garantie de l'autorité judiciaire.

Comme M. Harel, M. P. Joly, juge d'instruction, protestait contre la confusion des deux catégories de mineurs. La loi est nettement opposée à cette assimilation. Elle exclut les mineurs de 16 à 18 ans du patronage de l'Assistance Publique ; en cas de discernement elle les traite comme des adultes. Le majeur de 16 ans doit être présumé avoir agi avec discernement. C'est en effet entre 16 et 18 ans que l'on rencontre les pires malfaiteurs. Il ne faudra donc appliquer le nouvel art. 66, C. P. aux majeurs de 16 ans qu'en présence de situations vraiment dignes d'intérêt (1).

L'assemblée se rangeait à la thèse de M. P. Joly, qui nous paraît être la meilleure réponse aux critiques formulées.

(1) Revue *L'Enfant*, n° 141, 15 octobre 1906, p. 285.

CONCLUSION

La loi du 12 avril 1906 est digne d'être favorablement accueillie. Poursuivant un but louable et généreux, en même temps que « d'une bonne politique criminelle », ainsi que le disait M. A. Le Poittevin, — l'éducation, de laquelle on peut beaucoup attendre, et le reclassement de l'enfant coupable — elle peut porter d'excellents fruits. Elle permet aux juges d'user de mansuétude envers le jeune âge et l'adolescence, mais elle ne veut pas que cette sollicitude, cette pitié s'égare sur des natures indignes. La loi est bonne, mais elle ressemble au burin délicat avec lequel un orfèvre habile peut produire un excellent travail : l'outil est-il employé par une main inexpérimentée ou indécise ? Le résultat sera de nulle valeur.

L'instrument est créé. A la magistrature il appartient désormais d'en faire usage. Le maniera-t-elle avec tact et modération ? Ce sera pour le plus grand bien de l'enfance coupable et malheureuse, mais non encore pervertie : les jeunes délinquants qui auront bénéficié de la loi seront redressés par le régime éducateur auquel ils seront astreints et pourront trouver dans la société un reclasse-

ment d'autant plus facile qu'ils auront évité la flétrissure de la condamnation.

Mais si les tribunaux appliquent la loi nouvelle aveuglément, sans examiner suffisamment si le sujet est bien digne de cette faveur, leur mansuétude sera vite connue de ces yauriens de 16 à 18 ans qui ont perdu toute moralité et desquels on peut attendre les pires actes ; ce sera l'encouragement au crime, auquel correspondra un découragement bien légitime chez les honnêtes gens, peut-être aussi la résolution, de plus en plus affirmative et fâcheuse, de ne plus se reposer sur la loi du soin de faire respecter le droit, et de se faire justice soi-même.

La magistrature, en présence du flot montant de la criminalité infantile, saura distinguer les sujets pervers de ceux qui, malgré la chute, ont encore en eux des ressources morales suffisantes pour s'arrêter dans la voie fatale. Il est à espérer qu'elle frappera les premiers sans se laisser influencer par une pitié mal placée et qu'elle réservera aux seconds les faveurs de la loi du 12 avril 1906, véritable loi de pardon (1).

(1) La loi est trop récente pour qu'on puisse juger de son application. Cependant, à la séance du 4 juillet 1906 du Comité de défense, M. P. Flandin observait que depuis la loi de 1906, les tribunaux envoient en correction un plus grand nombre de mineurs. En trois mois, une centaine de mineurs de 16 à 18 ans ont fait l'objet de cette mesure. Les uns estiment que c'est une excellente chose, car la correction est préférable aux courtes peines. Cependant, n'y a-t-il pas excès ? la mise en correction doit être exceptionnelle pour les mineurs de 16 à 18 ans. C'est

Que d'autres vœux encore à formuler !

Sans revenir sur les questions, déjà envisagées, dans notre critique de la loi de 1906, notamment l'établissement de sélections nouvelles parmi les mineurs délinquants et la fixation d'un âge au-dessous duquel toute poursuite serait impossible, ou tout au moins la question de discernement serait résolue négativement, ne reste-t-il pas beaucoup à faire dans la délicate matière du vagabondage et de la prostitution des mineurs ?

La loi pourrait organiser un système d'amendement spécial. Le vagabondage et la prostitution des mineurs sont le résultat d'une mentalité toujours la même et connu à l'avance. Les mesures éducatrices peuvent être déterminées *a priori* par la loi.

Or, le Code pénal ne contient aucune disposition relative à la prostitution des mineurs, et les lois ultérieures n'ont pas modifié cet état de choses.

On ne peut, en principe, frapper la prostitution des peines du vagabondage (1).

Cependant M. Bérenger avait déposé au Sénat une proposition sur ce sujet, le 30 juin 1905. La discussion en a été ajournée le 30 mars 1906, jusqu'au dépôt du projet de loi élaboré par la Commission extra-parlementaire des mœurs (2). Ce projet a été récemment déposé.

l'esprit de la loi, qui n'est faite que pour les mineurs éducatibles ; or, ceux-ci sont le petit nombre, de 16 à 18 ans.

(Revue pénit., juill.-nov. 1906, p. 1072.

(1) *Revue pénitentiaire*, 1904, p. 49.

(2) *Revue pénitentiaire*, 1906, p. 599.

En ce qui concerne le vagabondage des mineurs, l'art. 271, § 2 du C. P., révisé le 28 avril 1832, est défectueux. Tout d'abord il aurait pu être modifié par la loi de 1906. En effet, on peut se demander si, depuis cette loi, l'art. 271, § 2, ne s'applique pas aux vagabonds de moins de 18 ans et si l'interdiction de séjour, remplaçant la surveillance de la Haute Police, ne pourrait pas être prononcée jusqu'à 21 ans.

L'art. 271 était, à ce double point de vue, en harmonie avec l'ancien art. 66, qui fixait la majorité à 16 ans, limitait la durée de l'envoi en correction à l'âge de 20 ans accomplis. Cependant la loi de 1906 n'a pas conformé l'art. 271 aux innovations par elle introduites. On peut admettre, pourtant, puisque ce texte n'était que le reflet de l'ancien art. 66, qu'il se trouve implicitement modifié par la loi nouvelle (1).

En outre, l'art. 271, § 2, ne définit pas le vagabondage des mineurs. Or, il est certain que la notion du vagabondage des majeurs ne lui convient pas : les mineurs ont un domicile légal (art. 180 C. civil) ; d'autre part, on ne peut faire à l'enfant un grief de n'avoir ni moyens de subsistance ni profession — et cela en raison même de son âge. La notion du vagabondage des mineurs sera donc nécessairement spéciale et consistera à ne pas rester à la maison paternelle, à errer à l'aventure.

C'est en ce sens que s'est prononcée la jurisprudence.

(1) La question est cependant controversable.

Est vagabond l'enfant qui a quitté le domicile paternel depuis un temps assez long sans avoir ni métier, ni profession ni moyen d'existence (1), malgré le domicile légal certain que l'enfant conserve chez son père. Mais il n'y a pas vagabondage si l'enfant a abandonné depuis peu le domicile paternel et s'il continue à résider dans la ville où il a son domicile légal (2).

Mais cette interprétation, admissible en l'absence de définition légale, ne permet nulle mesure préventive et éducatrice à l'égard des enfants qui ne pratiquent encore que l'école buissonnière, première phase et début du vagabondage. Une définition spéciale et plus large du vagabondage des mineurs serait désirable.

Enfin la pénalité de l'art. 271, § 2, est très critiquée. En effet, cet article porte que les mineurs vagabonds ne pourront être frappés de la peine d'emprisonnement, et ajoute qu'ils seront punis de l'interdiction de séjour : c'est dire qu'ils ne pourront séjourner dans certaines localités, souvent dans celle où résident leurs parents. Avec le système de l'art. 271, § 2, on organise une sorte de vagabondage officiel et obligatoire des mineurs (3) — inconvénient d'autant plus grave que l'art. 271 C. P. semblait s'appliquer aux mineurs, abstraction faite de la question de discernement. Il n'y a aucune distinction dans le texte, qui, interprété à la lettre, ne permet pas de nier le discernement

(1) Caen., 30 nov. 1875, Dalloz, p. 77, 2, 72.

(2) Cass., 31 mars 1866. Dalloz, p. 67, 1, 48.

(3) Rozès, *Les enfants vagabonds*, p. 133.

pour éviter l'interdiction de séjour et lui substituer la correction. Il est vrai que la Cour de cassation n'avait pas adopté cette jurisprudence, et avait décidé plusieurs fois que l'art. 271, § 2, ne dérogeait pas à l'art. 66 C. P. (1). Malgré cela la revision de l'art. 271, § 2, serait souhaitable, dans l'intérêt du mineur et de la répression. Cela serait d'autant plus urgent que le vagabondage est, avec le vol et la mendicité, l'une des infractions les plus fréquentes chez les mineurs (2). Atteindre le vagabondage serait en même temps une mesure préventive contre les autres délits des mineurs.

Quelles mesures édicter? — Des mesures administratives d'abord, judiciaires ensuite (3). Mais il est certain que ce serait un précieux appoint aux dispositions déjà prises en faveur de l'enfance coupable : à la correction, au régime éducateur, — à la réparation en un mot, on joindrait, au moins dans une certaine mesure, la prévention du mal, et

(1) Cass., 12 août 1843. Dalloz, Jurispr. Génér. Voir *Vagabondage*, n° 79. Cass., 28 février 1852. Dalloz, 53, 1, 288. Paris, 26 avril 1892, Dalloz, Jurisp. Génér. supp. Voir *peine*, n° 467. Garçon. Code pénal annoté, art. 269 à 273, n° 123.

(2) C. Rapport J. Joly sur les causes de la criminalité de l'enfance.

(3) Les agents, gendarmes, etc., devraient recevoir l'ordre de conduire au commissariat de leur ressort les enfants rencontrés errant aux heures de classes. Les parents seraient appelés et les enfants admonestés. Système essayé avec succès à Rouen. *Revue pénit.*, 1902, p. 422. En cas de récidive, les enfants seraient confiés à un tiers ou à l'Assistance Publique après avoir été déférés aux tribunaux, qui pourraient aussi les envoyer en correction. Garçon, *op. cit.*, n° 120.

ce vœu, nous l'espérons, deviendra bientôt une réalité ainsi qu'une autre réforme, depuis longtemps réclamée, et qui n'a pas encore vu le jour, parce qu'elle est laborieuse et délicate : la rédaction d'un Code de l'enfance.

Vu le Président de la thèse,

A. LE POITTEVIN.

Vu le Doyen,

CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-recteur de l'Académie de Paris.

L. LIARD.

